TOME XI. N° 14 *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)* 15 OCT. 1922

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Souvenirs

I. — Compiègne (1860-1869).

CHAQUE année, durant le règne de l'empereur Napoléon III, il y avait pendant quatre semaines des séjours au palais de Compiègne, qui commençaient vers le 8 ou 10 novembre. On y conviait une centaine de personnes, triées sur le volet, et je laisse à penser si ces invitations étaient recherchées et enviées !...

Leurs Majestés se faisaient présenter la liste des élus par le premier chambellan, le comte Baciocchi, et ajoutaient des noms et en effaçaient d'autres, puis les lettres d'invitation étaient lancées. Elles portaient la formule : « Par ordre de Leurs Majestés Impériales, M. N... est invité (ou sont invités) à venir passer huit jours au palais de Compiègne du ... novembre au ... novembre. Un train spécial amènera les invités, leurs gens et leurs bagages, et partira de la gare du Nord, tel jour à trois heures. »

Au jour indiqué, une voiture après l'autre débarquait tout ce beau monde à ladite gare, et on se mettait en route. Arrivée à Compiègne, « la série » dégringolait des wagons et se précipitait dans les chars à bancs attelés de cette belle poste impériale, et bride abattue on partait pour le palais. Au perron, on était reçu par le comte Baciocchi et chacun était

mené dans ses appartements, après avoir reçu l'ordre d'être au salon à sept heures et quart, le dîner ayant lieu à sept heures et demie précises et Leurs Majestés voulant saluer chacun de leurs invités avant de se mettre à table.

Il est impossible d'imaginer une réunion plus élégante que celle qu'on voyait dans ce premier salon ! On voyait là, par exemple, la duchesse d'Albe, sœur de l'impératrice, la comtesse Walewzka, la marquise de Cadore, la comtesse de Montebello, la comtesse de Persigny, la comtesse de Morny, la comtesse de Pourtalès, la comtesse de La Bédoyère, la baronne de Poilly, la marquise de Galliffet, la baronne Alphonse de Rothschild, la duchesse de Sutherland, la duchesse de Manchester, en un mot tout ce que Paris et l'étranger pouvaient offrir de femmes belles, jeunes et élégantes.

Toutes les illustrations politiques, littéraires et artistiques en fait d'hommes étaient conviées à tour de rôle à ces fameuses séries de Compiègne, dont, on peut le dire sans crainte d'être démenti, on ne verra plus jamais les pareilles.

Mais je reviens au salon d'attente de Compiègne, dans lequel je vois paraître maintenant Leurs Majestés. L'impératrice faisait cette révérence qui nous transportait toujours tous et toutes d'admiration, car elle y mettait une grâce et une dignité incomparables. Je la vois encore, vêtue un jour d'une robe en satin blanc, n'ayant pour toute parure dans ses cheveux que le Régent, étincelant au sommet de sa tête et surmonté d'une touffe de plumes blanches scintillantes de diamants, autour du cou trois merveilleux rangs de perles, et saluant la compagnie dans l'encadrement de cette porte !

Elle était d'une beauté idéale ! Et avec cela si simple, si parfaitement naturelle, ne faisant pas ce que j'appellerai *une figure de jolie femme.* Après ce grand salut, elle s'approchait de chaque personne, lui disait un mot aimable, combien elle était contente de la voir... et puis elle faisait le tour de la salle sans trop s'attarder. L'empereur causait de son côté tout simplement sans vouloir faire de cercle, puis allait à l'impératrice, lui donnait le bras pour se rendre dans la salle à manger, laquelle était très éloignée des appartements, et nous tous nous suivions l'exemple de nos augustes hôtes en nous donnant tous le bras pour aller nous mettre à table. Il fallait traverser la vaste antichambre, la salle des gardes, deux autres grandes pièces tenant le milieu entre une anti-

chambre et des salons vides, pour arriver dans cette grande pièce où se dressait le banquet. Il pouvait y avoir de quatre-vingts à cent couverts ; cela dépendait des invitations faites en dehors des invités à demeure fixe. Leurs Majestés invitaient souvent des personnes établies à Compiègne et dans les environs, comme le marquis et la marquise de l'Aigle, le préfet, le général commandant, des colonels, des personnages de l'administration, etc.

En ma qualité d'ambassadrice, j'étais toujours placée à côté de l'empereur : à sa droite, si j'étais seule de mon espèce, à sa gauche si lady Cowley était de la série, car son mari était accrédité comme ambassadeur longtemps avant que mon mari ne le fût, ou bien encore s'il y avait la princesse Mathilde, ce qui n'est arrivé qu'une fois autant que je me souvienne. Le coup d'œil qu'offrait la table était magnifique. Quoique l'empereur n'eût pas d'argenterie et que *tout*, jusqu'à la dernière cuiller à café, fût en christofle, comme cela avait l'apparence de vaisselle plate et que *les modèles* étaient d'une correction parfaite, cela ne nuisait en rien à l'aspect général. C'est par hasard que j'ai appris un jour à Compiègne, et cela de la bouche même de l'empereur, que nous mangions sur du ruolz ! On parlait de voleurs qui avaient emporté une superbe argenterie lorsque Sa Majesté, en se tournant vers moi, me dit en riant : « Eh bien ! ils seraient attrapés chez moi, ils ne trouveraient pas une cuiller à café qui soit en argent ! » Je souriais avec incrédulité lorsque l'empereur reprit : « Quand je suis arrivé au pouvoir, il n'y avait pas d'argenterie. On voulut en commander, mais quel ne fut pas mon effroi lorsqu'on vint me dire que ce serait une affaire de plus de cinq millions ! Je n'hésitai pas un instant, et je donnai ordre de faire tout exécuter en ruolz, ce qui est revenu à cinq ou six mille francs. Voyez-vous, ajouta-t-il, l'argenterie des souverains ne sert qu'à être fondue à un moment donné ! »

L'empereur causait pendant le dîner avec cette aisance et cette bonhomie qui le rendaient si sympathique et qui faisaient que tous ceux qui frayaient avec lui l'aimaient véritablement. Il était un type accompli de grand seigneur et *rien* en lui ne tenait du parvenu. Ainsi un jour à table, à ce même Compiègne, la conversation était devenue générale avec l'impératrice assise en face de l'empereur et les personnes placées autour d'elle. On défilait le chapelet des misères qu'on encourait en voyageant ! L'empereur intervint

et nous taxa tous d'exagération. Je me permis de répondre en riant à Sa Majesté qu'il lui était interdit de juger des ennuis qui nous incombaient à nous autres, vu qu'elle n'avait qu'à monter dans son train spécial, que toute l'administration était à ses ordres, qu'elle n'avait à s'occuper de rien, ni de la dépense..., ce à quoi l'empereur répliqua : « Évidemment, je voyage commodément à présent, mais vous oubliez qu'il n'en a pas toujours été ainsi. J'ai été très pauvre et je n'avais pas de quoi payer un domestique. Je voyageais donc seul, et je me souviens qu'un jour, en Amérique, en descendant du train, je me suis vu forcé de porter moi-même ma petite malle qui était assez lourde, et de la porter jusqu'à l'embarcadère du bateau, lequel était fort éloigné de la gare. Comme il faisait une chaleur torride, je puis vous assurer que personne de vous autres ici ne peut se vanter d'en avoir fait autant. Je connais donc mieux que vous tous les ennuis et les difficultés qui s'attachent à des voyages. » Et puis, en se tournant vers moi, il me dit de son air triste et sérieux : *N'oubliez pas, princesse, que je suis un parvenu dans la véritable acception du mot!*

Souvent l'empereur riait comme un enfant des bêtises que je lui racontais. Que de fous rires nous avons eus ensemble, et combien de fois en sortant de dîner on venait me demander ce que j'avais bien pu raconter à Sa Majesté pour la faire rire d'aussi bon cœur.

Un soir à dîner, j'avais pris d'un plat qui était vraiment franchement mauvais. Je crachai la première bouchée sans vergogne. L'empereur me demanda : « Est-ce donc tellement mauvais? » Je lui répondis : « Sire, c'est exécrable ! — Eh bien ! je veux en goûter, car je crois que vous exagérez ! » Il se fit servir le plat qu'il avait refusé, et à peine en eut-il goûté qu'il en fit autant que moi, et me dit : « Sommes-nous assez mal élevés tous deux. » Et nous voilà riant à gorge déployée. L'impératrice, voulant connaître la cause de notre hilarité, en demanda la raison, et l'empereur de répondre : « Nous ne pouvons pas le dire, tu nous ferais lever de table ! » (L'empereur tutoyait l'impératrice tandis qu'elle lui disait « vous ».)

Le manger à la cour était bon et copieux, mais pas *très fin*. C'était plutôt une nourriture saine et simple, mais je l'aimais beaucoup, car on pouvait sans fatigue l'absorber pendant tout le séjour, et jamais on ne s'en sentait incommodé.

Or, lorsque durant huit et même quinze jours on fait régulièrement deux grands repas de près de cent personnes, il arrive que finalement on perd l'appétit. Le dîner était servi en une heure et le service se faisait admirablement. Le préfet du palais, le vieux général Rollin, présidait le repas au bout de la table et donnait ses ordres. La livrée était belle et toujours toute poudrée.

On rentrait en cortège au salon à huit heures et demie. Le café était servi à table. Au bout de quelques instants, l'empereur se retirait dans son cabinet de travail pour fumer sa cigarette et les hommes allaient au fumoir.

L'impératrice restait à causer avec nous. Lorsque ces messieurs revenaient, un des chambellans se plaçait près d'un piano droit qui avait une manivelle et tournait désespérément celle-ci. On dansait aux sons de cette horrible et monotone musique, ce qui dans le fait manquait de gaieté ! En général, les soirées, qui se prolongeaient jusqu'à onze heures et demie, étaient le côté faible de ces séjours. J'avoue que je ne les goûtais guère, car on se battait les flancs, et sans cesse on se demandait : « Quelle heure est-il? » Les « soirs » où l'empereur faisait danser la *Boulangère* ou *Sir Richard de Coverley*, et se mettait à la danse, cela allait mieux, ou bien lorsqu'on représentait des charades, des tableaux ou qu'on jouait la comédie, alors on s'amusait vraiment et la gaieté la plus franche régnait dans toute la compagnie.

L'empereur adorait ces petites représentations, et son plus grand plaisir était de se promener derrière les coulisses et de regarder le va-et-vient de « ses acteurs particuliers », qu'à l'instar des « comédiens ordinaires de l'empereur » (c'est-à-dire la Comédie-Française), j'avais ainsi dénommés. Que de jolies représentations on a données dans ce salon du fond, dans lequel on avait fait dresser une petite scène qui restait toujours là et qu'on n'enlevait jamais.

Mon mari faisait office de chef d'orchestre, car l'impératrice ne voulait pas que qui que ce soit, qui ne fût pas du nombre des invités, assistât aux réunions, afin, disait-elle, « qu'on ne fasse pas de potins ni de cancans » ! Comme si elle avait empêché les gens d'en faire ! Au contraire ! Le champ des suppositions était vaste et on a raconté les choses les plus insensées et les plus invraisemblables sur ces séjours, dont la mère permettrait le récit à sa fille sans hésiter. Le prince de Reuss et moi, sachant tout ce qui se disait et se racontait

sur « les séries de Compiègne », nous avions appelé ces séjours « Sodome et Gomorrhe ». Lorsque le chambellan de l'impératrice, M. de Lezay-Marnésia, qui était un peu raide et fort peu enclin à la plaisanterie, tournait de son air solennel et ennuyé la fameuse manivelle et que deux malheureux couples se mettaient à tourner dans le salon, tandis que les autres, échoués sur des banquettes, bâillaient à se démettre la mâchoire, nous ne manquions pas de nous glisser l'un vers l'autre et de nous dire tout bas d'un ton navré et en levant les yeux au ciel : « Sodome et Gomorrhe ! »

On a joué sur la petite scène, dans les appartements, *les Commentaires de César*, une grande revue faite par le marquis de Massa. C'était charmant et eut beaucoup de succès. J'y remplissais le rôle d'une cantinière de zouaves, d'un cocher de fiacre et celui de la Chanson. On faisait bisser et trisser même mes couplets, et, ma modestie dût-elle en souffrir, je dois à la vérité de convenir que ces trois rôles ont été très convenablement interprétés par moi. Surtout celui de la Chanson où, dans de ravissants couplets, je passais en revue la chanson à partir de son début jusqu'à nos jours.

Mme de Pourtalès était éblouissante de beauté en « France », Mme de Galliffet ravissante en « Angleterre ». Le prince impérial, un amour en petit grenadier de la garde...

Un jour qu'on faisait des charades pour la fête de l'impératrice, on devait représenter dans le tableau final les dieux de l'Olympe offrant des fleurs à la souveraine. Octave Feuillet avait composé la charade, j'organisais les tableaux et j'avais même joué la première scène avec lui. Le mot était « anniversaire », « âne », « hiver », « serre », et puis le tout.

C'est ce même soir que Mme de Persigny, qui était toquée et insupportable, me fit une scène affreuse parce que je l'avais placée dans ce qu'elle appelait aimablement le tableau des laides ! Comme j'en étais, je lui répondis : « Vous n'êtes pas gentille, vous êtes dans le même tableau que moi et bien d'autres. » Exaspérée, elle s'écria : « C'est bien ce que je dis, je ne veux pas être du tableau des laides ! — Eh bien, dis-je, je vous répondrai que nous préférons, nous autres, ne pas être du tableau des toquées, que vous pouvez arranger comme vous l'entendrez. »

...Je reviens au salon où tous nous attendons qu'il plaise à l'impératrice de se retirer. On apporte une table à thé. Personne ne touche ni au thé ni aux gâteaux. Seule, Sa Majesté

se fait donner une tasse avec un peu de fleur d'oranger, puis elle dit encore un mot par-ci, par-là, et enfin arrive la bienheureuse et ravissante révérence qui nous permet de nous retirer. Nous en profitons avec enthousiasme et nous nous précipitons dans nos chambres, mais non pour nous coucher, — loin de là, — pour nous réunir sans façon, pour causer et pour fumer ensemble, — d'habitude chez nous, — et cela jusqu'à une heure et demie du matin. C'est là que nous nous amusions, n'en déplaise à ces pauvres Majestés qui pourtant se figuraient que nous nous sentions parfaitement à notre aise auprès d'elles !

Certes, on n'était ni gêné ni guindé, mais on était à la cour, une certaine étiquette y régnait après tout, et on respirait plus librement quand on se trouvait entre amis et entre égaux.

Le lendemain jusqu'à midi, chacun était libre de vaquer à ses petites affaires. A midi sonnant, on se réunissait au salon pour le déjeuner. Les toilettes étaient simples, et on serait bien étonné aujourd'hui si l'on voyait les élégantes du second Empire dans les modestes ajustements de laine que nous portions à cette époque. L'impératrice donnait le ton, et elle désirait que les vêtements de promenade fussent pratiques et sans prétention. D'ordinaire, elle-même portait invariablement une jupe en laine, le plus souvent noire, avec une chemise en laine ou en flanelle rouge retenue autour de la taille par une ceinture en cuir, telle que je l'avais vue la première fois à Biarritz. Nous suivions son exemple. Au déjeuner, on mettait le rang de côté et on se plaçait comme bon vous semblait. Seules les deux places à droite et à gauche de Leurs Majestés étaient désignées aux élus qui variaient tous les jours. De cette façon, les plus hauts personnages se trouvaient placés au bout de la table, et d'autres occupaient les places d'honneur. Le déjeuner était copieux, et, à mon avis, meilleur que le dîner. A une heure, on rentrait au salon et là on décidait de la façon d'occuper l'après-midi. Les voitures avançaient régulièrement à deux heures, et on partait pour aller en forêt.

Les jours de pluie étaient réservés aux répétitions, mais lorsqu'il faisait beau et qu'on ne voulait pas se priver de la promenade, on répétait à partir de cinq heures après avoir pris son thé.

Je me souviens qu'à une des répétitions des *Commentaires*

de César, le petit prince impérial, qui remplissait le rôle du grenadier de la garde et qui avait à chanter l'air si connu : *Te souviens-tu, disait un capitaine*, et qui attendait que son tour d'entrer en scène fût venu, s'ennuyant fort, comme il est bien naturel, prit un tambour et s'amusa à tambouriner dessus. Personne n'eut le courage de l'en empêcher. J'entrais en scène. A peine avais-je dit ma première phrase que le prince reprend de plus belle son odieuse tambourinade. Je lui crie de cesser. Il n'en fait rien. Alors je descends du théâtre, je vais droit sur lui, et, le prenant par le bras, je le mets à la porte en lui disant : « Si vous croyez, monseigneur, parce que vous êtes le prince impérial, que cela vous donne le droit d'ennuyer et de déranger tout le monde, vous vous trompez fort. Sortez à l'instant, et apprenez que j'ai l'habitude de punir les enfants mal élevés, surtout lorsqu'ils sont princes. » Il s'éloigna en pleurant. Mes amis me dirent : « Vous avez été un peu vive. » Je répondis : « Tant pis. »

Le même soir, l'empereur vint à moi et me dit en tirant sa moustache : « Il paraît que vous avez été très sévère avec Louis, et que vous l'avez mis à la porte ! — En effet, sire, et si j'avais l'honneur de l'élever, je l'eusse été encore davantage ! » A quoi Sa Majesté répliqua : « Je vous remercie. Vous avez bien fait, et d'ailleurs le petit viendra vous demander pardon. » En effet, il vint à moi et me fit des excuses. Je l'embrassai et tout fut dit. Le pauvre prince impérial m'a rappelé plus tard, alors qu'il avait dix-huit ans, ce petit incident à un séjour que nous avons fait à Arenenberg chez l'impératrice, et a ajouté : « Vous ne sauriez croire quelle impression votre algarade m'a faite ! Elle m'a été extrêmement salutaire. »

A chaque série, on faisait jouer un des grands théâtres de Paris dans la jolie petite salle de spectacle du palais. Ces soirées-là étaient délicieuses. On donnait presque toujours la pièce en vogue. La « Comédie-Française », le « Vaudeville » et le « Gymnase » étaient seuls appelés à donner ces représentations. La grande loge impériale se trouvait dans le fond de la salle, et tous les invités s'y tenaient. C'était dans le fait un grand amphithéâtre, puisque cinquante personnes s'y trouvaient à leur aise. L'empereur et l'impératrice occupaient deux fauteuils au milieu et nous nous groupions tout autour. Les stalles, les petites loges et les galeries regorgeaient d'invités auxquels le comte Baciocchi avait envoyé des cartes,

et qui se recrutaient parmi les notabilités de Compiègne et de ses environs.

Tout le monde était en grande toilette, et ce petit spectacle de gala avait fort bonne façon. Après la représentation, on appelait les artistes dans le salon du fond et Leurs Majestés leur adressaient quelques compliments.

Il s'est passé un jour un fait bien drôle à la fin d'une de ces soirées. Le rideau venait de tomber, l'empereur et l'impératrice se levaient et saluaient les assistants qui répondaient en s'inclinant profondément, lorsque l'orchestre entonna en guise de marche l'air de *Barbe bleue :* « Quand un courtisan s'incline, et qu'il courbe son échine. » Je me mis à rire tellement, mais tellement qu'en quittant le théâtre, l'empereur m'en demanda la cause. « Comment, dis-je à mon auguste interlocuteur, Votre Majesté n'a pas entendu? — Mais quoi donc? — Eh bien ! nous nous inclinions en musique, et notre échine en faisait autant ! — Je ne comprends pas, dit l'empereur, ce que vous voulez dire. — Votre Majesté permet-elle que je lui chante ici *Barbe bleue?* — Certainement, mais je comprends de moins en moins ! » Et voilà que je me mets à fredonner l'air à l'oreille de l'empereur : « C'est ce qu'on vient de jouer ! Il faut avouer que le choix n'est pas heureux », ajoutai-je. Sa Majesté appela le comte Baciocchi et lui dit : « Demandez donc un peu là-bas au chef d'orchestre s'il est bête ou impertinent. Quelle idée saugrenue a-t-il eue de nous jouer l'air des courtisans de *Barbe bleue.* C'est par trop se moquer du monde ! » Personne, excepté mon mari et moi, ne s'était aperçu de la maladresse, car jamais on n'a vu gent moins musicienne que celle qui faisait partie de la cour de Napoléon III. On leur aurait fait croire que l'on venait de jouer un air de la *Favorite* qu'ils l'auraient cru.

Lorsque la fin de la série, c'est-à-dire des huit jours qu'on avait été invité à venir passer au palais, tirait à sa fin, il arrivait maintes fois qu'on entendait frapper un petit coup à la porte de son appartement, et l'on voyait paraître le comte Baciocchi qui venait vous demander au nom de Leurs Majestés de prolonger le séjour d'une semaine. On remerciait respectueusement de la faveur qui vous était accordée, mais on grommelait tout de même un peu, car la quinzaine de réjouissance était fatigante, et l'on rentrait à Paris gavé de plaisirs et de fêtes au point que, pendant huit jours, personne ne voulait plus quitter son coin.

L'impératrice, en combinant les listes d'invités, tâchait, comme de raison, de réunir les personnes qu'elle savait se convenir, dans la même série. Il arrivait donc que Mmes de Pourtalès, de Galliffet, de Rothschild, quelques femmes anglaises en vue et moi, ainsi que les hommes de notre coterie, nous étions toujours de la même série. On l'appelait, à tort ou à raison, « la série élégante ». Un jour Mme de Beyens demanda étourdiment à une des invitées qui se piquait d'élégance, mais qui en manquait absolument, et qu'elle savait devoir aller à Compiègne : « Êtes-vous de la série élégante? » et l'autre de lui répondre aigrement : « Non, je suis de la vôtre ! »

II. — Fontainebleau (1861-1864).

Les séjours à Fontainebleau ne différaient guère de ceux de Compiègne, excepté par la saison à laquelle ils avaient lieu.

Les séries d'invités, aussi nombreuses que celles-là, commençaient vers la mi-juin, et duraient jusque vers la mi-juillet. Même cérémonial, même formulaire d'invitations, même départ, même arrivée, même quantité de bagages, mêmes intrigues pour être du nombre des élus, même triage de la part de Leurs Majestés.

Les repas se prenaient dans la grande galerie Henri II, décorée par le Primatice. Le coup d'œil de la table dans cette magnifique salle était véritablement éblouissant. Seule l'entrée dans la salle est défectueuse, car on y accède par un petit couloir étroit qui paraît inexplicable actuellement. Jadis, on ne s'arrêtait pas à de pareils détails d'architecture. On déjeunait à midi comme à Compiègne, seulement le dîner avait lieu à huit heures au lieu de sept heures et quart. Après le déjeuner, on descendait dans le jardin, et on s'amusait à canoter sur l'étang où des bateaux de toute espèce, et même une gondole vénitienne avec un gondolier vénitien pur sang, étaient mis à la disposition des invités. Les petites périssoires ont causé bien des catastrophes, mais comme ceux qui se risquaient étaient toujours des nageurs, ils s'en tiraient sans danger et en étaient quittes pour sortir de l'eau trempés jusqu'aux os. L'impératrice affectionnait tout particulièrement la gondole, et se faisait mener de long en large souvent plus d'une heure en demandant à telle ou telle per-

sonne de l'accompagner. Elle assurait que nulle part on ne causait mieux qu'en se faisant bercer sur l'eau.

Vers quatre heures, les voitures avançaient. Les personnes qui préféraient monter à cheval n'avaient qu'à demander qu'on leur en sellât un, et les écuyers et les écuyères suivaient ainsi les équipages dans les excursions en forêt. Il m'est arrivé un jour que l'empereur, qui venait de recevoir d'Angleterre de superbes chevaux de selle, me dit : « Je voudrais vous voir monter une jument dont on vient de faire l'acquisition et qui est vraiment admirable de formes et d'allure. Il me semble qu'elle vous irait tout à fait. » Et se tournant vers le général Fleury, l'empereur continua : « Donnez donc aujourd'hui la nouvelle jument *Kate* à la princesse. Est-elle bien mise au moins? — Certainement, reprit le général Fleury, seulement elle est un peu en l'air, mais la princesse est la fille du comte Sandor et saura la monter ! » Je me récriai en assurant que je n'avais pas hérité des talents équestres de mon père, mais rien n'y fit, et à quatre heures on me présenta *Kate*.

On me hissa sur la splendide bête qui attendait en piaffant. Son aspect fringant me fit déjà peur, mais tout le monde était là qui regardait et admirait, et je n'osais pas, *coram publico*, déclarer que je manquais de courage. Le palefrenier ayant lâché la bride, la jument s'agita. Je tins bon, et l'admiration générale ne connut plus de bornes. « C'était ravissant. » On déclarait « que c'était un tableau ». J'aurais tout donné pour qu'une autre fût à ma place... Enfin, les cavaliers se mirent en route. L'empereur, qui montait ce jour-là son fameux alezan *Solférino*, m'appela, et je caracolais à sa gauche, tremblante comme une feuille. Nous traversions la grande cour d'honneur lorsque les tambours battirent aux champs, et voilà *Kate* plus en l'air que jamais, les naseaux fumants, qui n'y tient plus et fait mille courbettes... L'empereur, qui ne se doutait pas de ma lâcheté, me fit des compliments sur la façon dont je me tenais à cheval, sur ma taille... que sais-je? J'étais affolée, mais j'allais, et les compliments me laissaient absolument indifférente. Sortis de la cour d'honneur, l'empereur se met au galop. Je fais de même, mais la jument devient si vive qu'il s'en aperçoit, me conseille de dépasser le groupe et, appelant le prince Léopold de Croy, qui, étant au service d'Autriche et ayant pris un congé de quelques semaines pour le passer à Paris, avait été

invité par Leurs Majestés à Fontainebleau, il lui dit de m'accompagner. A peine étions-nous seuls, qu'en me tournant vers le prince je lui confiai que j'étais décidée à descendre de cheval, lorsque celui-ci, qui passait pour un cavalier excellent, me répond brusquement : « Y songez-vous, la fille du comte Sandor? — Il n'y a pas de Sandor qui tienne quand on a peur, lui répliquai-je, et je vais descendre incontinent ! » Et, sur ce, un colloque s'engagea entre nous, dans lequel le prince fit appel à mon patriotisme en me déclarant que, si je faisais une chose aussi honteuse, *l'Autriche entière me renierait!!!*

Je lui affirmai que cela m'était égal. Il commença à supplier, et en fin de compte à ordonner d'une façon si péremptoire, que je me sentis perdue et que je compris qu'il fallait boire le calice jusqu'à la lie ! Je galopai, les larmes aux yeux, à côté de mon bourreau, mais toute ma vie je garderai le souvenir de cette terrible promenade à cheval à travers les ombrages de la forêt de Fontainebleau, et je puis certifier qu'un des plus heureux moments de ma vie fut celui où je descendis de *Kate*, en jurant que jamais plus elle n'aurait l'honneur de me porter. L'empereur me demanda si j'avais été satisfaite de la jument. Je répondis : « Elle peut être parfaite, mais ce qu'elle m'a fait peur, rien ne peut en donner une idée ! » Le prince de Croy qui écoutait me lançait des regards furibonds, mais je me trouvais sur mes deux pieds et son exaspération ne me touchait plus. Sa Majesté se tourna vers lui alors et lui dit en riant : « Il paraît que la princesse n'a pas hérité du courage de son père? » Sur quoi je m'écriai : « Mais, sire, j'ai voulu descendre de cheval en pleine forêt, et le prince de Croy m'en a empêchée en faisant valoir la réputation de mon père et même le patriotisme autrichien ! » Et l'empereur de dire en souriant : « Je ferai insérer votre conduite dans *le Moniteur!* »

Un beau matin après le déjeuner, Sa Majesté me demanda de me promener avec elle en phaéton, et nous fîmes une grande tournée en forêt. Comme nous cheminions sous bois dans les grandes avenues et que nous nous trouvions loin de toute habitation, l'idée me vint que si l'on venait maintenant attenter à la vie de l'empereur, le coup ne saurait manquer ! Il n'y avait là pour le défendre qu'une femme et un pauvre petit garçon ! Qu'aurions-nous pu faire? On disait bien que les agents de la police secrète suivaient l'empereur

en tous lieux, mais je me souviens avoir regardé autour de moi et je n'ai pas aperçu un être humain.

Les chevaux attelés au phaéton étaient de toute beauté ; c'étaient deux bais bruns qui marchaient à merveille, dont les actions étaient superbes et qui allaient comme le vent. L'empereur conduisait très bien, aussi bien qu'il montait à cheval. Dans une allée nous rencontrâmes une amazone ravissante. Elle se rangea sur notre passage en saluant profondément. L'empereur me dit : « Connaissez-vous cette femme? » Je répondis : « C'est Marguerite Bellanger ! — Elle n'est pas régulièrement jolie, répliqua-t-il, mais elle a beaucoup de grâce et elle est charmante à cheval ! » J'appris plus tard que c'est à partir de cette époque que Marguerite Bellanger, qui était venue s'installer à Fontainebleau, avait jeté son dévolu sur l'empereur et qu'elle prenait à tâche de se mettre sans cesse sur son passage afin d'attirer son attention. Elle aurait poussé l'audace jusqu'à lui écrire pour lui déclarer son *amour!* Le malheureux empereur, qui était très sensible aux charmes féminins, s'est laissé prendre à ces odieux manèges, et a eu l'incroyable faiblesse de croire que cette femme l'aimait véritablement, alors qu'elle parlait en riant de lui aux hommes qui venaient la voir, leur racontait jusque dans les moindres détails sa liaison avec lui, et allait même jusqu'à leur montrer les lettres qu'il avait l'imprudence de lui adresser !

L'empereur connaissait cependant assez les femmes et les choses de la vie pour ne pas être crédule à ce point ! Mais il se faisait vieux et la pensée d'avoir inspiré une passion le touchait et le flattait..., cela se voit, hélas ! tous les jours et l'expérience d'autrui ne sert à personne, chacun étant persuadé qu'il fait exception. Un de mes amis a lu une de ces lettres de l'empereur, dans laquelle le joli passage suivant l'a frappé : « Je te dirai si bas que je t'aime, que personne ne l'entendra !... »

Personne en effet ne l'a entendu, mais beaucoup de monde l'a lu !

L'impératrice avait reçu du général Montauban, nommé plus tard par l'empereur comte de Palikao, de merveilleux objets d'art, pris par lui dans le palais d'Été à Pékin pendant la guerre de Chine. Tous ces objets avaient été réunis dans son salon du rez-de-chaussée qu'on appelait ensuite le salon chinois, et qui était précédé de deux autres pièces où l'on

aimait à se tenir, tant dans la journée que le soir, par les grosses chaleurs. Ces salons avaient été délicieusement arrangés par l'impératrice et comme ils étaient de plain-pied avec le jardin, on ne pouvait rien imaginer de plus agréable. Lorsqu'il pleuvait, on se tenait dans les appartements du premier dans lesquels on se rend en traversant la galerie François I[er], qui est une merveille comme boiserie.

Ces jeux cependant n'avaient pas lieu régulièrement, mais par exception de temps à autre. On jouait parfois au secrétaire, et chacun tâchait de se surpasser. Un soir, M. Prosper Mérimée proposa de nous faire faire « la fameuse dictée de l'Académie » qui se complaît dans des difficultés de participes véritablement torturantes. On se mit à l'œuvre. La plupart des personnes s'y refusèrent en assurant qu'elles ne s'exposeraient sous aucun prétexte à la risée générale en faisant trop de fautes. Mérimée commença. L'empereur, l'impératrice, quelques-uns des invités, personnages graves et paraissant très sûrs de leur affaire, Alexandre Dumas fils, Octave Feuillet, mon mari et moi, nous étions placés autour de la grande table du salon et, armés de crayons, nous écrivions sous la dictée de celui-ci. Quand il eut fini, il prit les différentes feuilles, et en les parcourant corrigeait et recorrigeait sans cesse. L'inquiétude s'empara des *pauvres élèves!*... Le travail de correction terminé, Mérimée se leva et déclara à haute voix le nom du lauréat, lequel, à la stupéfaction générale, était celui du *prince de Metternich*. Il lut : « Sa Majesté l'empereur a fait 45 fautes, Sa Majesté l'impératrice 62, la princesse de Metternich 42, M. Alexandre Dumas 24, M. Octave Feuillet 19 (je passe les autres) et le prince de Metternich 3... »

Je laisse à juger de la figure consternée des deux académiciens. Elle nous fit tous éclater de rire. Alexandre Dumas se leva et alla vers mon mari en lui demandant : « Prince, quand allez-vous vous présenter à l'Académie pour nous apprendre l'orthographe? »

Comme à Compiègne, les théâtres de Paris venaient toutes les semaines donner des représentations sur la ravissante scène du palais, qui avait été remise à neuf par l'empereur, et qui était certes une des plus jolies et des plus élégantes qu'on puisse rêver. Elle était toute tendue de damas jaune et offrait le coup d'œil le plus gai du monde. C'était un vrai bijou. D'habitude, mon mari et moi nous passions quinze

jours à Fontainebleau, au lieu de huit comme le reste du monde et nous voyions se renouveler la série. Je crois que cette marque de préférence qui nous était accordée a dû indisposer pas mal de monde contre nous, et je me suis permis d'en faire un jour respectueusement la remarque à l'impératrice, laquelle me répondit : « Qu'importe, charbonnier est bien maître chez lui ! »

III. — 1870.

L'ouverture de la session législative avait eu lieu dans la grande salle des États du Louvre. L'empereur y avait tenu le discours usuel. A l'appel des députés nouveaux qui devaient prêter serment, le ministre de la maison de l'empereur, en lisant : « M. Henri Rochefort », s'arrêta pour entendre le mot « présent » suivi de ceux de « je jure », lorsque seuls les murmures et l'agitation soulevés par l'absence démonstrative du député de l'extrême gauche répondirent à M. Émile Ollivier. Il passa outre. L'empereur, en quittant la salle des États, fut acclamé comme d'habitude, ainsi que l'impératrice et le prince impérial. Nous allions reprendre nos voitures. Lorsque notre grand coupé gagna la rue de Rivoli, une foule houleuse, mauvaise, haineuse même, s'y trouvait amassée, et nous fûmes couverts de mille lazzis et même insultés grossièrement. Je me souviens avoir dit à mon mari à ce moment : « L'Empire a vécu ! » Je ne croyais pas cependant être si bon prophète, et qui m'eût dit alors que cinq mois plus tard la République serait proclamée en France m'eût beaucoup étonnée. Je croyais simplement que l'Empire glissait sur la pente et s'en allait tout doucement, car on sentait que la vieille poigne n'y était plus.

De concession en concession, le prestige de l'empereur disparaissait.

Cependant le plébiscite avait donné sept millions de voix à l'Empire en mai, et tout semblait renaître à une nouvelle vie lorsque la question de la succession au trône d'Espagne éclata et que la Prusse voulut que son candidat, le prince Léopold de Hohenzollern, fût accepté comme roi d'Espagne. La France s'y refusa et de fil en aiguille la guerre éclata.

L'historique de cette malheureuse guerre a été fait et

refait cent fois, et je me garderai bien d'en ennuyer mes lecteurs, d'autant plus que je ne veux pas dévier de la ligne de conduite que je me suis tracée en n'écrivant que ce que j'ai vu ou entendu de mes propres yeux et de mes propres oreilles...

Les nouvelles du théâtre de la guerre se succédaient et la confiance commençait à quitter les gens les plus optimistes. Les défaites ne se comptaient plus, lorsque, une nuit (il pouvait être deux heures du matin), j'entendis parler dans la chambre de mon mari qui était contiguë à la mienne, et celui-ci dire ces mots : « Je suis à vous dans peu d'instants, rien que le temps de me jeter dans mes habits ! » Je me mis à crier : « Qu'y a-t-il, qui donc est là? » lorsque la porte de la chambre s'ouvrit, et que je vis paraître Richard qui me répondit hâtivement : « Poniatowski est venu me chercher de la part de l'impératrice. Il ignore de quoi il s'agit, mais évidemment il est survenu une terrible catastrophe... Adieu, je pars ! » Et, au bout de peu d'instants, j'entendis la voiture avancer, la portière se refermer avec bruit, et les chevaux partir au grand trot.

Voilà ce qui était arrivé. L'impératrice avait reçu la nouvelle de la bataille de Wörth et de celle de Reichshofen. L'empereur avait télégraphié : « Immense désastre. Défaite complète. » L'impératrice était écrasée de douleur, et, dans son immense chagrin, elle avait voulu se consulter avec l'ami fidèle et lui demander son appui... Que faire? Richard conseilla à l'impératrice de partir immédiatement pour Paris (l'entrevue avait eu lieu à Saint-Cloud) et de faire appeler les ministres.

C'est ce que fit Sa Majesté. Mon mari la suivit dans un petit coupé avec Poniatowski, et on partit pour Paris. Richard se fit déposer à l'ambassade où il arriva vers quatre heures du matin. Des dépêches envoyées de Saint-Cloud prévenaient les ministres d'avoir à se rendre de suite aux Tuileries. Lorsque mon mari revint à la Jonchère, il me dit que l'impératrice ne se faisait plus aucune illusion sur les dangers de la situation et qu'elle prévoyait la chute de l'Empire à bref délai, si les armes devaient continuer à ne pas être favorables à la France. C'est à ce moment que je décachetai le pli qui m'avait été remis par le général de Galliffet. Il contenait ces mots : « Quand nous aurons la guerre avec les Prussiens, ils seront roulés par nous comme de mémoire d'homme on

n'aura vu rouler des gens. » M. de Galliffet ne m'a jamais pardonné sa présomptueuse prédiction.

Le Conseil des ministres réuni à cette heure matinale avait cru devoir émettre l'opinion que la régente ferait bien de demander à l'empereur de rentrer à Paris. Elle s'y opposa en déclarant qu'à son avis le retour de l'empereur serait le signal d'un mouvement populaire qui entraînerait les conséquences les plus fatales. Eut-elle tort ou raison, je ne suis pas à même de formuler une opinion à ce sujet.

Les défaites se succédant, l'inquiétude devint telle aux Tuileries qu'un matin, étant encore couchée (il pouvait être neuf heures), je vis la porte de ma chambre s'ouvrir, et paraître, à ma grande stupéfaction, la maréchale duchesse de Malakoff, accompagnée de la trésorière de l'impératrice, la fameuse Mme Pollet, appelée la Pepa, qui avait déjà été au service de Sa Majesté alors qu'elle était la comtesse de Teba. Toutes deux étaient pâles et tremblantes, et tenaient dans leurs bras et dans leurs mains force paquets et force sacs ! Elles s'approchèrent de mon lit et voilà que, la voix étouffée par les larmes, la duchesse de Malakoff me dit en me serrant dans ses bras : « Rien n'est plus en sûreté aux Tuileries. Nous sommes à la veille d'une catastrophe, et nous avons supplié l'impératrice de nous permettre de placer ses bijoux en sûreté. Nous avons pensé à vous. Voulez-vous vous en charger? Vous sauverez de cette façon une partie de la fortune de Sa Majesté. » Je restai interdite devant cette grande responsabilité, et mon effroi augmenta encore lorsque ces dames se mirent à déballer les bijoux qu'elles avaient apportés et me firent voir les trésors d'une valeur si grande qu'elles me confiaient, en ajoutant que le tout me serait remis sans qu'un inventaire en eût été dressé, vu qu'on n'en avait pas eu le temps et que même les écrins manquaient, et qu'à cause de cela ces diamants, ces pierres et ces perles ne se trouvaient enveloppés que dans du mauvais papier de journal. Mme Pollet inondait mes mains, qu'elle tenait embrassées, de ses larmes et me suppliait, ainsi que la maréchale, de ne pas refuser la garde des bijoux. Je me rendis à leur désir en ajoutant toutefois, que les ayant reçus non inventoriés, je ne pouvais accepter de responsabilité autre que celle de promettre de faire tout au monde pour veiller sur ce dépôt, et de tâcher à le mettre en lieu sûr dès que j'en aurais l'occasion.

Lorsque ces dames m'eurent quittée, j'appelai ma femme de chambre qui, étant à mon service depuis mon mariage, avait toute ma confiance et en lui montrant les merveilleux bijoux étalés sur mon lit, je lui dis de quoi il s'agissait en lui demandant le secret absolu. Nous cherchâmes alors le moyen de cacher les joyaux en question, et nous convînmes que la meilleure cachette était dans une petite commode où se trouvaient mes bottines et mes souliers, personne ne pouvant soupçonner qu'elle contenait des objets d'une aussi grande valeur. La femme de chambre alla chercher du papier de soie, et nous voilà enveloppant ces admirables diadèmes, ces parures, ces devants de corsage, ces perles, ces bracelets, et ces broches, ces boucles d'oreilles, ces rangées de solitaires, ces ferrets de diamants, ces aigrettes et ces pierreries de toute sorte, pour compter ensuite le nombre de paquets et inscrire le tout sur une feuille de papier collée dans le carton qui contenait ces splendeurs.

Mon mari était parti de bon matin pour Paris. Lorsqu'il revint, je lui racontai la visite que j'avais reçue. Il en avait eu connaissance, ayant été voir l'impératrice aux Tuileries, et me dit qu'il avait l'intention de faire partir un de ces messieurs de l'ambassade pour Londres, afin d'y porter ces bijoux et de les mettre à la banque d'Angleterre. Deux jours plus tard, le comte Rodolphe de Montgelas, secrétaire d'ambassade, partit avec un grand sac de voyage dans lequel nous avions placé les fameux paquets. Le carton ayant été trop volumineux, il ne pouvait être question de l'y faire entrer, et c'est ainsi que les parures furent *tassées* dans le sac au risque de détériorer les montures ; mais que nous importaient celles-ci, il s'agissait de sauver les diamants. Le comte de Montgelas eut des difficultés à Londres, et je ne sais trop pourquoi on ne voulait pas accepter le précieux dépôt. Finalement, notre ambassadeur eut raison des hésitations de la banque, et le porteur du sac le porta lui-même là-bas. On lui en délivra un reçu et on lui déclara en même temps que ce sac et ce qu'il contenait étant sa propriété, personne d'autre que lui n'aurait le droit de le réclamer, de sorte qu'il se trouvait du coup possesseur de tous les bijoux de l'impératrice.

La situation devenant de plus en plus sérieuse et les environs de Paris n'offrant plus aucune sécurité, car tout était en dissolution, mon mari résolut de me faire partir avec mes filles et, chose étrange, choisit Calais comme endroit de

refuge. J'étais à peine remise de mes couches lorsque ce départ précipité fut décidé, et le 13 août nous quittâmes la Jonchère, accompagnées du comte Rodolphe de Khevenhüller qui était attaché à l'ambassade. Je me souviens qu'à une station dont je ne me rappelle plus le nom et où nous devions changer de train, ma femme de chambre, qui ne parlait qu'allemand et qui avait une voix stridente, criait dans la gare et se faisait remarquer de façon à me faire enrager, car je pressentais des remarques désagréables de la part du public. Je fus toisée dédaigneusement par un individu qui se trouvait à côté de nous et apostrophée par ces mots : « Voilà encore de ces s... Allemands qui prennent la clef des champs ! » Je me tournai vers le monsieur en question et lui dis : « Monsieur, nous ne sommes pas Allemands, mais Autrichiens et nous avons été battus comme vous par les Prussiens », sur quoi il s'excusa et disparut.

A Calais, nous descendîmes à l'hôtel Dessin qui est le plus tristement situé du monde dans une rue aussi étroite et obscure que bruyante. En face de ma chambre logeaient un menuisier et un serrurier qui, dès six heures du matin, faisaient un tapage infernal. Le lendemain soir, c'est-à-dire le 14, après avoir fait une promenade désolée sur la jetée, le seul endroit à Calais d'où l'on aperçoive la mer — et encore faut-il aller jusqu'au bout de cette jetée — je me décidai à envoyer mon valet de chambre à Boulogne, pour voir si nous ne pourrions pas nous y loger de préférence à ce maudit endroit de Calais ! Il partit le lendemain matin, et nous rapporta la nouvelle bienheureuse qu'il avait retenu nos appartements à l'hôtel du Pavillon impérial pour le lendemain. Nous allâmes assister le 15 à la grand'messe qui se célébrait à la cathédrale pour la fête de l'empereur ! Les autorités civiles et militaires y assistaient, mais jamais je n'oublierai l'impression douloureuse que j'éprouvai à cette cérémonie et qui fut partagée par la vieille institutrice de mes filles, si bien qu'en sortant de l'église nous nous confiâmes avoir eu le sentiment d'avoir comme assisté à l'enterrement de l'Empire.

Les groupes qu'on voyait stationner partout se communiquaient les journaux et s'arrachaient les dépêches qui arrivaient du théâtre de la guerre. L'optimisme existait encore, et en écoutant ce qui se disait à la lecture des dépêches affichées aux coins de rue, on entendait exprimer l'espoir que

Bazaine serait celui qui aurait enfin raison des Prussiens, et que, secondé par Mac-Mahon et Bourbaki, il ramènerait la victoire dans le camp français !

Le lendemain, 16 août, au matin, nous prenions le train pour Boulogne, et c'est avec un sentiment de grande satisfaction que nous quittions le triste séjour de Calais. Boulogne est à tous égards mille fois préférable, et nous prenions possession avec bonheur de nos modestes chambres à l'hôtel du Pavillon impérial qui avait vue sur la mer. A peine étions-nous installées que nous vîmes, en allant faire notre promenade du côté de la jetée, arriver la duchesse de Mouchy avec ses enfants ! Son mari avait désiré qu'elle quittât Mouchy et l'envoyait à Boulogne afin que, si le séjour en France devenait dangereux, elle pût s'embarquer tout de suite pour l'Angleterre. Nous nous arrangeâmes, la duchesse de Mouchy et moi, à réunir nos appartements, et nous prîmes un salon à frais communs... Nous prenions nos repas ensemble dans la grande salle à manger de l'hôtel, et notre vie se serait écoulée doucement si les angoisses et les inquiétudes causées par les nouvelles qui nous arrivaient de Paris ne l'eussent cruellement troublée.

A notre grande joie, M. William de La Rive, un charmant et fidèle ami, vint nous voir et nous apporter des nouvelles directes de nos maris, et sa venue fut accueillie par nous avec bonheur, car nous ne connaissions personne, et à force d'échanger entre nous nos impressions et nos craintes, nous étions complètement démoralisées. Les nouvelles les plus absurdes circulaient, et pour n'en donner qu'une preuve, je ne puis m'empêcher de raconter comment ma femme de chambre se précipita un matin chez moi, alors que j'étais encore couchée, pour me dire que Boulogne allait être bombardé, la flotte française se trouvant depuis le matin en rade et que l'on allait tirer sur nous d'une minute à l'autre !... En effet, trois bâtiments de guerre se balançaient paisiblement dans la rade.

Les nouvelles du théâtre de la guerre devenaient de plus en plus alarmantes et nos angoisses allaient en augmentant, lorsque le 4 septembre vint l'horrible dépêche annonçant la capitulation de Sedan ! L'empereur était fait prisonnier !...

Je ne décrirai pas le chagrin de la duchesse de Mouchy, ni nos inquiétudes au sujet de l'infortunée impératrice et même

de nos maris, car nous craignions que la révolution n'éclatât à Paris et mît tout à feu et à sang ! M. de La Rive tâchait de nous rassurer de son mieux. Le 5 au matin arrivèrent des dépêches de M. de Mouchy et de mon mari qui nous disaient de quitter Boulogne et de nous rendre à Londres pour y attendre la fin des événements. M. de Montgelas nous apporterait des passeports et avait bien voulu se charger d'emmener mes enfants à Bruxelles, d'où ils partiraient pour le château de Johannisberg. Nous fîmes donc nos paquets.

Le 5 au soir, débarquaient à l'hôtel du Pavillon la duchesse de Montmorency, née Aguado, avec son petit garçon âgé de trois ans. Dans la journée, nous avions eu une grosse alerte. Voici ce qui s'était passé : La duchesse de Mouchy, tout en larmes, ne voulant pas quitter la maison, j'allai faire un tour sur la plage avec M. de La Rive. En rentrant, la duchesse vint tout éplorée à notre rencontre sur l'escalier, et, nous entraînant dans le petit salon, nous dit que M. Cahen d'Anvers s'était fait annoncer chez elle, et qu'il lui avait dit qu'il considérait de son devoir de la mettre au fait de l'agitation qui régnait à Boulogne, que la République venait d'être proclamée à Paris et que la population qui vociférait des menaces contre l'empereur et toute sa cour projetait de se porter en masse du côté de notre hôtel, sachant que la duchesse de Mouchy, nièce de Leurs Majestés, y séjournait avec moi, et faire l'assaut de celui-ci ! Il conseillait donc à ces dames de le quitter au plus tôt et de fuir n'importe où !... Or, il n'y avait ni bateau ni train quittant Boulogne avant dix heures du soir et il était deux heures... M. de La Rive, exaspéré de cette façon stupide de venir affoler une malheureuse femme, rassura la duchesse et lui dit qu'il allait se rendre à la mairie pour voir par lui-même ce qui en était, mais qu'il doutait fort de l'exactitude des renseignements de M. Cahen d'Anvers, d'autant plus que, pendant notre promenade, nous n'avions absolument rien remarqué d'anormal et que le calme plat semblait régner partout. Il partit donc au plus vite. Au bout d'une petite heure il revint, et ses renseignements étaient des plus rassurants. Personne ne songeait à nous, et les paisibles habitants de Boulogne étaient bien éloignés de penser à un soulèvement. La tranquillité parfaite régnait dans toute la ville. Rien n'égalait l'exaspération de notre excellent ami contre M. Cahen d'Anvers ; aussi après nous avoir rassurées, il prit son chapeau et partit comme un

dard pour aller trouver l'auteur du stupide canard qui avait tant ému Mme de Mouchy, et lui fit une scène terrible en lui disant qu'il était indigne d'un galant homme d'aller porter et colporter des potins de ce genre, qui ne servaient qu'à effrayer de malheureuses femmes, et qu'au lieu d'ajouter foi aux racontars des domestiques et des garçons d'hôtel, il aurait mieux fait d'aller voir par lui-même en ville ce qui en était. Bref, il le gronda d'importance et M. Cahen d'Anvers ne se laissa plus voir, ce qui était tout profit.

Nous convînmes de ne pas prendre cependant le bateau à Boulogne le lendemain, et le 6 septembre au matin nous nous mettions dans le train qui partait pour Calais. Mes enfants allèrent directement à Bruxelles en bifurquant à Saint-Pierre près Calais. M. Cecil Standish, un cousin de la duchesse de Mouchy, nous accompagnait. Arrivés à Calais, voilà que nous avisons à la descente du train M. Rouher, l'ancien ministre de l'empereur, qui se rendait lui aussi en Angleterre. Il me dit être très ennuyé parce qu'il ne possédait pas de passeport et ne savait pas si le commissaire de police qui surveillait le départ des voyageurs pour l'Angleterre le laisserait s'embarquer. Je m'empressais de lui dire que je le prenais sous mon égide et que je le ferais passer pour mon valet de chambre. Nous descendions de la jetée sur la passerelle, lorsque, appelant M. Rouher et ma femme de chambre, je leur fis signe de passer et me tournant vers le commissaire de police en lui remettant mon passeport, je lui dis en les désignant : « Ma femme de chambre et mon valet de chambre. » Il me cligna des yeux et me glissa à l'oreille : « C'est bon, c'est bon, mais ça n'empêche pas que c'est là M. Rouher ! »

La foule qui se trouvait sur la jetée et qui regardait s'embarquer les voyageurs n'était pas bienveillante, loin de là, et on entendait des propos tels que « ce sont les fuyards des Tuileries », ou bien « ce sont les vendus de l'Empire », et ainsi de suite. Le capitaine avait l'air inquiet et ordonnait à son équipage de se presser. Enfin, au moment de retirer la passerelle, quelques individus de mauvaise mine voulurent forcer l'entrée du bateau en hurlant et en vociférant : « A bas les traîtres ! » Le capitaine, d'une voix de stentor que j'entends encore aujourd'hui résonner dans mes oreilles, cria : « Retirez les cordes ! En avant ! » et le navire se mit en mouvement !

M. de La Rive, duquel nous avions pris congé à Boulogne, retournait à Paris. La duchesse de Mouchy et moi avions combiné une clef pour qu'il en fasse usage en nous télégraphiant à Londres, ce qu'il devait faire en adressant les dépêches à miss Quick, la bonne anglaise des enfants de la duchesse. Ainsi par exemple pour l'empereur on disait « Charles », pour l'impératrice « Alfred » et ainsi de suite. Cette clef existait en double et nous pouvions ainsi avoir des nouvelles de tous ceux auxquels nous prenions intérêt, sans qu'au bureau du télégraphe on sut de qui il s'agissait en réalité. M. de La Rive nous promit que dès son arrivée à Paris il nous renseignerait sur le sort de Leurs Majestés.

Le bateau qui nous emmenait en Angleterre portait le nom du prince impérial !

Mon mari m'avait envoyé, afin que je l'emporte pour le remettre en temps et lieu propre à l'impératrice, le livre d'heures de la reine Marie-Antoinette, qu'il avait pris sur la table de Sa Majesté afin qu'il ne fût pas égaré dans l'affolement du départ. Je le tenais serré contre moi, et je réfléchissais à l'étrange destinée des hommes et des choses...

L'ambassadrice d'Autriche emportait comme une relique précieuse le livre d'heures de l'infortunée reine qui l'avait reçu de sa mère, l'impératrice Marie-Thérèse, ainsi qu'on le lisait sur la première page de ce livre, et celui-ci était devenu la propriété de celle qu'un sort étrange avait placée sur le même trône qu'elle.

Debout sur le pont en sortant du port de Calais, je disais, le cœur serré, un triste adieu à cette pauvre France où je venais de passer les plus belles et les plus brillantes années de ma jeunesse, — un adieu reconnaissant aussi, car j'y avais rencontré d'augustes amitiés et trouvé de grandes affections qui ne se sont jamais démenties, et auxquelles je suis restée fidèle comme elles aussi ne m'ont jamais fait défaut.

PRINCESSE PAUL DE METTERNICH.

Sylla et son destin [1]

La deuxième liste des proscriptions dont la mémoire nous est parvenue, comportait deux cent vingt noms de personnages consulaires et de chevaliers, également traîtres et tarés. Ceux qui se trouvaient ainsi désignés tombaient à une situation des plus fâcheuses, ne pouvant ni fuir (vu que les issues de Rome ou de leur ville et province étaient gardées) ni demeurer chez eux, leurs demeures étant confisquées, ni se réfugier chez un ami ou un voisin. A la merci du premier venu, aussi misérables, et davantage, que les derniers des vagabonds, ils se voyaient retranchés vifs du nombre des humains, et la plupart se suicidaient. On les découvrait au coin d'une rue, empoisonnés, ou sous les auvents des boutiques, un couteau dans le flanc, ou bouchant de leurs cadavres une conduite d'eau, ou pendus dans une cave, ou un grenier, ou étouffés d'une étoupe de linge ou de paille. Le trépas dépendait ainsi de l'ingéniosité personnelle, à moins que le drôle, mis au ban, ne sollicitât d'un ami le service de passer chez Pluton. De là à prétendre que ces autothanasies étaient autant d'assassinats, il n'y avait qu'un pas, et les médisants et républicains le franchirent vite. Cela commença par de petites chansons, circulant sous

(1) Voir *la Revue universelle* des 1er et 15 août, 1er et 15 septembre et 1er octobre 1922.

le manteau, où l'on demandait quelle différence existait entre un cadavre dû à la colère de Marius et de Cinna, ou un dû à la vindicte de Sylla. La différence était que le premier cadavre était d'un bon citoyen et honnête homme, et le second d'un scélérat. Différence comme du noir au blanc, ou de la beauté à la laideur, ou de la culpabilité à l'innocence. Mais c'est l'usage absurde du troupeau du juste milieu, de confondre la violence qui dissout l'État, avec la violence qui le restaure et le sauve, et de mettre dans le même panier le voleur et le gendarme, l'assassin et le juge, le sage et le fou. C'est pourquoi, tandis qu'on châtie, il importe de décourager avec soin ceux qui blâment et s'indignent que l'on châtie.

Notre héros n'y manquait point et c'est ce qui explique sa sévérité vis-à-vis de Quintus Aurelius, chef des modérés, et comme tel, ayant laissé Cinna décimer le Sénat et insulter les pontifes, sous prétexte qu'aucune loi ne lui permettait de réprimer ces crimes odieux. Le dictateur l'ayant mis en tête de la troisième liste, laquelle était cette fois de quatre cents noms de factieux de grande envergure, Quintus Aurelius s'écria en levant les bras : « Ma maison d'Albe est cause de ma perte ! Le dictateur convoite ma maison d'Albe ! » Imputation véritablement stupide, car Sylla, ayant déjà sa villa de Cumes, ne convoitait nullement celle du médisant, ni ne comptait l'attribuer à aucun de ses favoris. Mais il punissait, dans ce lâche centriste, la tendance trop fréquente à laisser commettre, sous couleur de scrupule juridique, des infamies de toute couleur et extra juridiques, à tenir pour légales des sentences manifestement nuisibles à la cité, à supporter des agissements criminels. En le plaçant au chef de sa liste, il indiquait très sagement que la responsabilité de celui qui tolère le forfait, pouvant l'empêcher, est pire que celle du délinquant lui-même. Or qu'arriva-t-il? Les clameurs et gémissements d'Aurelius, qui ameutait ainsi les passants, excitèrent la convoitise de deux sicaires, lesquels se jetèrent sur le tapageur et le poignardèrent. Averti du fait et très mécontent (car l'incident pouvait être exploité), le maître fit empoigner ces mauvais garçons et ordonna qu'on les précipitât de la roche Tarpéienne. Ce qui fut fait.

Quintus Aurelius possédait, en dehors de sa villa d'Albe (laquelle échut à un humble soldat, qui la revendit à un commerçant), une barbe calamistrée et un ventre rebondi, ainsi

que de nombreuses relations. Il donnait la comédie à domicile, et obligeait ses amis dans le besoin. Un de ceux-ci, sénateur modéré, du nom de Metellus, indigné de cette mort et pris de boisson, imagina d'interpeller Sylla, qui assistait à la séance, au banc des ministres, et de lui demander « combien de temps allait durer l'abattoir ». Rappelé à l'ordre par le président, il expliqua qu'il désirait, non pas sauver les coupables, mais que fussent rassurés les bons citoyens. A quoi le dictateur, avec un grand calme : « J'ignore encore ceux que je laisserai vivre. — Désigne donc ceux que tu veux faire mourir. — Je ne fais pas autre chose », répliqua Sylla, au milieu d'une hilarité de bon aloi. Or, à la sortie, le même Metellus, un peu dégrisé et comprenant son imprudence, osa aborder celui qu'il avait ainsi insulté, afin de lui présenter ses excuses. Mais Lucius Cornelius lui conseilla de quitter Rome (non sans un sauf-conduit) dans les deux heures, s'il voulait éviter le sort de son ami Quintus Aurelius.

Afin de montrer qu'il ne tremblait pas devant ses propres décisions, Sylla décida de procéder aux enchères lui-même, en sortant du tribunal, et d'attribuer, quelquefois pour de petites sommes, des biens considérables à des citoyens particulièrement méritants et éprouvés au service de Rome. La mode s'installa aussitôt, dans le populaire comme dans la bourgeoisie et aristocratie, de suivre les adjudications souveraines de ce commissaire-priseur improvisé, entouré de ses licteurs et partisans, tranquille et jovial comme un marchand de moutons. Il est inexact qu'on l'interpellât grossièrement, ce qui eût été châtié par la hache. Mais de nombreux sous-officiers chevronnés ou officiers traînant la patte, et aussi plusieurs centaines de veuves ou fiancées de combattants morts, et réduites elles-mêmes à la misère, l'ayant imploré à haute voix, reçurent de lui de magnifiques domaines, contre la remise de quelques francs. Il n'en résultait, bien entendu, aucun autre murmure que de satisfaction et d'enthousiasme, chacun célébrant la dextre qui donnait et attribuait, tandis que l'autre main, terrible, frappait : « La révolution, » disait Sylla, « ne se détruit pas seulement par de bonnes lois tran-« chantes, pertinentes et d'un effet immanquable. Elle ne se « détruit pas seulement en mettant aux prises les factions et « clans révolutionnaires, en les faisant ainsi s'entre-dévorer. « Elle ne se détruit pas seulement en réformant des pro-« grammes scolaires, ou en bannissant les étrangers et mé-

« tèques qui poussent naturellementaux querelles civiles. Elle « ne se détruit pas seulement en poursuivant les plus hautes « canailles, et en affranchissant leurs esclaves. Elle se détruit « surtout par une justice forte, tangible, évidente, implacable « ici et généreuse là, attelée, de jour et de nuit, à récompenser « et à punir. » Aussi habile que le meilleur homme de loi à couper en quatre les cheveux du code romain, et à imaginer des disjonctions et arguties dans les textes, gloses, commentaires, il savait à l'occasion, comme en ces enchères, tremper vigoureusement la soupe de Thémis, et en distribuer de pleins et savoureux bols, à la manière du roi Salomon, de Solon, de Lycurgue et des autres. Les gens ne s'attachent qu'au légendaire, qui est la conjecture sur ce qu'ils ont vu. La renommée du marteau et de l'encan du dictateur, les récits des pauvres diables et des veuves de guerre recevant leur dû et trois fois dû (à cause du sacrifice des leurs à la cité) sous la forme de cette manne tombée du ciel syllanien, parcoururent l'Italie, franchirent les Alpes et les mers, et firent autant que vingt campagnes heureuses pour le désarmement des ennemis. Les législateurs ne se doutent pas du pouvoir que met dans leurs mains l'équité, terrible aux pervers et nantis, et souriante et amène aux bons et aux dénués. Le principal levier de l'âme est aussi le principal des États.

Tout cela n'allait pas sans à-coups et sans heurts, évidemment, de ce que les Provençaux et Languedociens nomment mistoufles et qui sont difficultés intercalaires, malaisées à prévoir dans les meilleures besognes et les mieux conduites, comme l'était le nettoyage syllanien. C'est ainsi qu'une semaine à peine après la mise en mouvement du mécanisme, alors que le dictateur siégeait à son tribunal un certain Lucius Catilina (qui depuis a fait parler de lui), de haute taille, de grande décision et fort beau drille, lui apporta la tête coupée et saignante encore du démocrate Marcus Marius, neveu du vieux misérable immergé dans l'Anio.

— Que veux-tu que j'en fasse? demanda Lucius Cornelius, qui ne voulait avoir l'air interloqué mais auquel déplaisait ce procédé expéditif non commandé, joint à un certain air d'arrogance.

— C'est pour ajouter à ta collection, repartit Catilina. Ne va pas voir ici l'acte d'un courtisan, mais celui d'un prévoyant. Celui-ci avait juré de te tuer et je n'ai fait que prévenir son crime.

— Je te remercie cordialement. Remets ce chef ignoble à mes gardes, et attends que j'aie rendu mes arrêts quotidiens. Nous causerons.

Ainsi fut fait. Au cours de la conversation ultérieure, le chef des chefs se rendit compte qu'il avait affaire à un fratricide, lequel voulait excuser son crime, en faisant mettre son frère au nombre des proscrits comme s'il eût été encore vivant. Il était difficile de refuser, après un pareil service rendu, Marcus Marius étant, en effet, un adversaire dangereux. Néanmoins le procédé sembla indélicat, l'individu brutal et sommaire ; et, s'étant débarrassé de son obséquiosité assez fraîchement, Sylla le fit mettre en surveillance.

Un plus grave contretemps fut celui de l'affaire Roscius d'Ameria, compliquée de l'affaire Chrysogonus, et qui donna au justicier de grands ennuis, dont il sortit à son avantage. Depuis qu'il avait participé aux frais et débours de l'hôtellerie de Sylla, le jour du triomphe, en compagnie de Tifanius Ruber, l'affranchi millionnaire Chrysogonus faisait montre d'une fatuité et d'une audace intolérables. Il se donnait comme l'ami intime et le confident du maître souverain (ce qui était un mensonge), reçu dans son intimité et mangeant à sa table ; alors que Lucius Cornelius avait horreur des parvenus de ce style et les maintenait à distance, après qu'il les avait utilisés. Une seule fois, l'animal doré avait été invité à souper à la villa de Cumes, dans une fournée de parvenus, et il avait ennuyé tout le monde par son intarissable faconde : « Ne me ramène pas cet Olibrius », implorait, après son départ, Metella, parlant à son époux. La grande prétention de Chrysogonus était de s'y connaître en finances, d'avoir l'esprit ingénieux dans ce domaine important, alors si éprouvé. Il s'imaginait qu'il serait ministre de la dette publique et, en attendant, pillait et larronnait pour s'y entraîner. C'est ce qui le conduisit à faire insérer sur les listes de proscription, à l'insu du dictateur et au dernier moment, le capitaliste Sextius Roscius, du municipe d'Ameria, dont il subtilisa treize fermes (mauvais nombre) pour le prix de deux mille sesterces, alors qu'elles valaient au moins six millions. Sextius Roscius ayant été assassiné au cours de cette immense volerie, les meurtriers accusèrent son fils de ce crime et osèrent le déférer aux tribunaux.

Quand Sylla apprit la sinistre vérité, de la bouche d'une grande dame romaine, amie de sa femme et s'appelant aussi

Metella (par une curieuse coïncidence), il entra dans une fureur froide. Chrysogonus passait pour son favori et sa double infamie rejaillissait sur tout le nouveau gouvernement, dont il régalait les secrétaires. La première pensée du grand chef fut de le faire dérocher de la Tarpéienne, sans autre forme de procès. Il allait signer le décret, quand Metella, prévenue, le supplia de n'en rien faire et d'employer un autre moyen qui n'eût pas l'air d'étouffer ce scandale. C'est elle, à ce qu'on assure, qui lui conseilla de faire défendre le fils Roscius, dont nul avocat n'osait prendre le dossier, par le jeune Marcus Tullius Cicéron. Débutant au barreau et d'une réelle éloquence, bien que faible de caractère, celui-ci passait pour républicain. Un tel procès habilement conduit, devait prouver la grandeur d'âme du dictateur et prétendu tyran, qui laissait charger un indigne de son bord et entourage, et aboutir à la condamnation de Chrysogonus. La solution était élégante. Elle fut adoptée.

En conséquence, Sylla appela auprès de lui, dans le plus grand secret, le jeune et brillant robin, qu'il n'avait fait précédemment qu'entrevoir. Afin de l'éprouver, il lui demanda, à brûle-pourpoint et d'un œil sévère, s'il était vrai qu'il eût accepté le dossier de Roscius contre Chrysogonus. Marcus Tullius croyant sa dernière heure venue, pâle et déjà repentant, se défendit d'une telle inconvenance. Roscius l'avait sondé par intermédiaire. Mais il avait repoussé la proposition, de crainte de déplaire au mainteneur des plus précieuses traditions romaines, au restaurateur de l'ordre, au père du Droit.

— Tu as eu tort, interrompit tranquillement le dictateur, ce Chrysogonus est une canaille et si ton éloquence, que l'on dit grande, le fait pendre, ce sera, pour tout le monde, un fameux débarras.

Qui demeura pantois? Ce fut notre Cicéron. Ayant entendu parler, sur le mode horrifique, de la duplicité de Sylla et de son habileté à sonder les gens, il se demandait quelle manigance se dissimulait sous cet encouragement. Pensant que le silence était dangereux et confiant dans son instrument, qui était la dialectique et la finesse, il se lança à travers toutes sortes de considérations, que son malicieux interlocuteur se garda d'interrompre. Finalement le connaisseur d'hommes lui dit, mettant la main sur son épaule : « Tu es jeune et tu as un beau talent. Contente-toi donc des procès d'affaires

et renonce à la politique. Nous sommes à un tournant où elle brûle.

— Et s'il me plaît d'être brûlé?... répliqua le verbeux avec une aimable impertinence, attendu que cette familiarité inattendue lui rendait l'aisance avec le naturel.

En fin de compte, il fut entendu qu'il prononcerait le plaidoyer pour Roscius et qu'il chargerait sans merci Chrysogonus. Sylla alla jusqu'à lui remettre des notes de police, concernant l'affranchi sans scrupules, qui prouvaient l'ancienneté de son improbité et de sa malfaisance. C'est de cette façon que Cicéron plaida, avec une fougue et un courage dont demeurèrent ébahis ses auditeurs. Il savait qu'il ne courait aucun risque. Il était même autorisé, en sa qualité de républicain, à faire quelques allusions, rituelles, discrètes et fleuries, à la liberté perdue ; mais la vérité oblige à dire qu'il écrivit cette partie de son discours et qu'elle fut soumise à la censure préalable du maître. On raconte que celui-ci en donna lecture à ses familiers et ajouta, de sa main, histoire de rire, quelques traits encore plus piquants et que l'avocat n'osa pas utiliser. Depuis cette époque, chaque fois qu'il était fait en sa présence l'éloge du jeune Marcus Tullius, Sylla levait le doigt et déclarait : « Talent considérable, opposant de tout repos. »

Il n'en est pas moins vrai que Cicéron eût mieux fait de suivre le premier conseil de son auguste interlocuteur et de renoncer à la politique. Mais le prétoire entraîne au Forum, et, quand on est pris dans l'engrenage, il est malaisé de se retirer. Tout le monde ne sait pas, comme Lucius Cornelius, éviter les chocs en retour. Bref Cicéron eut un immense succès ; le tribunal, prévenu en dessous, comme c'est l'usage, ne se contenta pas d'acquitter Roscius. Il poursuivit d'office ses calomniateurs, prescrivit une enquête, à la suite de laquelle ils furent confondus et Chrysogonus fut expédié aux galères, après restitution préalable de ses millions. Le peuple célébra la justice dictatoriale, bien supérieure à celle des tribuns, qui languissait pendant des mois et des mois, pour aboutir à des cotes mal taillées.

Un mois environ après l'indiscrète question de Metellus, le Sénat fut convoqué de nouveau au temple de Bellone. Une heure avant l'ouverture de la séance, le maître était là, très entouré, comme on l'imagine, et le front soucieux. Il simulait l'inquiétude civique, bien qu'assuré et au delà du résultat, car il tenait tous ces hommes dans sa main, à l'excep-

tion de deux ou trois. Les résultats obtenus par sa méthode étaient trop nets et trop beaux pour que le sénatus-consulte ne l'invitât pas à persévérer, au besoin en corsant la sauce.

— Que prépares-tu, ô divin? demanda l'espiègle Bibulus au crâne poli.

— Un acte juste... repartit Sylla.

Comme dictateur, il avait le droit de harangue avant le prince du Sénat, Valerius Flaccus le père, lequel, du reste, n'avait rien à dire. Lampronius, président perpétuel, lui ayant donné la parole, il monta à la tribune de sa démarche accoutumée, au milieu d'un profond silence et d'une attention aussi grande qu'à la séance qui suivit la bataille de la porte Colline. Dès la veille, son lieutenant Corvinus avait amené sur la place et dans les environs quelques centaines de vétérans, de Cornéliens et d'affranchis, qui avaient passé la nuit au Champ de Mars, comme à la veille d'un grand événement, ou dans les auberges avoisinantes. Il en était résulté un concours inusité de population autour de la délibération sénatoriale et le maître comptait là-dessus pour enlever la décision terrible qu'il projetait.

A sa gauche se tenait le groupe compact des chevaliers, parmi lesquels tous ses ennemis jurés, et dont il connaissait un à un les visages torves et hypocrites, grâce à son excellente mémoire, en dépit de ses nombreuses absences et expéditions. Au centre, les modérés et libéraux, bien moins nombreux qu'auparavant, le considéraient avec des faces assez livides, à la façon de gens qui auraient mal dormi, ou que relanceraient des hémorroïdes. En tout, une cinquantaine de résignés, jouets alternatifs de la révolution et de la contre-révolution. A droite et au centre droit, on remarquait les trois cent cinquante partisans de l'ordre et de la cité, dévoués au dictateur et à sa cause, et soumis à sa volonté, en y ajoutant la leur. Un peu plus bas et plus loin, entre les travées, se pressait le public ordinaire des grandes séances, surveillé par les huissiers vigilants.

Lucius Cornelius débuta avec un mélange de bonhomie et de réticences, parlant des résultats déjà obtenus par le tribunal des Reprises, quant aux vétérans et quant au trésor public, fournissant des chiffres qui rassuraient. Barynnês, qui siégeait parmi les chevaliers, lui ayant demandé de l'interrompre pour une courte observation (ce qui était son

truc ordinaire), l'orateur refusa d'un ton tranchant. Tout à coup il fit allusion à un complot, dont il ressentait les premières atteintes, et qui mettait des bâtons dans ses roues et des obstacles dans l'exercice de sa justice ; ajoutant qu'il connaissait les coupables, qu'il demandait à l'assemblée de lever leur immunité, que la multitude accourue au Champ de Mars le réclamait avec lui et qu'il ne répondait plus de rien, si sa motion était repoussée. Il rappela que le décret dictatorial, voté précédemment, lui donnait le moyen d'agir sans consulter le Sénat, et qu'il le ferait, en effet, s'il en était besoin. Il ajouta qu'il voulait associer la majorité nationale à une œuvre urgente de salut public.

Là-dessus il s'arrêta un bon moment, laissant arriver aux oreilles le murmure confus de la foule extérieure, auquel se mêlaient des acclamations à son adresse. C'était, sous une autre forme moins cruelle, la mise en scène de la *Villa Publica* qui recommençait. Sylla estimait que la corde populaire doit être pincée en même temps que la parlementaire, afin que l'impression soit irrésistible, au moins dans les circonstances décisives. Il appliquait, à la vie civile et aux embarras législatifs, le même procédé qu'à la vie des camps et aux embarras militaires, s'appuyant sur l'obstacle pour le franchir.

« Mes chers collègues, j'en arrive, sans tarder, à la partie principale de mon intervention, que j'exposerai en termes très brefs. Ceux qui fomentent ce complot criminel (renouvelé de Marius, de Cinna et de Carbon, que les dieux écrasent !) sont ici. Ils siègent sur ces bancs. Je les désigne, je les accuse, je vous demande leur arrestation immédiate. »

Ce disant, il montrait les deux cents chevaliers, immobiles, sidérés, comme si leur eût été tendu le chef de Méduse, ou d'une Furie. Un spectateur raconta ensuite qu'ils semblaient transformés en cadavres, avant même l'intervention du bourreau, et qu'à plusieurs la sueur perlait aux tempes, au front et au cou. Le mouvement hardi et, à coup sûr, peu légal, était tellement en dehors des usages et conventions, que le vieux secrétaire Varron, estomaqué, alla consulter le président Lampronius lequel l'écarta avec douceur. Le tapage augmentait au dehors, accompagné de voix de « à la Tarpéienne », qui faisaient allusion au supplice traditionnel, réservé aux mauvais citoyens.

« Je vous demande donc, ou plutôt j'exige de vous (in-

« sista Sylla), l'arrestation immédiate de ces ennemis publics,
« leur immunité une fois levée. »

A ce même moment, quelques huissiers de garde aux portes vinrent annoncer que le public répandu au dehors, au nombre de plus de cinquante mille hommes, averti de ce qui se passait à l'intérieur, acclamait le dictateur et réclamait les conjurés, pour les massacrer. C'était un déchaînement terrible et contre lequel aucune résistance n'était possible ni concevable. Cette nouvelle ajouta à l'accablement des chevaliers, et au désarroi de la majorité d'où quelques cris s'élevèrent demandant qu'on procédât au vote immédiat, par assis et debout, vu l'urgence, sans aucune nécessité de scrutin nominal à la tribune. Attendrait-on que le public fît éclater les portes et troublât la majesté de la délibération? Le président Lampronius regarda Sylla, très calme et sûr de lui, et qui conclut : « Pendant que vous allez voter, ce « qui sera l'affaire de quelques minutes, et qu'on se saisira des « conjurés, dont le propréteur Fulgens a la liste, je vais, pré- « cédé de mes licteurs, haranguer et calmer ce bon peuple, uni- « quement composé de patriotes et d'anciens combattants. »

Ainsi fut fait. Quatre cents sénateurs, se levant, en envoyèrent deux cents à la mort, lesquels (chose prodigieuse !) ne se levèrent même pas pour tenter de sauver leur propre vie, à la contre-épreuve, tellement ils se sentaient morveux. On eût cru qu'ils acceptaient de bon cœur l'accusation et la sentence de leur pire ennemi. C'est qu'ils s'attendaient, depuis plusieurs semaines, au coup qui les frappait, et que la certitude leur en était moins cruelle que l'appréhension. Mais on n'était pas au bout des émotions d'une journée si bien remplie. En effet, au moment où le vote étant acquis, le propréteur Fulgens procédait à l'appel nominal des chevaliers-sénateurs voués au supplice, cinquante environ de ceux-ci, sur deux cents, burent le poison qu'ils tenaient prêt dans leurs bagues et s'écroulèrent comme autant de marionnettes. De sorte que les gardes mandés et les huissiers emportèrent pêle-mêle des morts, des moribonds et des vivants de quelques heures, et qui n'en valaient guère mieux. Le secrétaire Varron, avec beaucoup de raison, déplorait l'issue tragique d'une séance qu'on eût cru devoir être plus réglementaire et moins chargée en couleur de sang.

Pendant ce temps, Sylla, sorti hors du Sénat et ayant réclamé le silence (chose difficile, vu l'enthousiasme que

provoquait son apparition attendue), expliquait à ses vieux troupiers, si fidèles et attachés à sa fortune, la dure nécessité où il était de sévir. Sur quoi, des milliers de voix chaleureuses lui criaient de persévérer et d'en remettre ; attendu qu'on ne saurait trop écraser les mouches venimeuses, chargées d'un miel indu et volé. Il répondait en riant (le ton du Forum n'étant pas celui de l'assemblée) que l'essaim de telles mouches chevalières semblait assez malade et mal en point et qu'il ne se rassemblerait plus de longtemps. Qu'au reste les biens résultant des fortunes confisquées, après le supplice de leurs abominables détenteurs, passeraient, comme ceux du tribunal des Dioscures, partie au trésor public, partie aux anciens combattants.

Ce qui montre bien son énergie physique en même temps que sa force morale, c'est qu'ayant donné ce double effort, il rentra dans la salle du Sénat, chaude encore de l'arrestation des coupables, et refit une troisième allocution dans ce sens : « J'ai décousu, pour le bien commun, avec quelque vivacité. « Je m'en excuse, et vais recoudre. Le prince du Sénat, Vale- « rius Flaccus, voudra bien vous convier, dès demain, en ce « même lieu, à un vote par cooptation, où vous remplacerez « les deux cents chevaliers criminels (que vous venez de « châtier) par autant de collègues élus aux comices des tri- « bus, parmi les censitaires de premier rang et les questeurs « anciens et nouveaux. En outre, je décrète l'inamovibilité « du Sénat et l'abolition de la censure. Enfin, étant avéré « que les chevaliers ont pillé l'impôt asiatique, je leur retire « en bloc ce fermage, leur interdis de siéger aux tribunaux « et les chasse définitivement, et par décret, de leurs qua- « torze bancs officiels au théâtre. »

De cette cascade et pluie de décisions excellentes, les assistants retinrent surtout la promesse de l'inamovibilité et le renouvellement par cooptation, qui les soustrayait à l'infecte brigue électorale et faisait d'eux les assises de l'État. Le maître avait beaucoup exigé d'eux sans doute et de leur loyalisme, avec cette hécatombe de deux cents des leurs ; mais il les récompensait royalement. On remarqua que les plus empressés à célébrer les vertus de Sylla et sa rapidité d'exécution furent parmi les cinquante centristes et libéraux, lesquels au commencement semblaient un peu gelés. Il n'est rien de tel que la fermeté pour en imposer aux hommes flottants et leur ragaillardir la jugeote.

La nouvelle de ces événements et du châtiment exemplaire des chevaliers-sénateurs traîtres, engraissés des libéralités de Mithridate et de ses gouverneurs et intendants asiatiques, produisit une impression plus forte encore que les premières listes de proscrits. Cette fois c'était le style de la Louve, sa griffe et son sceau, qui renaissaient. Le charnier écœurant disparaissait devant la majesté de la Justice, et le peuple bénit le nom, trois fois heureux, de l'invincible Epaphrodite.

Par le glaive et par la loi.

Ayant ainsi débarrassé Rome, l'Italie et le Sénat de deux cents de ces chenapans, bien que sénateurs d'ordre équestre, sur lesquels s'appuyaient la trahison, avec la concussion et le dol, Sylla anéantissait la guerre civile. Du même coup il effrayait Mithridate et les rois barbares et les privait de leurs suppôts. Alors qu'avant lui les briseurs de séditions s'en prenaient à la masse ignorante et amorphe, et s'empêtraient dans cette terre glaise, lui s'attaquait aux chefs, aux meneurs, à la statue. Son implacabilité nécessaire se trouvait ainsi limitée et petite, cependant que son vaste génie législatif allait quérir et forcer, dans les entrailles des mauvaises lois, les origines des troubles intérieurs et des émeutes, dans l'impréparation à la guerre, la cause de la guerre et de l'invasion. Mais, en même temps qu'il faisait exposer sur le Forum, à la fontaine tiède de Servilius, les têtes et crânes, affreux à voir, des criminels exécutés (afin qu'il n'y eût aucun doute sur leur trépas et que leur indignité fût divulguée), en même temps que cinq magistrats préteurs et tribuns prévaricateurs ou ayant mal jugé, étaient fouettés quotidiennement en place publique, il ordonnait des fêtes et des distributions de blé, accompagnées de remises de dettes, signifiant ainsi que la bonne et saine administration de la chose publique a deux visages, l'un de dureté allant jusqu'au rude et au terrible, l'autre de divertissement et de détente.

Il arriva qu'un après-midi où la foule des promeneurs se rendait à la fontaine dite « du châtiment », par un temps superbe (c'était au moment des ides de quintilie, que nous appelons présentement juillet), chacun s'ébahit de voir un vieillard aux cheveux argentés, ballant et sautant de côté et

d'autre. On aurait cru d'un ménestrel ou de ces bohémiens sans âge, qui courent les chemins en jetant des sorts. C'était le président Gabirius, que la honte de sa fessée publique avait rendu fou, et qui célébrait la justice de Sylla, par une pyrrhique appropriée. Averti, le maître, riant, ordonna qu'on respectât ce délire, où il voyait un bon augure et une leçon pour les autres mauvais juges.

A cette même époque, fut institué l'usage des galimafrées et repas publics et par quartiers, qui eurent lieu trois fois dans le mois. Les citoyens les plus riches de chaque circonscription de Rome furent invités à fournir largement les pièces de viande, de pâtisserie, et des barriques des meilleurs et des plus vieux vins connus, destinés à alimenter et à rafraîchir le populaire. Le dictateur donnait l'exemple, ayant fait dresser des tréteaux et des tables pliantes autour du palais des Trois Consuls, et les couvrant à ses frais d'une bombance de choix. Il ne dédaignait pas, en ces circonstances, d'apparaître en personne, accompagné de sa femme Metella et de ses enfants, et de haranguer avec familiarité les uns et les autres comme il faisait naguère pour ses soldats, de s'informer des besoins de chacun, d'en donner notice à ses secrétaires, aussi nombreux que ses licteurs. Il n'était rien de plus cordial et réjouissant que le spectacle de ce grand homme et restaurateur des lois, devenu débonnaire et railleur, humant et goûtant le piot, tourneboulant les indiscrets, faisant compliment aux jolies filles, apaisant les querelles d'un mot. S'il arrivait qu'un majordome d'une table lui signalât un artisan excellent, ou un patriote éprouvé, grand assommeur de marianiens et contempteur de démocrates, il l'ennoblissait séance tenante, ou, s'il était esclave, l'affranchissait, ou lui conférait un degré de civisme. Cela, parmi les applaudissements et la liesse. Car il ne voulait pas que la démocratie fût confondue avec le peuple, dont elle est précisément la corruption et le contraire.

Metella, de son côté, ne demeurait pas inactive : se souciant peu de la toilette et, comblée de pierres précieuses par son mari qui en avait une collection incomparable, elle les vendait et en distribuait le prix de vente aux familiers des cornéliens les plus éprouvés. Lucius Cornelius, fort généreux lui-même, bien qu'aimant le faste, fermait les yeux. Il lui plaisait que son épouse accoutumât les enfants à une vie simple et frugale, comme à distribuer aux pauvres le sur-

plus de leurs jouets et de leurs vêtements. Faustus commençait à étudier le grec, sous les meilleurs maîtres, dont Tyrannion, et Fausta, ressemblant à son père pour le feu du regard et la détermination, marquait du talent pour la broderie.

Il a paru surprenant à beaucoup qu'un homme ayant exercé de telles représailles, et dont aucun ennemi de Rome ne pouvait attendre merci ni pardon, pût ainsi se promener à loisir et narguer le fer de ses assassins. Car quelle que soit la vigilance des licteurs et la crainte qu'inspire la hache, un individu jeune, vigoureux et ne craignant pas la mort, peut toujours en égorger par surprise un autre, même haut placé. La chose s'est vue et se verra encore. Julius César, infiniment moins déterminé et hardi que Sylla dans la répression judiciaire et politique, est tombé sous le poignard des conjurés. Cela tient à ce que le conquérant des Gaules n'avait pas la même foi dans son étoile, et dans la protection des dieux, que le vainqueur de Chéronée et d'Orchomène. Cela tient aussi à ce qu'il croyait plus habile de faire des concessions aux démocrates, leur ouvrant ainsi des chemins dangereux contre lui. Cela tient enfin à ce qu'il lui arriva d'attendre l'assaut adverse, et de le laisser, par nonchalance, sans riposte. Au lieu que Lucius Cornelius, s'il avait une fois sous sa griffe léonine une personnalité, ou une gens, ou une bourgade ou une cité, ou un peuple hostiles et atteints, n'en laissait plus rien subsister La certitude de ses coups répétés faisait autour de lui une coque de bronze, où il était impossible de l'atteindre. Vingt fois, des assassins furent désignés pour le frapper. Vingt fois, ils furent dissous, et comme anéantis, avant de s'être mis à ses trousses. Une nuit, ayant appris, par sa police, le lieu d'un rendez-vous, où l'on complotait de l'empoisonner, il se rendit seul et sans licteurs jusqu'au seuil de cette mauvaise chambre et ayant reconnu quelques-uns des rebelles, il les interrogea ironiquement sur l'objet de leur entretien.

— On m'a dit que vous vouliez me supprimer. Je suis venu ici pour connaître, de votre bouche, la vérité.

La stupeur fut telle qu'il ne reçut aucune réponse, ni au renouvellement de sa question. S'effaçant alors et appelant sa garde, il lui ordonna d'exterminer tous ceux qui se trouvaient en ce logis. Ce dont elle s'acquitta sans tarder. C'était la conviction générale, dans son entourage, qu'il possédait un talisman contre le meurtre et les venins. Mais son prin-

cipal talisman, c'était le feu de sa résolution, qui le précédait et le garantissait. Les hommes politiques, qualifiés pour être assassinés, sont, en général, des gens incertains, ou susceptibles de dépression soudaine, ou menant un débat trop âpre pour leurs moyens physiques et moraux. J'ajoute qu'il était formellement interdit, même et surtout à ses proches, de présenter et offrir au maître une telle éventualité, et qu'il exigeait la confiance en tout, et d'abord en son immunité physique.

Le délassement de sa besogne formidable (et classée dans son imagination heure par heure) ne consistait en aucune débauche, qui eût débondé ou distrait sa volonté, mais en quelque passade très normale, chez un sanguin d'une telle trempe et complexion ; puis en auditions musicales et soirées chez quelques amis intimes et de choix ; enfin en réceptions à la villa de Cumes, située non loin de Naples, à deux jours de poste de Rome, lesquelles tenaient de la cour quelquefois et de l'étiquette, le plus souvent de l'intimité. Tableaux, statues et tapisseries représentaient des héros ou des scènes de l'histoire romaine et grecque, et la qualité en était encore supérieure à la quantité. Il arrive qu'au bout d'une ou de deux générations une pièce de mobilier et d'argenterie, qui passait pour ordinaire et ne sollicitait pas l'attention, acquière avec les années, une rareté et saveur inestimables. C'était le cas pour tant d'objets accumulés dans la noble et ancienne gens Cornelia, et, notamment, pour les miroirs de toutes formes et des plus singuliers reflets, et pour les livres et manuscrits. Quand, à l'occasion des fêtes ou repas privés, de nombreux et brillants flambeaux étaient allumés entre ces glaces et surfaces polies, leur lumière s'y multipliait comme d'un incendie. La chère était délectable et abondante, composée de six, sept et jusqu'à dix services, que goûtaient, au préalable, d'anciens centurions attentifs à la vie de leur chef. Quel cuisinier fol aurait eu l'audace de mêler aux mets une substance vénéneuse ! Dans aucune villa aristocratique le poisson n'était accommodé et ragoûté comme chez Sylla, et l'on y reproduisait assez souvent la soupe odorante des pêcheurs d'Halées, en même temps que la divine poutargue de mulet y était en honneur.

Certains ont prétendu, à tort, que le conquérant de la Grèce et de l'Asie avait inventé la broche. C'est exagéré, car cet instrument, incomparable pour les rôtis, ou gibier

et autres, a existé de temps immémorial et jusque chez les anciens Chaldéens. Ce qui est vrai, c'est que Lucius Cornelius la perfectionna, lui ajoutant une ficelle d'une longueur donnée et chronométrée, dont le déroulement assurait le point de cuisson. Il composait lui-même, pour les perdrix qu'il farcissait de cailles, une sauce au vin et à l'oignon, dont les gourmets se léchaient les doigts. Il ordonnait aux échansons de ne s'occuper des carafes que dans la mesure où il les fallait renouveler et, en petit comité, priait ses hôtes de se verser eux-mêmes et largement le suc exquis dont usa Bacchus, et abusa Silène. L'ivresse lui était peu agréable, comme tout ce qui rompt l'harmonie, et il faisait battre de verges les rares serviteurs qui s'y adonnaient. Il lui arrivait de prendre feu contre un cuisinier qui avait gâté une sauce ou laissé brûler un morceau de choix. Alors il le rétrogradait marmiton et le mettait à l'épluchage des légumes, jusqu'à ce que le maladroit eût réparé son manquement.

On imagine de reste qu'aucun patron n'était mieux, ni plus ponctuellement servi et obéi que celui-ci. Les jardiniers et vignerons eux-mêmes, race indépendante, tracassière et dépensière, et dont il est difficile de venir à bout, travaillaient et s'appliquaient chez lui, du matin au soir, comme si leur vie eût dépendu de leur zèle, encore qu'on n'ait jamais raconté que Sylla ait puni de mort aucun serviteur. Il recrutait son personnel chez ses vétérans et ne craignait pas, en public, d'adresser à l'un ou à l'autre et gentiment la parole, de lui rappeler un mauvais moment ou une heure — comme il disait — « plus chaude qu'en plein soleil ». Il invitait ceux qu'il apostrophait de la sorte à lui répondre librement, sinon sur le même ton, sans oublier, pour cela, les distances. Il était interdit de le quitter avant qu'il eût donné le signal du départ, ou de refuser son invitation. Personne ne s'en fût avisé, et c'était une faveur recherchée, malgré la distance, que d'être admis aux soupers de Cumes. Pendant les premiers mois des proscriptions, les invités des deux sexes étaient fouillés, avec discrétion et prestesse par des camérières, postées dans le vestibule à cet effet. Ensuite, cette précaution se relâcha, puis fut supprimée.

Le comité de législation, que nécessitait l'élaboration rapide de tant de textes nouveaux et importants (et dont il fallait prévoir les conséquences), se tenait, tous les cinq ou sept jours, au palais des Trois Consuls, dans une salle des

plus belles et des mieux ornées. Sylla présidait, ayant à ses côtés et par ordre de préséance : Multivalens, dont les travaux juridiques, d'une remarquable clarté et prévision, notamment sur les attributions et pouvoirs des tribuns, faisaient autorité. Homme éloquent et d'une voix de cuivre, connaissant à fond le droit de cité, qui règle le débit des étrangers et limite leur nocivité, comme le robinet limite le filet d'eau claire ou bourbeuse, Multivalens ne laissait dans l'ombre aucun point de droit. Il pensait qu'une bonne aristocratie, bien en main, peut suppléer un dictateur et même un roi, à condition qu'elle comporte un conseil réduit, de sept, de cinq, de trois ou de deux. Il était pour la cooptation ou l'hérédité des fonctions, contre l'élection, qui est l'origine des troubles politiques et, à leur suite, des séditions. Quand une conviction l'animait, il défendait son point de vue avec autant de vigueur, et même de froide rage, que la tigresse défend son petit ; ceci agréait au grand chef, qui méprisait la tiédeur à l'égal d'un vice, principalement en législation.

Certains supposent que Multivalens fut l'inventeur du municipe et de ses pouvoirs, dont la paternité est généralement attribuée à Sylla, partisan déterminé des libertés locales et professionnelles, ennemi né du libéralisme anarchique. C'est parfaitement faux. Multivalens se contenta de mettre au point le municipe, qui substitua peu à peu le maire aux gouverneurs de province, sur le plan des intérêts urbains.

Auprès de lui, et prenant la parole en second rang, on remarquait Junius Brutus, plus âgé, maître en droit civil et qui se spécialisa, au bout de deux séances, dans la question primordiale de la part revenant aux combattants et des colonies militaires. Les confiscations, organisées avec méthode (et dont la brutalité nécessaire n'était que le fait divers), rapportaient au trésor des sommes considérables, dont nous avons dit qu'une partie servait à relever les ruines des guerres civiles, une autre à doter les cornéliens, soit près de deux cent cinquante mille lieutenants, centurions, manipulaires et soldats. Il s'agissait de loger ces dotés. A l'instigation de Sylla, Junius Brutus et ses secrétaires, par un labeur incessant, distinguèrent les villes dites « à citoyens romains », ayant donné des preuves de loyalisme, sortes de petites Rome en réduction, possédant des embryons d'assemblées taillées dans les anciennes cités fédérales, et les villes à colo-

nies militaires, choisies parmi les plus suspectes ou rebelles, et où un fort quartier de cornéliens surveillait et endiguait ce qu'il restait du mauvais esprit révolutionnaire et tribunitien. En cas de litige urgent et soudain, dans les unes comme dans les autres, il en était appelé au préfet envoyé de la capitale, lequel en référait au Sénat. En outre, afin de limiter la brigue, issue quelquefois de trop riches et trop puissants propriétaires, qui armaient la plèbe et jusqu'aux esclaves, et les subventionnaient (comme cela s'était vu sous Cinna), Junius Brutus, sur le conseil du chef, divisa et lotit la plupart des grands domaines ou latifundia, où avaient eu lieu des désordres. Les terrains en furent partagés entre les familles des lieutenants syllaniens les plus éprouvés (notamment les blessés et mutilés), auxquelles ils appartinrent désormais en propre.

Le seul défaut de Junius Brutus et qui apparaît en ses écrits, était une tendance grecque à dialoguer jusque dans les lois, opposant ainsi le pour et le contre, et la complexité de la nature, à la rectitude de l'esprit humain. Le chef l'en raillait volontiers, tout en lui tapotant l'épaule à la familière ; il le traitait de Socraton, ou Socraticule, ajoutant qu'il lui eût volontiers associé Tyrannion, si celui-ci n'eût été un ivrogne (bien que fort érudit), et confié les manuscrits et traités de Platon, s'il n'eût eu peur qu'il les corrompît en dialogues, et emberlificotât davantage. Junius Brutus n'en continuait pas moins à faire discuter Eudoxe et Aimandre et à mettre en contradiction, et réciproque ironie ou maïeutique, Praxilis et Turriphoras. On peut refaire ses points de vue, non modifier sa propre trame et substance.

La vaste besogne des grandes commissions syllaniennes ou « questions » transitoires ou perpétuelles, reposait sur les larges épaules de Fabius Castor, dont les parents avaient été massacrés par Marius le Vieux et les domaines incendiés. Fort comme l'ours alpestre, duquel il possédait la stature puissante, Castor avait, comme lui, les bras courts et le torse bombé, et se nourrissait, comme lui, de miel et autres sucreries. Tout en organisant et dressant ses tribunaux, cours d'appel et de troisième juridiction, dite de pure forme, tout en fignolant la filière et madrague de ces chambres successives, où devait, en fin de compte, se trouver pris le délinquant le plus glissant, oint et anguillaire, ce juriste né suçait des pastilles, et sa bouche diserte était pleine de jus. Ainsi

furent instituées les « quæstiones » ou tribunaux tra tant de la majesté, des outrages qui pouvaient lui être faits et de leur répression sévère ; de la concussion, notamment en ce qui concernait les gouvernements de province et la perception des impôts d'Asie, de Grèce et d'Afrique ; du meurtre et vénéfice, car l'usage des poisons sévissait, et jusque dans la classe populaire, où les chevaliers et les tribuns l'avaient introduit ; de la corruption électorale, qui était courante et presque considérée comme un droit.

L' « Ours » s'appliqua ainsi à réformer de la façon la plus heureuse le tribunat de la Lance, ainsi nommé à cause de la haste que l'on plantait anciennement devant les juges. Ce fut le tribunal des centumvirs, spécialisé, pour ses débats et sentences, dans les questions de propriété privée et d'héritage. Après les principes d'ordre politique, dont tout dépend, Sylla mettait immédiatement cette affaire de la propriété et de l'héritage, que menacent sans cesse les menées révolutionnaires, chaudes ou tièdes, ou refroidies en démocratie légiférante. Il voyait en elles les assises de la cité, et son intention primitive avait été, en occupant Rome, après la bataille de la porte Colline, de mettre à mort les méchants magistrats ou poltrons ayant transigé sur ces deux points. Seule, l'intervention de Junius Brutus, de Multivalens et de Castor l'empêcha de mettre ce projet à exécution et lui fit substituer la fessée légale à la décollation, sauf pour les personnages consulaires. A ce degré il ne voulut rien entendre, vu son principe de la responsabilité essentielle. De même exigea-t-il que des procès criminels, avec sanction immédiate et non retardée, pussent être institués aux villes de province où, par la faute des magistrats, le principe de propriété et d'héritage avait subi quelque injure grave ; en suite de quoi la natalité avait diminué, et l'esprit civique s'était affaibli. Le municipe fut interdit à ces cités, qui perdaient, en même temps, le droit de tester, aussi bien en corps qu'individuellement et par familles : « Ce qu'elles ont souillé doit leur être enlevé. »

Gastulus Varron, petit de taille et méticuleux, aussi patient et laborieux qu'une fourmi, s'occupa de dresser et établir la juridiction et les pénalités concernant la falsification des testaments et des monnaies, des comptes publics et des constats. Son frère Aequalis, aussi zélé et actif, reçut en lot l'adultère, l'injure atroce, l'usure dite « unciaire » et les règle-

ments somptuaires, concernant les cérémonies publiques, les funérailles et les objets de luxe. Le chapitre le plus épineux de ses attributions fut peut-être le jeu, dont le maître ne voulait pas entendre parler (bien qu'il fût profondément entré et ancré dans les mœurs) et qu'il traquait jusqu'à domicile. Mais le dieu du jeu étant Mercure, qui est aussi celui des filous, et du plus fuyant et engouttelettté de tous les métaux, cette partie de la législation syllanienne demeura toujours assez peu opérante ; et ceux-là mêmes qui devaient l'appliquer y contrevinrent.

Ce tableau ne donne qu'une très faible idée, et très grossière et abrégée, des travaux juridiques de la grande commission des Trois Consuls. Nous n'y ferons mention que pour mémoire de la transmission, sans frais ni chicane, des biens dits de mainmorte et corporatifs, par laquelle fut empêchée la pulvérisation d'une forme de propriété particulièrement solide et recommandable ; de la limitation du divorce aux cas exceptionnels ; de l'abolition de l'ordre des hommes de finance et ploutocrates (sur lesquels s'appuyait la démocratie par le canal des tribuns et des censeurs) et qui se confondait avec les chevaliers ; de la réglementation des dîmes des colonies et de la suppression des abus auxquels elles donnaient lieu ; de la fixation des limites de l'État proprement romain au Rubicon et des frontières de la latinité. Il n'était aucun des ressorts grands, moyens ou petits, de l'État et de ses rapports avec les citoyens des divers degrés, qui ne fût à nouveau évoqué, examiné et réglé définitivement.

Sylla s'était réservé le domaine ardu de la politique pure (dont le reste dépend) et des attributions du Sénat, qu'il voulait prépondérantes, aux dépens des tribuns et même des comices. Cependant que ses collaborateurs creusaient et fouillaient leurs compartiments spéciaux et les archives nationales, lui, de son œil d'aigle, guidait l'ensemble vers un même but qui était l'écrasement de l'électorat (source de maux sans nombre) et de la brigue continuelle, la restauration du système cooptatif, par qui les pairs se renouvellent entre eux, et de l'hérédité. Au nombre il opposait victorieusement la qualité, à l'aveuglement de la foule et ruée comiciale, la compétence, à la corruption par l'argent la priorité du sang transmis. L'étranger accouru en Italie et à Rome, en raison même de ces victoires syllaniennes qui avaient nettoyé le Barbare et Mithridate, n'était plus admis

à corrompre ni gâter l'État. L'affranchissement des esclaves était réglé de telle façon qu'il ne jetait plus à la voie publique une masse ignorante et avide, dont la moindre motion tribunitienne pouvait faire un foyer d'incendie. Le Sénat renforcé, arc-bouté à l'abri des pontifes et des lares, faisait et appliquait ces lois, dominait jusqu'aux consuls et proconsuls, primait et effaçait l'assemblée dite populaire (dont mourut Athènes) qui ne devait être réunie que pour la frime et rarement. Ainsi, au fatras politico-législatif, financier et parlementaire, bâclant des textes mal étudiés et mal votés, d'où étaient sortis la guerre civile et, par voie de conséquence, l'invasion, le prince des Romains et des législateurs substituait un ordre harmonieux, vivant et souple, une réaction tellement bienfaisante que nous en éprouvons encore les effets.

Mais que penseriez-vous, mes amis, si vous aviez vu, selon un mot fameux, le monstre lui-même procédant à cette réforme de géant sans humeur, avec une bienveillance et une jovialité inaltérable, interrogeant à tour de rôle Multivalens, Junius Brutus, « l'Ours », Castor, Gastulus Varron, Aequalis et les autres, discutant sur un ton de bonne compagnie, marquant son objet, le dépassant, y revenant, butinant, de-ci de-là, à la rescousse de son opinion, un souvenir ou une anecdote. Il ne se privait pas d'appeler et convoquer, en toute bonhomie, tel ou tel spécialiste, sur tel ou tel point, et de l'interroger, et de le pousser, et de répéter : « Mais contredis-moi donc ; mais contredis mon voisin ; ou celui qui est à côté de mon voisin ; mais vas-y carrément et n'use d'aucune réticence, si tu penses que nous nous sommes trompés. L'erreur est humaine. Moi aussi je suis humain, bien qu'on affirme le contraire et que Carbon m'ait comparé au renard. » Pour mieux amadouer et entortiller son monde, il faisait apporter une collation, en régalait ses robins et conseillers, les forçait à s'empiffrer et à boire, se moquait d'eux s'ils suivaient un régime et l'ordonnance d'un médecin, affirmant que la soupe au poisson à la haléenne et ornée de sa rouille à l'ail, guérit toute espèce de maladie, même juridique, et l'enténèbrement législatif de l'esprit.

— Il nous tourneboule, affirmait Multivalens, mais avec tellement d'agrément qu'on ne saurait lui en vouloir.

Sitôt qu'on présentait un texte à Sylla, se levait, dans son infaillible raison, tout le peuple des conséquences, politiques

et sociales de ce texte. Il voyait les hommes et les villes, les ententes et accommodements, querelles et séditions, apaisements et conciliabules et des personnages gesticulant dans la lumière du Forum. Ses auditeurs demeuraient béants de la justesse de ses remarques, auxquelles eux-mêmes n'avaient pas songé, en dépit de leur science et expérience. Habile et véhément à persuader, il saisissait la main, ou le bras, ou le pli de la toge de son interlocuteur, le secouait, plantait dans ses yeux ses yeux pers, le fascinait, puis éclatait de rire ; car le monde, après tout, n'est qu'une comédie, intercalée de quelques catastrophes et pluies de sang.

Il lui racontait, au devisé, que sa rudesse célèbre (sujette d'ailleurs à rémissions volontaires) lui était venue peu à peu sous la pression de l'amour de Rome, non à la façon d'une ambition. A l'entendre, il avait été insouciant et même baguenaudeur et gauleur de noix jusque dans sa maturité, goûtant le théâtre, la philosophie, les lettres, les femmes, les propos des gens dans la rue, les repas d'amis, la chasse, la pêche, toutes les bonnes choses ; ayant horreur de la foule, de la déclamation, de la poussière dans les yeux et dans le nez, de la laideur et du désordre. Sa femme Metella lui avait apporté une conception plus grave de l'existence, et il avait alors examiné et compris la guerre civile et ses origines, le gouffre où tombait à pic la patrie. Tandis qu'il se muait ainsi au dedans, les dieux lui avaient parlé, l'encourageant et lui promettant leurs appui et concours. A partir de là les choses avaient marché toutes seules, comme si un autre les accomplissait en lui, combinant, parlant, agissant à sa place. Il affirmait que très souvent, il s'allait promener et divertir, tandis que ce personnage inspiré dispersait les biens confisqués aux enchères, ou prenait la parole au Sénat et sur le Forum. Toutefois, à la commission des Trois Consuls, c'était lui-même et non son double qui débattait et concluait, en pleine conscience et lumière juridique de l'esprit, du « noos » grec, disait Tyrannion.

Or il advint qu'à cette même époque des prodiges surprenants vinrent attester le consentement des dieux à l'œuvre restauratrice du dictateur. Des paysans, dignes de foi, et qui apportaient, de bon matin, les produits de la campagne au marché voisin du Forum, remarquèrent, autour de la fontaine de Servilius, des sortes de vapeurs reproduisant les formes nuageuses de guerriers acharnés à s'assaillir et s'en-

tr'égorger. Les cornéliens se reconnaissaient à leurs enseignes marquées d'un lion et à la forme plus courbe de leurs casques imités des Grecs; leurs fantômes faisaient un carnage des marianiens qui s'opposaient à eux. Après chacun de ces combats, l'orage éclatait dans l'aube mêlée de brume, et la foudre brillante dessinait un S colossal et scintillant, qui était celui-là même de la signature de Sylla. La chose ayant été mise en doute, des augures officiels furent convoqués comme témoins, et confirmèrent les dires des campagnards. En plusieurs autres points de la ville, et toujours au lever du jour ou un peu auparavant, ces luttes spectrales se reproduisirent et l'on conclut que les mânes irrités des victimes de la guerre civile demandaient un apaisement. Sylla fit faire alors un vaste sacrifice de génisses, de béliers, de chèvres, d'oies, de jars et d'autres animaux de choix à Jupiter, à Mars et à Aphrodite; et il s'y rendit en personne, parmi un grand concours de population.

A dater de là, les phénomènes cessèrent subitement. En revanche, la femme du maître, Metella, qui avait eu sur lui, depuis leur lointain mariage, quelque vingt ans auparavant, une influence heureuse, tomba malade d'une sorte de langueur accompagnée de fièvre; et les meilleurs médecins consultés, quelques-uns mandés de fort loin, et même de l'Espagne, où florissent les docteurs les plus réputés, déclarèrent qu'ils n'y comprenaient pas grand'chose. Ils ordonnèrent à cette personne active, née et élevée à Rome et que la politique passionnait, de séjourner désormais exclusivement à Cumes, où sa mélancolie rapidement empira. Les ennemis de l'époux le plus attentif et le plus dévoué de toute l'Italie firent courir le bruit, naturellement, que les débauches incroyables du tyran (lesquelles n'existaient que dans leurs imaginations pourries) avaient jeté sa compagne dans cette inclinaison misanthropique. Certains allèrent jusqu'à prétendre qu'il l'empoisonnait lentement, afin de se débarrasser d'elle, ou qu'il la séquestrait, ou qu'il lui avait cassé la jambe dans un accès de fureur. Un des premiers salons libéraux de Rome, celui de Quercus Nobilis, s'étant distingué par la perfidie de tels propos, et ceux-ci ayant été rapportés à qui de droit, Sylla, qui ne plaisantait pas sur ce chapitre, envoya en exil toute cette fournée de médisants, mit en vente le domaine de Quercus Nobilis et en attribua le produit, aux dénonciateurs, amis intimes de leur victime,

comme il sied. A quelqu'un de la société accouru pour solliciter la grâce des bavards infects, il répondit que chaque membre de la gens des Quercus Nobilis devait s'estimer heureux de n'avoir point la langue coupée.

D'où le dicton demeuré célèbre à Rome : « Si tu veux conserver ta langue ne la trempe pas dans le fiel, ni la sanie, ni à la façon des Quercus Nobilis. » Car il serait très faux de croire que les mesures de salut public, prises par Lucius Cornelius contre les révolutionnaires et démocrates (dont tous les gens raisonnables étaient excédés) eussent attristé la plus caustique des villes et capitales ; bien au contraire. Les proscriptions, la vente des biens aux enchères, les distributions de lots aux combattants, de vin et de blé au populaire, l'exposition de leurs têtes coupées, tout cela donnait à l'immense majorité des citoyens l'impression joyeuse d'une libération longtemps attendue et d'une renaissance. D'où un redoublement de spectacles, de divertissements, de farces, d'atellanes, de réceptions, de dépenses somptuaires (en dépit des édits) et de bons mots, reparties et répliques. La poésie lyrique, l'esprit de satire, l'élégance oratoire, la verve dramatique, trop longtemps comprimés, avilis, sinon détériorés et détruits par la prééminence des démagogues illettrés et des hommes d'argent et de rapine, poussaient des rejetons neufs et virides, comme au premier printemps après un rude hiver. La crainte du dictateur et égorgeur ne talonnait que les gens de mauvaise conscience et inspirait aux autres, non l'angoisse, mais toute sorte de nazardes, quolibets et moqueries de cette manière rude et dure qui est celle des fils de la Louve. On remarqua un afflux de proverbes, qui sont la fantaisie du peuple, quand ses dispositions sont gaillardes, et non plus envieuses ni hostiles. Enfin la situation financière, qui avait été exécrable et plus qu'inquiétante sous Cinna, se redressait, en fonction même de l'autorité et de l'ordre ; et les rentrées des impôts se faisaient bien. Dès sa prise du pouvoir, Sylla avait eu soin de taxer les gouverneurs de province sur leurs biens personnels et les cités à demi rebelles sur la durée et la perversité de leur rébellion. Joint à l'énorme contribution de guerre de Mithridate, ce premier argent frais avait fait merveille.

Les guerres prolongées, jointes aux séditions, amènent constamment une perturbation des fortunes, où les pires et les plus lâches, en général plus roués, trouvent bénéfice.

Sylla, qui s'en rendait compte, résolut d'y porter remède par quelques petits décrets de forme très simple, d'intention vigoureuse et immédiatement appliqués, avant que ceux qu'ils devaient frapper eussent le temps de se mettre en garde et de mettre leurs rapines en sûreté. Beaucoup de spoliateurs et trafiquants notoires (quelques-uns d'excellente naissance), afin de prévenir l'effet de ces décrets et les sanctions consécutives, vinrent proposer eux-mêmes, avec force génuflexions et marques de repentir, la restitution et le dégorgement de leur trop-plein. A ceux-là l'indulgence fut acquise, accompagnée d'une invitation sérieuse à ne pas recommencer. Les autres furent contraints, en bonne et due forme, de s'exécuter jusqu'au dernier sol, sous la menace et en présence du bourreau. On rapporte que quelques-uns fort délicats et sensibles, ou portés à l'échauffement du diaphragme et du cœur, en crevèrent de saisissement. En ce cas leur héritage fut saisi et interdiction faite à leurs descendants, jusqu'à la seconde génération, de participer aux affaires publiques. On calcula que quatre cents millions de sesterces rentrèrent ainsi, en quelque six mois, au trésor, et permirent à Lucullus de perfectionner et d'augmenter sa marine de guerre, qui avait fait si grand défaut devant le Pirée.

Les connaisseurs goûtaient beaucoup la sagesse avec laquelle le maître de la restauration (représenté à tort comme un sanguinaire par ces menteurs qui courent à travers l'histoire en criant et ameutant les badauds), s'il reconnaissait quelque bonne loi dans la besogne de son pire ennemi, la maintenait et perfectionnait. Ainsi en usa-t-il vis-à-vis du décret, venu de la législation démocratique, qui accordait au citoyen d'une ville italique le titre de citoyen romain ; il y voyait un grand pas vers l'unité de race et de langage (les dialectes provinciaux étant maintenus et sauvegardés) qui faisait sa préoccupation. Malgré l'avis contraire de Multivalens et de Junius Brutus, il demeura ferme et cabré dans sa décision, que maint patricien de Rome trouvait exorbitante et malsaine. La suite des événements lui donna raison.

Le besoin qu'il avait de constater par lui-même la répercussion de ses mesures draconiennes (de celles du moins à effet immédiat) le poussa à faire un tour dans les provinces, autrefois rebelles, qu'il avait matées et ressoudées. Ce voyage se place à la seconde année de la dictature, alors que les sceaux rouges et ardents n'étaient pas encore entière-

ment refroidis. Laissant sa femme à la garde du docteur espagnol Cordoba (en qui il avait toute confiance), il emmena avec lui Fufidius, les Herennius et une demi-douzaine de sénateurs de sa majorité, ainsi que tout autant de ses fidèles lieutenants, dont Murena revenu d'Asie, pour raisons de santé et autres. L'intendance de cette sorte de mission était assurée sans faste, mais avec minutie. Le protocole devait changer selon les villes, donnant la préséance et le pas aux généraux, dans les cités et bourgades à colonies syllaniennes, aux sénateurs dans les autres. Outre les serviteurs et majordomes, au nombre de trois cents, deux mille Cornéliens bien armés et équipés, assuraient la sauvegarde dans ces contrées, où plusieurs populations, bien que soumises, macéraient encore entre la peur et la rage. Une somme rondelette de deux cent mille sesterces était affectée aux largesses et récompenses, à l'égard des municipalités indigentes.

De même qu'on aborde un texte par sa difficulté, la tournée commença par le plus dur, le Samnium, presque transformé en désert. Lucius Cornelius avait dit de lui : « Tant qu'il restera un seul homme de ce maudit peuple, Rome ne pourra être tranquille. » Préneste, ne formant plus qu'un monceau de ruines calcinées, avait été vendue à l'encan. L'acquéreur, un banquier grec, parent de Ximandre, y faisait pratiquer des fouilles et y découvrait, disait-on, maints trésors, garés dans les caves pendant le siège. Informé, Sylla fit venir ce roué qui jouait les béjaunes et nigaudinos et le dégourdit en lui demandant le versement immédiat de la moitié de son gain, qui paya une partie des frais de la mission. Le Crésus n'en revenait pas. En revanche, il fut admis à la table du chef et interrogé dans les règles, honneur dont il se fût bien passé. Au dessert, il reçut avis, en termes crus, qu'il n'était qu'un dégoûtant et un filou, et qu'il se contentât désormais d'une très petite rapine, car la corde était là. Dans un bois, attenant à Préneste, furent aperçus des sortes de sauvages, revenus à l'état de nature par le chemin de la démocratie. Le dictateur eût désiré en rapporter un spécimen à titre de curiosité locale et politique, mais ces malheureux fuyaient, quand on les appelait de loin.

A Spolète, complètement rasée, ainsi qu'à Interamna de l'Ombrie, l'herbe, les ronces, les orties, les lianes avaient, en si peu de mois, envahi et recouvert les débris des maisons et

12

des temples. Seul, celui de Clitumnes dressait encore ses fûts et colonnes, parmi quelques statues tronquées. Attentif sur son cheval, Sylla contemplait au soleil couchant le maussade spectacle de cette dévastation, où la nature extra-humaine semblait aussi haineuse et désolée que l'humaine. Tel est le résultat fatal des mauvaises lois issues de la brigue et compétition électorale et de la sédition révolutionnaire qui en découle. Sa suite sénatoriale et militaire s'était groupée autour de lui et il lui démontrait, pièces en main, ces inconvénients évidents de toute rupture sociale, conséquence elle-même des errements législatifs et politiques. A ces minutes apparaissait en lui le fils privilégié d'Aphrodite, qui discerne les malheurs issus de l'inharmonie, avec les moyens de les éviter. Murena, cependant habitué au coup d'œil de l'aigle qui avait été son général, raconta au retour qu'il s'était, ce soir-là, surpassé et regretta qu'aucun scribe n'eût recueilli fidèlement, pour la postérité, une telle leçon.

En Étrurie, province séparatiste et cramponnée à ses coutumes propres, l'émeute marianienne et démocratique n'avait été qu'un prétexte à l'envie de tout ce qui portait le nom romain. Sylla, sans détruire aucun des monuments qu'il jugeait curieux et vénérables, avait procédé à des confiscations en masse, si bien que les villes, abandonnées et debout, semblaient avoir été vidées par quelque magicien. Imaginez des musées en détresse, qui n'auraient plus, derrière leurs vitrines et buffets, que des ossements. Les soldats romains, admis au spectacle d'un tel châtiment, hochaient la tête, heureux de servir sous un chef si juste. Car les lieutenants leur expliquaient que tel eût été le sort de la Ville, de l'Urbs, si le destin eût été retourné, les Étrusques possédant comme chef un Sylla. Ces guerriers simples, mais logiques, en concluaient que la pierre n'est rien et que l'homme est tout, quand Jupiter l'inspire, au lieu de l'affoler.

Dans la riche et onctueuse Toscane, où les troupeaux donnent un lait exquis, aussi savoureux que le raisin des pampres, Florence avait reçu une colonie militaire, à cause de sa brève, mais intolérable rébellion. Les Cornéliens retrouvaient là des camarades mariés, installés dans les meilleurs quartiers, largement pourvus et logés, alors que les civils d'en face, naturellement dénués et mousus, faisaient, dans leurs masures, des mines jaunes et longues. Une dépu-

tation de ces tristes bourgeois et croquants, vint se plaindre au maître de ce que les soldats leur prenaient tout, à leur convenance, ne leur laissant que leurs yeux pour pleurer : « J'y remédierai, leur dit Sylla, les regardant sans mansuétude, quand vous aurez fait preuve de votre esprit de soumission. » Ils demandèrent alors : « Comment cela? » Il répliqua : « En payant au trésor romain un tribut exceptionnel. » Ils objectèrent que leurs outils ayant été détruits ou volés, ils ne pouvaient pas cultiver la terre avec autant d'activité, partant de bénéfices. « — Je vous avancerai donc cinquante mille sesterces, ô gens de Florence, à condition qu'ils aient fait cinquante mille petits, d'impôt volontaire, d'ici l'an qui vient. Pour le surplus, soyez honnêtes et polis avec mes vétérans, sans lesquels vous gémiriez encore dans le joug de la révolution, ou de l'étranger. » Ainsi conclut le sage entre les sages, que célébraient, en le quittant, ces notables assez déconfits.

Près de Florence se dressait auparavant Fiesole, sa rivale, sur des collines d'une courbe gracieuse. Elle s'était réduite et gondolée, au cours de la guerre civile et des assauts, à la façon d'une nèfle ridée, dont les masures eussent été les pépins. Là végétaient une trentaine de familles (au lieu de plus de quatorze cents jadis) en face de deux cents feux de Cornéliens, qui acclamèrent leur glorieux général. Les civils semblaient aplatis et vidés, au point de ne plus même présenter aucune doléance ; si bien que Murena, riant, vantait leur endurance et béatitude, au sein d'une situation plutôt précaire. Charmé de leur soumission, Sylla leur versa vingt-cinq mille sesterces, à charge par eux de remettre toutes leurs terres en culture et de faire une réserve de blés, qu'ils partagèrent annuellement avec les vétérans. Car les agriculteurs de métier sont forcément plus habiles que les soldats.

En Campanie, on découvrit avec stupeur, à Capoue même (qui s'était passionnée pour Marius), les restes d'une colonie démocratique qui pratiquait la mise en commun des denrées et de la terre et où il était défendu de travailler plus de cinq heures par jour, afin que nul ne pût épargner. Il en résultait des querelles incessantes et un appauvrissement général, alors que le quartier des vétérans, non soumis à cette règle absurde, économisait et prospérait. Le chef manda le maire des vétérans, auquel manquait une jambe perdue à

Orchomène, lui demanda comment il tolérait (ayant le quartier civil sous sa surveillance) un pareil manquement à la loi. A quoi cet homme stupide et déférent répliqua que ni lui, ni les siens, n'avaient rien remarqué d'insolite et qu'il en demeurait interloqué. Alors fut mandé le maire des civils et partageux, lequel se lança, le prenant d'assez haut, dans toutes sortes d'explications prétentieuses et comiques. Quand il eut fini : « C'est bien — fit le dictateur — vous serez l'un et l'autre battus de verges : toi, pour manque de vigilance et de zèle ; toi, pour infraction aux règles civiques, qui veulent la libre durée du travail, l'épargne et l'inégalité des biens. Je te donne deux jours, magistrat imbécile, pour réformer ton insane administration. Faute de quoi, tu seras pendu à ton aune et mesure exactement cinq heures par jour. » Car toutes sortes de folies germent dans les têtes des hommes, mais il est facile de les en guérir, si l'on y fait obstacle dès le début.

Niapolis, qu'on appelle aujourd'hui Naples, s'était observée à cause du voisinage de Cumes, où le patron avait sa villa. Elle avait reçu une colonie militaire particulièrement soignée, composée de troupes qui avaient vaincu à Chéronée et pour lesquelles Sylla était un dieu. L'agrément du site, l'excellence du climat et la permanence du soleil, même en hiver, faisaient les habitants civils insouciants et joyeux comme des fruits, dont ils avaient la couleur dorée et (quant aux femmes) la suavité. Le maire, du nom de Lampisco, homme versatile et vaniteux, avait donné dans le démocratisme. Pensant se faire pardonner, il envoya au quartier du dictateur quelques-unes de ses plus jeunes et jolies administrées, apportant des fleurs, des viandes de choix et des compliments. Elles en ressortirent trois jours après ravies, un peu surprises, comblées de présents, mais portant un ordre syllanien au municipe d'avoir à considérer comme confisquée l'île d'Œnaria, en châtiment d'une crise de rébellion non rachetée. Lampisco, qui avait des propriétés dans Œnaria et y percevait une dîme illégale, en conçut un vif dépit et ressentiment, qu'il se garda bien de manifester.

Bref, après cette tournée fertile en épisodes et méditations de divers ordres, il arriva que l'intendant possédait quatre cent mille sesterces de plus qu'en partant, quoiqu'il eût distribué sa réserve. Ce qui fit dire à Murena que Sylla était non seulement le premier des capitaines et des législa-

teurs, mais encore le premier des majordomes et gardiens du denier de l'État. De là naquit ce dicton que Lucius Cornelius faisait fructifier les ruines et transmuait en or les cailloux.

De retour à Cumes, le maître trouva sa chère Metella plus malade qu'il ne l'avait laissée en partant. Le docteur Cordoba, fort savant, mais grand mélangeur de drogues, l'avait accablée de remèdes divers, qui se livraient bataille en son organisme, ainsi que des poisons dans une cornue. La langueur générale avait augmenté, le médecin, effrayé du résultat et redoutant la colère de Lucius Cornelius (dont il se faisait, étant Espagnol, une idée assez fausse), avait prétexté une affaire de famille et regagné sa brûlante patrie. Ne sachant plus à quel saint se vouer, le majordome et les précepteurs des enfants avaient mandé en hâte Tyrannion, lequel, sans être inscrit à une école de médecine déterminée, possédait cependant, grâce à sa culture grecque, des vues générales sur les humeurs peccantes et leurs remèdes. Le difficile était de persuader au nouveau préfet des études que pendant son séjour à Cumes, où le vin est bon, il dût s'abstenir d'en trop boire. Sylla apprit avec reconnaissance qu'il ne s'était enivré que deux fois. Interrogé, Tyrannion affirma qu'en dehors des troubles ressentis, vraisemblablement de source hépatique et cholédoque, Metella se languissait de Rome. Il fut donc décidé qu'on la transporterait avec les plus grandes précautions, dans le palais des Trois Consuls, rapidement aménagé à cet effet.

Léon Daudet.

(A suivre.)

Poèmes

Stèles rustiques.

I

Premier printemps, matins d'amertume voilée...
Au fond des cèdres le vent pleure.
Oserais-je sans toi gravir la sombre allée
Qui conduisait vers ta demeure?

Si, dans mon souvenir, navrant écho, persiste
De ton nom la musique agreste,
Je ne te verrai plus sur la terrasse triste
M'attendre et m'appeler du geste.

Devant ton seuil fermé, la rose et la glycine
Refleuriront. Ah! que m'importe,
Ami, puisque tu dors au flanc de la colline,
Puisque notre jeunesse est morte!

II

Puisqu'un deuxième avril fleurit sur ton repos,
Je t'offre, compagnon de mes plus beaux voyages,
Ces branches d'amandiers aux boutons frais éclos
Et les pleurs de la nuit qui trempent les feuillages.

J'entends frémir les bois. L'eau brille dans les prés.
Comme pour t'appeler un oiseau chante encore.
Je t'offre les parfums autrefois respirés
Sur les routes, à l'heure où tu guettais l'aurore.

Je t'offre, dans le parc au soleil entr'ouvert,
Ces rosiers qu'enivrait la chaleur matinale.
Hélas! nous n'irons plus cueillir à Sénauvert,
Quand reviendra l'été, la rose ardente et pâle.

Roses au cœur blessé, couronne du matin,
Que toujours vos senteurs embaument le silence!
Vous évoquez pour moi l'image d'un destin
Qui souriait, quand l'ombre invisible s'avance...

III

Quand à l'automne sonneront
Les fléaux dans les granges pleines,
Ami, quand jaunira le front
Des sycomores et des chênes,

Je veux, en souvenir du temps
Où tu régnais à Ferme-Claire,
Sur la prairie et les étangs
Guider mon rêve solitaire.

Je veux, au bord des bois de pins,
Monter jusqu'à la maison neuve
Qui regarde les monts lointains
Et qui t'attend comme une veuve.

Louis Pize.

L'Avenir de la Pologne

Au voyageur qui débarquait à Varsovie vers le 15 juillet, le pays et la ville présentaient un tableau plein de mouvement et de pittoresque. C'était partout le grand branle-bas de combat. Les journaux lançaient des « appels » enflammés que les camelots soulignaient avec zèle. Beaucoup de gens arboraient des insignes distinctifs et s'abordaient volontiers en se demandant : Pilsudski ou Korfanty? un peu comme on disait autrefois : Guelfe ou Gibelin? Le *Robatnik*, journal socialiste, qui sait lors des grands événements, et ils ne manquent pas en Pologne, trouver le ton pathétique, écrivait le 23 : « Le peuple des campagnes, menacé du retour de la domination seigneuriale, est avec nous dans ce combat. A l'heure de ce nouveau péril, le paysan tend la main à l'ouvrier et tous deux se souviennent qu'ils sont tombés côte à côte dans la lutte pour l'indépendance nationale... »

Le comité exécutif du P. P. S. s'adressait solennellement au pays tout entier : « Les classes possédantes, lui disait-il, ont considéré avec effroi l'affranchissement des masses laborieuses. Ces classes n'oublient pas les privilèges qui leur ont été octroyés en tant qu'aumône par les tsars et les empereurs. Ces classes souhaitent ouvertement le retour du knout... Il y a longtemps que la réaction cherche un chef. Elle l'a enfin trouvé dans la personne de

Korfanty, fils d'un pauvre mineur silésien, aujourd'hui enrichi par les affaires, homme sans principes et sans conscience, aventurier cynique, prêt à tout... Citoyens, c'est pour défendre les intérêts vitaux de l'État, c'est au nom de la propriété et de l'honnêteté de la vie publique que nous avons déclaré la guerre à la réaction. Nous ne permettrons pas que les N. D. imposent à la Pologne un gouvernement de guerre civile. Cette lutte est la lutte contre la dictature des nationaux-démocrates, la lutte pour la liberté et les droits du peuple, pour l'honnêteté des élections ! »

A entendre de telles exhortations, on pouvait se demander si l'armée russe assiégeait Praga, si les soldats prussiens incendiaient Kalisz, si les gibets allaient se dresser une fois de plus sur la place des Trois-Croix, si la République, en un mot, était menacée de disparaître? En apparence, l'affaire était moins grave. Le chef de l'État avait tout simplement refusé de sanctionner la nomination par la Diète d'un président du conseil. Ne faut-il pas une certaine perversité pour transformer une mince crise constitutionnelle en un grand événement historique? La gauche faisait de la démagogie nationaliste, la droite du pédantisme juridique. Des deux côtés on se complaisait aux tirades tragiques. Pour nous, qui avions assisté en 1920 à l'invasion bolcheviste, l'atmosphère paraissait à peine changée. Et ce devait être aussi le ton de 1904 ou de 1863 : « Je croyais la Pologne libre, disait un Américain à un citoyen exalté qui lui parlait de l'esclavage de son pays. — Allons donc, monsieur, la lutte continue ! »

La lutte continue. L'adversaire a changé de nom. Mais c'est le même esprit d'opposition et d'aventure.

Du moins n'était-il pas possible d'admettre désormais quelque tempérament? Ne pouvait-on se souvenir qu'on se battait maintenant dans l'enceinte de la patrie et que les ennemis, somme toute, étaient des frères de race? Mais comment garder des ménagements lorsque, comme l'écrivait le *Kurier Lwowski*, « les destinées de l'État se trouvent à un carrefour, [quand] les voies moyennes qui plairaient aux gens timides — nous en serions volontiers, nous autres Occidentaux — n'existent pas, [quand], si la démocratie est vaincue à l'aide de la corruption électorale, elle ne pourra pas accepter sa défaite et devra recourir à la révolution? »

Et puis vraiment, s'agit-il bien d'antagonistes de même race? A qui s'adressent ces épithètes d'autrichien, d'allemand, de traître, qu'on se lance un peu partout? La droite ne ménage pas plus le chef de l'État que la gauche ne ménage Korfanty : « Qu'il signe ou qu'il se démette », crie au maréchal Pilsudski le grand polémiste des N. D., M. Strojuski, rédacteur à la *Rezeczpospolita.* (Ses adversaires soulignent avec malice qu'il s'agit d'un juif converti du nom de Lévy.) On accuse journellement l'hôte du Belvédère « d'analphabétisme », de visées dictatoriales. On le traite de factieux.

Enfin le conflit descend dans la rue. Dès le 20, les manifestations s'organisent. Les « milices des partis » se préparent. En vain le ministre de l'Intérieur les déclare dissoutes. Il n'ose en poursuivre la dispersion effective. Et même on évite systématiquement de faire intervenir l'armée. Les soldats sont retirés de tous les endroits publics et remplacés autant que possible par la police à cheval. L'armée n'est plus en effet composée, comme en 1920, de volontaires, pour la plupart intellectuels, dévoués à l'idéologie et au service personnel du chef de l'État. Les paysans illettrés d'aujourd'hui obéissent aveuglément à leurs officiers, et ces officiers, l'expérience en a été faite, appartiennent presque tous, sauf quelques généraux comme Szepticki, aux nationaux-démocrates. La rue est donc laissée libre aux « organisateurs de combat » qui, d'ailleurs, se défient dans de retentissants discours, mais évitent en général d'en venir aux mains.

En Haute-Silésie cependant, région où tout est encore en fermentation, où Korfanty possède de nombreuses organisations qui, dirigées contre l'ennemi extérieur, ont été tournées tout naturellement contre l'ennemi intérieur, le choc se fait plus violent.

Le 23 juillet, 80 000 hommes défilent à Kattowice, appelés par le parti socialiste polonais et porteurs de 95 étendards.

Le cortège est attaqué par les « formations de combat » des N. D. qui cherchent à s'emparer des étendards autour desquels une véritable bataille s'engage. Les journaux locaux publiaient le lendemain des bulletins de guerre. Trois drapeaux ont été déchirés, deux ont été pris par les N. D. et repris par les socialistes.

Le 24, c'est à Varsovie qu'a lieu la grande manifestation

de droite à laquelle prirent part le président du conseil municipal et le président de la ville. On acclame Korfanty et la Diète. On vote une résolution de blâme pour le chef de l'État. A Poznan, le député national-démocrate Piotrowski proclame que l'ordre et le désordre sont aux prises. Il fait un rapprochement malheureux avec l'époque de Stanislas-Auguste Poniatowski où la situation était bien confuse.

Le 26, la crise atteint son plus haut degré de violence. Les socialistes Daszynski, Posner, que nous rencontrons à la Diète, le président de la ville de Lodz nous déclarent que le triomphe parlementaire de la droite provoquera la révolution dans le pays, tandis que sa défaite sera sans conséquence. D'autre part, M. Lutoslawski, le député-prêtre, nous affirme que son parti est prêt à la riposte et ne cessera pas de lutter pour le droit. Le même soir, dans un article, il cite la Bible pour confondre ses ennemis.

Voilà ce qu'on pouvait voir en Pologne, il y a quelques semaines : un Parlement ameuté contre l'exécutif, une opinion soulevée, encadrée par des formations de combat, livrée à tous les extrémismes, un Aigle blanc dont les ailes mutilées n'étaient plus assez grandes pour couvrir d'un geste apaisant tout le territoire de la patrie.

*
* *

Quelle était donc l'origine de la crise? Comment avait commencé tout ce beau tapage?

Sur une querelle de mots, comme la Réforme et autres grands schismes. La cause de tout le mal, c'est l'imprécision du texte de la « Petite Constitution » votée en novembre 1918 et sous le régime de laquelle vit encore la Pologne, malgré la promulgation de la Constitution définitive.

Au fond, l'erreur fut d'appliquer trop longtemps cette constitution provisoire qui portait trop nettement la marque de l'époque où elle avait été conçue, qu'on avait mise sur pied lorsque le démocratisme coulait à plein bord en Europe, au moment du lyrisme wilsonien et des effusions faciles d'après guerre. Rédigée en toute hâte par le ministre socialiste Moraczewski, sous la pression du péril bolcheviste, elle est à la fois trop démocratique et trop césarienne. Créée hors du temps et de l'espace, peu adaptée au pays sur lequel

elle règne, elle conserve un caractère d'opportunisme prononcé et semble faite un peu trop aussi pour l'usage personnel d'un homme qui, certes, avait bien mérité de la Pologne, mais que son passé révolutionnaire, son romantisme républicain devaient vite rendre suspect aux éléments modérés, aux anciens « activistes », partisans de ce « triple loyalisme » qu'on a pu flétrir en l'appelant « un quatrième partage de la Pologne ».

En somme, le document de 1918 fait du chef de l'État, qui devrait être l'arbitre des partis, un homme de gouvernement, responsable devant ces mêmes partis dont il aurait pour mission, semble-t-il, de régler les rapports. Et cette Constitution, qui institue ainsi la responsabilité du magistrat suprême, lui enlève d'autre part le droit de choisir seul le président du Conseil des ministres, et attribue ce droit, en partie, à la Commission principale, c'est-à-dire à la Diète. Elle crée ainsi la confusion et la compétition des pouvoirs, provoque, presque à coup sûr, ce perpétuel conflit entre l'exécutif et le législatif qui n'est que trop dans la tradition polonaise. Cette situation, provisoire en théorie, a été prolongée arbitrairement par une Diète qui a sans cesse cherché à augmenter ses prérogatives et qui a voulu se perpétuer à cause des avantages parfois scandaleux que les fonctions législatives ont rapportés à ses membres. Cette dictature du Parlement a été néfaste par suite de l'extrême émiettement des forces politiques qu'il renferme. Aucune majorité stable n'a jamais pu se dégager au sein d'une assemblée qui compte dix-huit partis dont certains comprennent *quatre* adhérents. Les ministères n'ont vécu, d'une vie très brève d'ailleurs, qu'à condition de ne léser aucun des intérêts particuliers si divers qu'incarne cette Diète, où un groupe de quelques voix peut exercer un véritable despotisme, qu'à condition de servir le moins possible le bien public, de subir tour à tour les directives du parti qui, au gré des hasards de la manœuvre parlementaire, devenait pour un jour le maître de la situation.

Cependant, la droite ne jugeait pas le moment venu d'entamer une offensive décisive pour concentrer tout entière entre ses mains l'autorité dont on se dispute les lambeaux, pour mettre d'accord les institutions du pays avec la logique et avec la situation politique du temps présent. L'occasion parut surgir à la suite d'un événement acci-

dentel. Jusqu'alors, dans toutes les crises ministérielles, l'accord s'était toujours fait entre le chef de l'État et la Diète. On s'entendait pour choisir un personnage neutre qui ne heurtât violemment les susceptibilités d'aucune des deux parties. Résultat d'une telle collaboration, les ministères étaient le plus souvent composés de personnalités insignifiantes. Il semblait qu'une sorte de tradition se créât, et que le président du conseil ne pût être autre chose qu'un « homme de compromis », selon l'expression à la mode.

Ainsi les deux pouvoirs de la république de Pologne coopéraient pour mettre au jour des gouvernements sans virilité sûrs de n'offenser personne.

On poussa si loin ce système qu'on finit par concevoir des cabinets extra-parlementaires, dits de « spécialistes ». Pourtant, après la chute du cabinet Ponikowski, le chef de l'État, sans attendre les avances de la Diète, prit l'initiative, et désigna M. Sliwinski, qui fut aussitôt renversé. Il laissa alors agir la Commission principale, et, celle-ci, non moins agressive, nomma M. Korfanty. Ce n'était pas là précisément l' « homme de compromis » qu'on s'était habitué à installer aux conseils du gouvernement. Ce fut au tour du chef de l'État de refuser sa sanction.

L'accord était rompu, le conflit ouvert, et rien n'était prévu dans la Constitution provisoire pour le résoudre *légalement*. On pouvait envisager les solutions de la force. Des deux côtés, sans doute, on y songea. Mais on y avait trop songé pour n'être pas sur ses gardes et pour que la surprise, seule garantie de succès d'une telle entreprise, fût possible.

Les N. D. entamèrent alors leur campagne « pour le droit », en se réclamant de la suprématie traditionnelle de la Diète. Les partis conservateurs jouaient ainsi le rôle de l'ancienne « szlachta » et prétendaient défendre contre l'exécutif les « libertés polonaises » qui sont quelque chose d'assez comparable aux fameuses « libertés germaniques ».

Des notions s'élaboraient qui ne pouvaient manquer déjà de paraître confuses et contradictoires aux Occidentaux que nous sommes.

Korfanty, d'ailleurs, n'avait été désigné qu'à quelques voix de majorité. Cette circonstance rendit la lutte plus ardente et enfiévra les efforts des deux blocs extrémistes. Car la gauche pouvait espérer modifier, dans de futurs

scrutins, le résultat acquis. Une partie des députés paysans s'était absentée pour faire la moisson et certains petits groupes, assez indécis d'ordinaire, pouvaient, par un moyen quelconque, être gagnés. Ce fut, en effet, un petit « club » de dix membres, le club du travail constitutionnel (K. P. K.), qui joua dans la crise le rôle décisif. Il avait d'abord voté pour Korfanty ; mais, très vite, il laissa entendre que sa décision n'était pas irrévocable. Presque ouvertement il mit son concours à l'encan. On sut qu'il n'avait renversé le cabinet Sliwinski que parce que ce cabinet ne lui avait pas offert un portefeuille. Basée sur de tels principes, une résolution n'est jamais définitive. Il ne s'agissait que de faire sa part — la part du lion — au petit club mis en appétit par la certitude de sa puissance.

Cependant le conflit s'élargissait. La gauche, la première, jeta le manteau de sa rhétorique sur ces menus marchandages. Par la voix grandiloquente de M. Stanislas Posner, nous apprîmes que la lutte était ouverte « entre la Pologne du dix-septième siècle et celle qui voudrait bien être du vingtième ». Le drame politique fut toujours là-bas à la fois mesquin et grandiose.

C'est alors que, pour remédier à l'effritement incessant des majorités, qui rendait possibles toutes les surprises, le populiste Witos, chef du groupe numériquement le plus important, essaya, en vrai tacticien parlementaire, de constituer un centre, cet idéal de toutes les républiques qui aspirent à devenir conservatrices. Mais, une première fois, les prétentions radicales du groupe « Wyzwolenie » (populistes de gauche), une seconde fois, les susceptibilités du groupe Skulski, lié aux nationaux-démocrates par des intérêts électoraux, firent échouer cette tentative. La Diète resta divisée en deux fractions extrémistes autour desquelles gravitaient une poussière de partis « à prendre ou à vendre », comme on dit là-bas. Et les deux blocs de s'affronter avec plus de violence et de lancer dans le pays des appels aux armes.

*
* *

Le 24 juillet, les nationaux-démocrates proposent que « la Diète confirme la décision de sa Commission principale quant à la désignation de Korfanty ».

Mais alors, les minorités nationales, jusqu'alors indécises,

se jettent dans la mêlée et prennent ardemment parti pour la gauche.

La *Freie Presse*, le journal allemand de Lodz, lance un appel aux « citoyens d'origine germanique » : « La réaction, dit ce manifeste, dont l'hostilité envers nous, Allemands, ne fait aucun doute, organise des manifestations anti-étatistes. Elle prépare un coup d'état. Allemands, l'heure est grave. Unissez-vous à vos concitoyens démocrates de race polonaise. Aidez-les à préserver notre patrie commune du despotisme et du chaos, de l'oppression des nationalités et de la domination des prêtres. Vive la libre République de Pologne et le chef de l'État, Pilsudski ! A bas Korfanty et la bande noire ! »

Ce patronage un peu compromettant était dû aux déclarations fédéralistes du Belvédère.

Désormais, le conflit s'envenime. On est à deux doigts des arguments décisifs, lorsque la droite, qui se croit solidement établie sur le terrain juridique, se décide à une offensive parlementaire qu'elle espère décisive. Son leader Strojuski, avec sa fougue ordinaire, dépose une motion de blâme au chef de l'État. Cette fois, non contente de soutenir Korfanty, la Diète visait le magistrat suprême. Cette fameuse séance du mercredi 26 juillet, où fut discutée la motion, fut presque tragique. Nous n'oublierons pas l'atmosphère de bataille qu'on respirait au *Sejm*, ce jour-là, vers les quatre heures du soir. La séance ne devait pourtant commencer qu'à six heures.

Mais tous les clubs déjà se trouvaient réunis dans leurs locaux respectifs ; et, derrière les portes closes, les passions s'exaltaient. On voulut bien nous admettre dans quelques-uns, chez les socialistes, chez les conservateurs. Les paysans montraient plus de défiance. Au dehors, devant les grilles, la foule se pressait, impatiente et nerveuse, contenue péniblement par la police. Les porteurs de cartes eux-mêmes ne devaient être introduits qu'après l'ouverture de la séance. Chacun sent l'importance du résultat : la révolution peut sortir des urnes. Et l'heure est plus émouvante à cause de l'impossibilité absolue de prévoir l'issue de la bataille. Toutes les décisions importantes n'ont-elles pas été obtenues ici à quelques voix de majorité? Où iront ces bulletins de vote maniés par une foule d'obscurs paysans dans l'incompréhension totale du rôle qui leur échoit, dont quelques-

uns se croient à l'école dans l'enceinte de la Diète et voient dans les ministres des professeurs chargés de les instruire. Et ils sont tous là, les autres, à contempler cette table de jeu dont quelques habiles, comme Witos l'énigmatique, manient les pions inertes ; ils sont tous là à les pétrir, à les façonner, ces héros du suffrage universel, parmi lesquels se trouvent quelques femmes. Voici le beau visage distingué de Daszynski qui porte dans ces crises la dignité d'un vieux parlementaire issu du Reichsrath autrichien et dont pourtant la voix tremble lorsqu'il nous accueille par des courtoisies. Voici son rival, Moraczewski, au feutre de félibre, qui fait le gros dos, et, tassé comme un lutteur, roule ses moustaches rustiques. Voici la figure enluminée de celui qu'on appelle parfois le Torquemada polonais, l'ardent abbé Lutoslawski, le polémiste le plus puissant de la droite et le démagogue le plus pittoresque, qui se promène seul dans les couloirs, mâche les mots qu'il jettera tout à l'heure sur ses adversaires habitués à le couvrir d'injures, comme les grognards de jadis mâchaient les cartouches. Près de lui, l'évêque de Lwow, Théorodowicz, aussi onctueux et aussi discret que l'autre est tout en dehors et en gestes batailleurs, le seul peut-être aujourd'hui qui sache encore sourire. Il ne manque que les deux protagonistes du drame, l'énergique Pilsudski, si bien fait pour la gloire des statues équestres, et l'ancien mineur silésien au lourd profil, l' « homme aux doigts velus », Korfanty.

Tout de suite, M. Trompczynski, maréchal de la Diète, lit le texte de la fameuse motion. Elle est brutale. On y accuse le chef de l'État d'avoir violé la Constitution et on demande à la Diète de lui « refuser sa confiance ». Glombiski, ancien ministre dans l'empire des Habsbourg, engage le débat. Et aussitôt éclatent les cris toujours entendus dans les vieilles diétines : c'est l'accusation donnée dans toutes les « pospolites », l'accusation de complicité avec l'étranger. On reproche au leader national-démocrate d'avoir appartenu à un ministère autrichien. Le député Dubanowicz succède à l'orateur désemparé. Cette fois, on prononce contre Pilsudski le plus violent des réquisitoires. Le maréchal de la Diète fait évacuer les tribunes. M. Posinatowski, un de ces ruraux d'extrême gauche si nombreux en Pologne et qui finissent parfois par adhérer ouvertement au communisme, parle d'indépendance à conquérir, tout comme

si la Diète délibérait encore sous la garde des baïonnettes d'un ambassadeur russe. Il oppose la Pologne des magnats à la Pologne populaire qui, seule, a lutté pour délivrer le pays. La gauche entonne la vieille chanson : « O nos magnats ! » L'orateur, accusé de germanophilie, rejette cette accusation sur Korfanty auquel il reproche des tractations secrètes avec l'Allemagne. Debout sur leurs bancs, les députés s'interpellent et évoquent le spectre de la guerre civile.

On vote enfin : la droite a voulu pousser trop loin ses avantages ou bien peut-être le moment de sa puissance, l'instant d'autorité, toujours si bref ici, est déjà passé. D'ailleurs les paysans de Witos ont réintégré à la voix de leur chef la salle des séances abandonnée pour les travaux de la moisson. La motion Strojuski est donc repoussée par 205 voix contre 187. Le club du travail constitutionnel (K. P. K.) a achevé son évolution : le voici redevenu gouvernemental. Le mystère de sa conversion passionnera les esprits pendant quelques minutes. Puis, on pensera à autre chose. Pilsudski a misé sur le numéro sortant. Peut-être n'y a-t-il pas grand mérite et que le hasard et les K. P. K. ont tout fait. Mais en politique c'est une habileté suprême que d'être l'ami du hasard. Grâce à cet allié la gauche a vaincu. La même Diète qui élisait il y a huit jours Korfanty à la présidence vient non moins solennellement de le déposer.

Presque aussitôt, d'ailleurs, c'est l'apaisement. Sans trop de difficultés, un ministère extra-parlementaire, présidé, comme il convient, par un « spécialiste », le type même de ces « hommes de compromis » qui ont le don de réconcilier la Pologne, le recteur Nowak, de Cracovie, bactériologiste distingué, peut être formé. Il n'aura qu'une seule tâche à remplir : faire les élections de novembre. Toute la vie politique du pays sera désormais dominée par cette hantise du scrutin. Korfanty, il est vrai, n'abandonne pas la lutte. Dans un manifeste daté du 27, il se proclame « l'élu de la nation » et explique que la majorité obtenue par le chef de l'État n'est due qu'à l'appoint des minorités allemande et juive. Mais, somme toute, les moyens illégaux sont pour l'instant abandonnés. Chacun ne s'occupe plus que de se présenter devant les électeurs dans la meilleure posture possible. La Diète s'attelle au découpage un peu fantaisiste des circonscriptions avant de partir pour des vacances bien gagnées.

*
* *

Le mal dont souffre la Pologne est d'origine politique. Le fameux *Politique d'abord*, ne fut jamais si pleinement vérifié. En effet, ce pays dispose d'abondantes ressources naturelles. Il possède certainement tout le matériel nécessaire à la vie d'un État. Il ne lui manque que d'organiser ses richesses et de discipliner leur production. Il ne lui manque que des institutions capables de soutenir l'effort d'un grand peuple.

Les fonctionnaires dévorent à eux seuls les recettes du budget. Le mécanisme électoral ne permet pas de réduire leur nombre. L'administration commet des illégalités et des négligences qui compromettent gravement l'avenir de certaines entreprises nationales ou étrangères. C'est que cette administration est au service des partis et tend dans son action, qui devrait être impartiale, à favoriser tantôt l'un, tantôt l'autre. C'est qu'elle est associée aux luttes publiques. M. Pierre Drzewiecki, ex-président de la ville de Varsovie, a pu écrire dans un article récent du *Kurier Warzawski*, intitulé : « Les conséquences d'une politique erronée » : « On ne trouve pas de capitaux étrangers. Pourquoi? Parce que les capitalistes étrangers craignent, non sans raison, que leurs placements, soumis au règlement de la législation polonaise, ne puissent ni fructifier, ni fournir au capital les garanties nécessaires... »

« Prenons un exemple frappant; continue M. Drzewiecki ; le travail est dans tous pays la source de la richesse nationale. En Pologne, *après la création du ministère du Travail* (c'est nous qui soulignons), nous sommes arrivés à un rendement des plus faibles qui nous place au dernier rang des nations. »

Impossible de souligner de façon plus piquante les méfaits d'une bureaucratie asservie aux variations d'une politique foncièrement corrompue, dans un pays où le régime parlementaire a été jusqu'ici impuissant à fonctionner d'une manière correcte.

Dans la grande revue varsovienne, *Polityka*, M. Mazanowski établissait ainsi, le 15 juillet, le bilan moral de quatre années de législature : « La Diète, écrivait-il, a perdu tout crédit. Elle est devenue pour tous un objet de dégoût...

Prolongeant indéfiniment son existence, elle a cessé d'être la grande éducatrice de la société polonaise jeune et inexpérimentée. Elle est devenue une source de démoralisation publique. »

En fait, l'expérience du régime parlementaire en Pologne semble prendre fin avec le ministère Witos. Dès lors, il est visible qu'aucune fraction de la Diète ne peut créer un gouvernement. Le mythe de la toute-puissance de la Diète s'écroule sous cette leçon des faits. Il ne restait plus qu'à reconnaître l'impossibilité de former des cabinets de coalition, il ne restait plus qu'à se résigner aux ministères extra-parlementaires, c'est-à-dire en somme à nier le dogme démocratique, sur lequel on avait voulu construire l'État nouveau. Et le défaut fondamental de ce parlement, nous l'avons vu, c'est de manquer d'un centre un peu large. Aussi les groupes les plus insignifiants peuvent, tour à tour, exercer leur dictature. Les doctrines qui, seules, peuvent assurer la continuité de l'effort gouvernemental sont inconnues de tous, même de la droite. C'est pourquoi on peut assister à des revirements continuels, à des désaveux permanents. Le résultat c'est que l'intérêt général n'est en Pologne représenté par personne. Les partis constitués pour servir les appétits de fractions sociales très étroites, avec un champ très restreint devant les yeux, n'atteignent jamais le carrefour où doit se faire dans un pays la synthèse des idées divergentes. Chacun ignore ce que nos peuples latins appellent le bien public, cette « somme » constituée par les sacrifices de tous. Tout récemment les clubs paysans ont demandé que la loi sur la spéculation que l'on était en train de discuter ne s'appliquât pas à la campagne. Peu après des banquiers cherchaient eux aussi à se mettre hors la loi commune. Le chef de l'État lui-même, engagé dans la lutte des partis, préoccupé de maintenir la majorité si peu stable qui le soutient, ne peut passer vraiment pour le représentant de la chose publique. Le pouvoir suprême lui-même conserve un caractère factieux.

Dès lors, on vit au jour le jour, soumis à tous les ricochets du jeu parlementaire. On ne prévoit qu'à de très proches échéances. On est toujours pris de court par les événements. Mais qu'importe ! L'essentiel est de durer ; et il faut dépenser déjà assez d'habileté à cet effort d'équilibre quotidien. On laissera à quelques publicistes irresponsables le soin de

songer aux destinées de l'État. Au gouvernement, on se contente de subir tous les caprices de la Diète. Comment agir autrement? La dictature successive des groupes fait dessiner à la politique intérieure de la Pologne un étrange graphique en zigzag.

D'ailleurs, habitué à l'opposition systématique, ce pays — la Galicie exceptée — ignore ce que c'est que la loi. On peut voir des fonctionnaires qui ne se sentent limités par rien, qui vont jusqu'au bout de leur tempérament, et n'hésitent pas, dans l'exercice de leur mission, à satisfaire leurs ressentiments d'hommes privés. Dressé à l'arbitraire par les coups de force continuels du tsarisme, entraîné à riposter au despotisme par des initiatives individuelles, ce peuple est peu fait aux grandes abnégations collectives sur lesquelles se fonde la civilisation moderne. Une seule province peut fournir à la Pologne une classe pénétrée de cet esprit juridique sans lequel l'ordre n'est qu'une fiction : c'est la Galicie, formée à l'école autrichienne, qui a hérité de la tradition d'un grand empire. Tout ce qu'il y a d'organique en Pologne vient de Cracovie. La législation est souvent calquée textuellement sur le code des Habsbourg. Il est presque certain que ce sont des influences germaniques qui façonneront tôt ou tard toute la vie sociale de la Pologne. Nous pouvons le regretter en tant que Français. Mais nous ne pouvons méconnaître cependant que le salut de notre alliée dépend, pour une large part, du triomphe de cet « esprit galicien ». Dans une nation livrée à des conflits de religions et de races, divisée par les particularismes, stylée par trois chancelleries, orientée vers trois civilisations divergentes, on sent plus qu'ailleurs la nécessité du faisceau romain, l'importance primordiale de la légalité.

Et il nous faut déplorer sans doute que le reste de la Pologne ne subisse qu'avec impatience, parfois avec amertume, cette influence jugée excessive de la Galicie. Les protestations s'élèvent de tous côtés. Parfois les rouages administratifs dirigés par ces frères oubliés semblent aussi pesants, aussi oppressifs que ceux que mettait en mouvement l'étranger. Et on apporte presque autant de mauvaise volonté que jadis à esquiver les règlements d'une bureaucratie dont le seul défaut un peu grave est d'être trop lente.

La lutte continue, c'est le triste et poignant refrain de la

Pologne libérée. Mais contre qui? Ah! contre des ombres, contre les fantômes du passé et les réalités du présent, au besoin contre soi-même. Par une illusion qui s'explique, elle sent encore la meurtrissure d'un joug qui n'existe plus. Armée par des siècles de servitude pour la lutte, elle est mal équipée pour le labeur pacifique. La paix lui devient un fardeau. Elle retourne contre ses propres fils des forces dirigées jadis contre ses oppresseurs.

Devant l'impuissance du régime parlementaire, il faut craindre que le recours à la force ne s'impose parfois. Il y a dans tous les partis un *fascisme* latent qui n'a pas trouvé encore, il est vrai, l'occasion de se manifester avec violence. Les nationaux-démocrates possèdent des « formations de combat »; le P. P. S. organise ses gardes civiques. Le Belvédère ne peut plus guère compter sur l'armée. Mais le maréchal Pilsudski a passé en revue le 6 août à Cracovie les anciens légionnaires dont il avait été le chef. Ces légionnaires, groupés en associations d'un caractère à la fois corporatif et militaire, peuvent être appelés à jouer un rôle essentiel dans la vie sociale, politique et même intellectuelle de la Pologne. Défilant au pied du château de Wawel, où reposent toutes les gloires de la patrie, il nous a semblé qu'ils constituaient d'une part la garde personnelle d'un homme qui s'offrait à leurs adorations, une espèce de milice privée avec laquelle il faut compter, mais aussi le foyer d'un nationalisme particulièrement intransigeant et qui se résigne mal à admettre que la libération fût avant tout l'œuvre des alliés, qui aime à proclamer un *fara da se* rétrospectif, et, tous les jours, l'*indépendance* de la Pologne.

A tout prendre d'ailleurs, il faut convenir que l'ignorance et la passivité du public légal semblent presque justifier et peut-être nécessiter l'action de ces ferments énergiques. Nowaczynski a dit plaisamment de son peuple : « Chez nous, 48 pour 100 des gens ignorent toute hygiène, 60 pour 100 ignorent leur alphabet, 50 pour 100 prennent un bain une fois dans leur vie, la veille de leur mariage. » Et que penser de ces députés paysans, qui, pleins d'une bonne volonté touchante, transforment la Diète en école primaire?

C'est *Piast* pourtant, *Piast*, le groupe rural, qui a plus d'une fois tenu entre ses mains les destinées du pays. Il n'est pas étonnant que, désireux d'agir sur de telles masses, les partis relèguent les principes au magasin d'accessoires,

que les pressions de la force, les plus grossiers prestiges soient seuls recherchés.

*
* *

Devant ces contradictions et ces équivoques, on ne manquera pas de se poser cette question plus difficile à résoudre qu'il ne le semble dès l'abord : « Y a-t-il en Pologne un parti de l'ordre? Ou plutôt l'ordre y est-il représenté par les mêmes formules et par les mêmes méthodes que chez nous?

M. Targowski, chef du bureau de la presse au ministère des Affaires étrangères de Varsovie, quand il voulut bien me recevoir, s'empressa de me dire et essaya de me démontrer que les nationaux-démocrates se ressentent encore de la « collaboration » qu'ils avaient consentie aux conquérants, que l'activisme a laissé sur eux son empreinte, qu'en Haute-Silésie, en particulier, on avait pu reconnaître qu'ils n'étaient dominés que par des intérêts électoraux et n'avaient de l'État qu'une idée sommaire.

Mais M. Targowski est visiblement un fidèle du Belvédère. Malgré sa réserve diplomatique, il ne parle qu'avec un certain mépris de l'abbé Lutosławski dont la verve a soulevé beaucoup de haines et dissimule assez mal que Korfanty n'est pas de ses amis.

Il est bien vrai cependant qu'on ne peut contester le patriotisme des éléments de gauche, en particulier des socialistes polonais. On a même le droit de redouter que le nationalisme de gauche ne soit en Pologne trop intransigeant, trop farouche, trop désireux d'isoler le pays. C'est lui qui a créé les légions, c'est lui qui a pratiqué le dogme de la « triple hostilité », alors qu'une partie de la droite pratiquait celui du « triple loyalisme ». Les éléments de gauche garderont toujours de ce fait un certain prestige aux yeux même des patriotes qui redoutent le plus leurs théories démocratiques, et qui, pensant à droite, ne peuvent se résigner à voir la droite représentée essentiellement par les nationaux-démocrates qui ne sont pas tout à fait *purs* au point de vue national. C'est ce qui nous explique peut-être que les conservateurs galiciens aient prêté, dans la dernière crise, leur concours aux partis de gauche.

Voilà des notions bien faites pour nous surprendre : un

nationalisme monopolisé par la gauche, et, d'autre part, des paysans d'un radicalisme tel qu'ils trouvent souvent les formules socialistes trop modérées. Ajoutez enfin que les villes sont au contraire volontiers réactionnaires ; et vous aurez le tableau d'une vie politique qui ne rappelle que d'assez loin celle de la France.

Le public conservateur ne se recrute pas en Pologne dans les mêmes couches sociales qu'en Occident. Du moins les méthodes et les formules du conservatisme correspondent-elles aux nôtres? Il semble bien que non. Et peut-être a-t-on le droit d'affirmer que, s'il y a de vrais conservateurs en Pologne, il n'y existe probablement pas de véritables organisations et de véritables doctrines conservatrices. Les conservateurs polonais, très nombreux, restent dispersés dans l'ensemble du pays sans pouvoir se référer à une doctrine systématique, sans pouvoir non plus se compter dans des organisations puissantes et animées d'un esprit vraiment conservateur. Dans un livre récemment paru à Varsovie, *Wsprawie Konserwtyzmu w Polsce*, M. Plater a pu écrire sans craindre d'être contredit :

« La consolidation du conservatisme n'a pas eu lieu en Pologne, ni au moment de la paix, ni pendant la guerre, ni au cours du siècle précédent. La Pologne n'a pas pu développer chez elle l'esprit conservateur, et quoique, en tant qu'idéologie, le conservatisme englobe chez nous des cercles beaucoup plus étendus qu'ailleurs, pourtant nous ne serons pas loin de la vérité en disant que le *conservatisme tel qu'il est compris universellement, non seulement ne s'est pas consolidé, mais n'existe même pas.* »

Ce texte nous paraît décisif. Les partis de droite furent toujours en Pologne plutôt des partis de compromission que des partis de conservation. Ils ont trop longtemps vécu dans une atmosphère subversive. Enfin, c'est de plus en plus une grande faiblesse pour des groupements de droite que de n'être pas exempt de tout péché au point de vue national, car l'ordre à notre époque ne peut avoir d'autre support que le nationalisme.

« Le triple loyalisme fut la négation du conservatisme », dit très bien M. Plater, qui ne semble pas loin d'admettre que son pays, si on va au fond des choses, par position et par mentalité, n'est rien moins que conservateur, lors même qu'il garde jalousement les rites du passé.

Et pourtant, sous ses formes modernes, et débarrassé du décor moyenâgeux qui ne peut que le compromettre, l'esprit conservateur serait, dans ce pays individualiste et trop longtemps soumis à la « politique cosaque » de l'arbitraire et des coups de force, plus nécessaire qu'ailleurs. Comme l'indique M. Plater : « L'absence de groupement conservateur rend impossible la formation d'un centre parlementaire, c'est-à-dire la constitution de l'équilibre politique que nous rêvons tous, et pousse enfin au système fort dangereux des compromis qui conduisent à la trahison de soi-même. » Et il a raison de conclure : « On peut dire que chaque peuple possède la gauche qu'a méritée sa droite. »

Ne nous trompons donc pas sur les étiquettes des partis polonais. L'ordre manque en Pologne de bases et de doctrines. Il nous faut rapporter ici objectivement que de nombreux nationaux-démocrates se rendent compte de leurs insuffisances doctrinaires et suivent avec beaucoup d'attention le développement des théories et du mouvement d'*Action française.*

*
* *

Somme toute, nous l'avons vu, la Pologne a ses particularités. C'est aussi le pays des contrastes. Des traditions confessionnelles qui font de la religion catholique la « première religion de l'État », qui n'admettent pas, dans le *Royaume* du moins, le mariage civil, qui considèrent l'athéisme public comme un délit, bref qui conservent un décor que les gens de gauche appellent du dix-septième siècle, coexistent avec une constitution ultra-démocratique qui accorde le droit de vote aux deux sexes, autorise l'éligibilité des soldats, introduit la démocratie à l'usine par l'institution des conseils ouvriers, des commissions de conciliation, les contrats collectifs, et même la présence de délégués ouvriers au ministère du Travail. L'harmonie entre ces tendances par trop contradictoires devra bien être réalisée un jour. Et cela n'ira pas, sans doute, sans douleur ni sans crises. Tout est encore en mouvement dans ce pays où rien ne revêt des formes définitives. Aucune politique intérieure ne manque autant de stabilité, ne se complaît autant dans les revirements brusques et imprévus.

Et malheureusement aussi, il y a peu de pays où la poli-

tique intérieure réagisse si nettement sur les relations extérieures. Les partis ne considèrent pas en général la situation objective du pays sur la carte et la direction où tendent ses intérêts permanents. Ils obéissent à de simples considérations électorales.

Les nationaux-démocrates passent en général pour bien disposés envers la Russie parce que leur clientèle se recrute parmi les industriels et les moyens propriétaires qui avaient l'habitude de trouver en Russie leurs débouchés économiques. Le P. P. S. aurait des complaisances pour l'Allemagne, surtout parce que leurs partisans croient avoir à se plaindre du capitalisme français.

De nombreux leaders socialistes nous ont expliqué cette attitude : selon eux, les capitalistes français ont d'une entreprise une conception *financière*, c'est-à-dire ne s'intéressent qu'au dividende fourni par l'argent engagé dans l'affaire, tandis que les capitalistes allemands, imbus d'une conception *industrielle*, n'hésitent pas à s'occuper du bien-être de l'ouvrier, à négocier avec lui en cas de conflit et ne recourent qu'avec répugnance, pendant les grèves, au bras séculier de l'État polonais.

Aux yeux des ouvriers, l' « exploitation » française paraît plus détestable que l'« exploitation » allemande. Ce sont là des plaintes qu'il ne faut pas négliger complètement. Notre capital ne devrait jamais oublier que, lorsqu'il représente le pays à l'étranger, le *dividende* de la France doit être au moins aussi élevé que celui des actionnaires, c'est-à-dire que notre prestige ne doit pas être risqué légèrement par excès de cupidité.

En même temps, les socialistes polonais s'avouent surtout russophobes. La guerre contre les Bolcheviks déclenchée par leur leader Moraczenski fut très populaire parmi eux. Ils voient, en effet, dans les adeptes de Lénine des rivaux doctrinaires et mènent volontiers la lutte avec une passion fratricide. Et c'est par réaction, qu'ils subissent les influences germaniques. L'Allemagne a résolu, depuis quelque temps, d'user de la solidarité démocratique pour améliorer ses relations avec ses voisins de l'est. Rathenau avait envoyé avant sa mort comme ambassadeur à Varsovie un socialiste majoritaire qui a trouvé grâce dans certains milieux de la capitale et dont l'action discrète mais continue doit être suivie de près par notre diplomatie, quoique ses effets ne

puissent apparaître, bien entendu, qu'à une échéance lointaine. En définitive, il est possible que le développement de la démocratie en Allemagne et en Pologne nous réserve quelques surprises désagréables. Déjà, dans l'*Heimatdienst*, le docteur Ernst Zechlin, conseiller au ministère des Affaires étrangères de Berlin, prend soin de nous avertir que, lors des négociations qui viennent d'avoir lieu entre les deux pays, on a traité non seulement des questions économiques, mais aussi des questions politiques. La délégation allemande a su lier d'ailleurs les deux espèces de problèmes. La nécessité pour la Pologne d'obtenir des débouchés favorise le chantage : « En échange, dit le conseiller allemand, on peut obtenir certaines concessions pour les minorités allemandes. »

Ce ne sera pas la première fois que les minorités seront considérées par l'Allemagne comme truchement pour engager des propos un peu scabreux, ou comme moyen de pression pour faire dévier la politique d'un État secondaire de sa ligne droite. N'a-t-on pas remarqué d'autre part — des Polonais sont les premiers à le reconnaître — que tous les mouvements politiques en Allemagne avaient leur correspondant en Pologne, que les crises dans les deux pays se développaient aux mêmes heures et selon les mêmes tendances?

Ces synchronismes relèvent-ils du domaine de la métaphysique ou de la physique tout court? Il est incontestable que, de la masse allemande, ramassée au centre de l'Europe, rayonnent des magnétismes obscurs, et naissent des attractions dont l'effet, sur de petits États à orientation douteuse, n'est pas tout à fait nul.

Il est possible, en tout cas, que la démocratie allemande soit la garantie suprême de la démocratie polonaise.

*
* *

Certes, il faut proclamer que l'alliance avec la France, dans la presque unanimité des esprits polonais, reste la base de toute la politique extérieure de la Pologne. Mais ce principe une fois admis, dans les applications quotidiennes, il ne faut pas oublier que la politique étrangère, étant dirigée par la Diète, subit directement tous les contre-coups de la lutte parlementaire.

Dans la grande revue franco-polonaise de Varsovie, *l'Est*

européen, le rédacteur en chef, M. Szurig, écrivait à la date du 15 juillet :

« Bien des mésaventures, des échecs gros de conséquences sur l'arène internationale, s'expliquent par l'influence excessive de la politique intérieure sur la conduite des affaires extérieures. La Commission parlementaire, au lieu de se borner à exercer un contrôle, a pris sur elle le soin de diriger la politique étrangère de la Pologne par des votes et des résolutions souvent contradictoires et dans lesquelles, par la force même des choses, se reflétaient parfois les luttes des partis et les préoccupations intérieures.

« La substitution d'un corps collectif à la direction unique n'a pas été sans contribuer à imprimer à notre politique extérieure son caractère d'irrésolution, avec comme conséquence la réserve ou la méfiance de l'étranger. »

M. Skirmunt, il est vrai, voulut se libérer de la tutelle de la Commission. Ce fut une des raisons de sa chute. C'est lui, pourtant, qui, sous l'influence de la dictature passagère d'un groupe, aussi bien que sous l'influence de la peur du colosse russe, déclarait à la Diète au retour de Gênes : « La politique de la Pologne à la conférence fut souvent convergente avec les intérêts et les aspirations de la Russie des Soviets. »

Il ne faut donc pas exagérer l'appui diplomatique que nous pouvons attendre, en toutes circonstances, de notre alliée polonaise. Il ne faut pas non plus oublier que l'avènement du nationalisme farouche incarné par la démocratie « légionnaire » ne pourrait que relâcher les liens qui unissent nos deux pays.

* * *

A tout prendre, on se dit que les grandes faiblesses actuelles de la Pologne proviennent du morcellement prolongé qu'elle a subi. Les trois provinces ont suivi des routes différentes. Les courants économiques et intellectuels qui les parcourent ne tendent pas dans les mêmes directions.

C'est à un véritable éparpillement des intérêts et de l'âme nationale qu'il faut remédier. Trop de foyers de lumière sollicitent l'attention de la pensée polonaise. Tout tend à la désorbiter, à la faire sortir d'elle-même, à la rendre étrangère sur le sol national. La Pologne est un pays où presque rien

ne converge vers le centre, où la périphérie exerce une attraction presque souveraine. Les autonomies locales à Poznan, à Cracovie, à Wilno, à Kattowice, demain à Lwôw, entretiennent les particularismes administratifs et juridiques. Si du moins le pays jouissait d'une véritable unité intellectuelle !

Mais l'idée reine qui a longtemps fédéré les consciences, le patriotisme messianique, la revendication de l'indépendance, n'exerce plus sa force de cohésion. Un nouveau mot d'ordre synthétique n'a pu encore être trouvé. Les souvenirs désormais agissent à contresens. Cependant, la jeunesse s'efforce de se conquérir une autonomie spirituelle. Les *poètes légionnaires* essaient de créer une poésie qui ne plonge ses racines que dans la vie nationale. Mais ils ont trop exagéré leur horreur de tout ce qui est russe, trop anathématisé la barbarie moscovite pour qu'une réaction ne se produisît pas. Les voici presque abandonnés. Les Posnaniens restent fidèles à l'expressionnisme allemand ; les Galiciens gardent leurs tendances autrichiennes et écrivent parfois leurs œuvres en allemand d'abord. « La Pologne, nous dit un jeune critique de talent, Witold Wandourski, est une tour de Babel. Le séparatisme intellectuel y est plus fort encore que la particularisme administratif et politique. » Quelle faiblesse, on s'en rend compte, pour un pays, de n'avoir pour *classiques* que des *romantiques*, de manquer de la leçon de sagesse et de modération d'une époque heureuse, réalisant un véritable équilibre universel, quelque chose comme le dix-septième siècle français ! Il manque à la Pologne le *conseil* d'un Molière ou d'un Gœthe !

La Pologne n'a peut-être pas le droit d'avoir une tradition nationale. Car cette tradition ne pourrait lui enseigner qu'erreurs, décadences, crimes. Elle doit éviter de paraître continuer quelque chose. Elle est obligée d'être l'ennemie de son histoire.

Aussi, est-elle à la recherche d'un classicisme éternel. Le nôtre lui conviendra si nous savons le mettre à sa portée.

*
* *

Il est toujours dangereux de conclure. Et cependant toute notre étude tend d'elle-même à cette conclusion.

La Pologne n'a rien de l'État, tel que la tradition fran-

çaise le conçoit, rien d'une nation dirigée par un gouvernement central appuyé sur des classes moyennes, équilibrant et arbitrant les forces sociales, régnant sur un pays bien fait, établi dans un berceau de frontières naturelles, groupant en faisceau des aspirations communes. Heureusement que la décadence de l'idée de l'État apparaît aussi en Allemagne et en Russie. La dictature des trusts ou d'une classe dérange dans les deux grands empires l'harmonie politique et sociale où le siècle de Louis XIV nous a appris à voir un idéal. Il est possible que la Pologne puisse sans trop de risques quelque temps encore « subsister par l'anarchie ». Mais ces sortes de délais s'épuisent vite. Il faut les utiliser. Il y a des constantes géographiques et psychologiques dans la vie des peuples. La Pologne subit les siennes comme nous subissons les nôtres. Et c'est en songeant à elle que le mot de Charles Maurras paraît plus vrai que jamais : « La France est une patrie, mais toutes les patries ne sont pas la France ni pareilles à la France. »

Pierre Lafue.

Le Catalan de la Manche [1]

XV

Le lendemain de la grande course, de cet événement qui avait bouleversé le village, le Catalan, à peine levé, alla vite éveiller son fils qui dormait fatigué d'émotion et de gloire, et lui tint ce discours :

— Écoute, Joanet, je crois que nous avons à causer de ce qui s'est passé ces jours derniers et surtout hier après-midi. Il me semble que l'affaire en vaut la peine. Quoique je n'aie pas assisté à la course — car ma place n'était pas là — j'ai entendu de ce lieu consacré au travail les cris d'une chose qu'on nomme fête et qui, pour moi, devrait être qualifiée de chaos. Je savais qu'on te faisait un costume pour divertir, comme un saltimbanque, ces pauvres illettrés que je me suis proposé de mettre dans le droit chemin. Je savais que tu devais tuer injustement une bête qui ne t'a fait aucune offense et que tu recueillerais des applaudissements pour un acte qui n'en méritait point. Je ne t'avais rien dit, croyant que ce n'était qu'un amusement passager d'inconscient. Tu as dix-huit ans, et à cet âge, d'après Darwin, la pensée est encore sous l'influence de l'origine des espèces. Mais aujourd'hui, il s'agit de prendre une décision et de parler clairement. J'estime que je dois partir d'ici pour continuer l'œuvre de propagande que je me suis imposée pour ma vie entière.

(1) Voir *la Revue universelle* des 15 août, 1er septembre et 1er octobre 1922.

Il faut que j'aille délivrer des foules d'hommes incultes qui n'ont encore trouvé personne qui leur donne la main pour les relever de terre. Dès que je pourrai, je me rendrai à Barcelone et à Sant-Andrea pour reprendre contact avec les idées, puis je dois me remettre au plan de transformation de tous les moulins de la Manche. Tu vas donc laisser l'enclume et rester au moulin. L'heure est venue pour toi d'être libre et de travailler comme un homme libre. Qu'en dis-tu, Joanet?

Joanet, pour le moment, ne disait pas grand'chose. Il se gratta, se leva de sa chaise, se rassit, ôta sa casquette, et, après s'être bien gratté, parla encore moins.

— Je te demande ce que tu penses de mes plans, lui répète le Catalan.

— Je dis, répond-il, que je n'ai rien à dire. Vous avez vos plans et moi... moi je dois en avoir d'autres.

— Explique-toi.

— A quoi bon? Je vous dirais peut-être certaines choses qui ne vous plairaient guère.

— Je te donne la parole.

— Tout ce que vous faites pour les gens de ce village ne sert de rien ; ils ne vous écoutent pas et n'ont aucune envie de vous entendre. A vous, on ne vous dit rien, naturellement ; mais moi qui vais d'une maison à l'autre, je comprends ; oui, je sais les raisonnements qu'ils tiennent. Quelques-uns pensent que vous faites tout cela pour parvenir à avoir une place ; ils ne savent pas laquelle, mais enfin il s'agit d'une place. Certains s'imaginent que vous agissez pour le compte d'une société qui veut faire monter le prix des terrains et y faire passer ensuite un chemin de fer, je ne sais par quelle manière. Il y en a qui vous tiennent pour franc-maçon ; d'autres qui... enfin, je ne sais ce qu'ils s'imaginent, car lorsque je veux prendre votre défense, ils me répondent : « Pauvre Juanillo ! », et je ne puis rien tirer de plus d'eux.

— C'est qu'ils manquent d'instruction ! dit le père.

— Non ! répond le fils. C'est qu'ils ont pitié de vous, ou de moi ; ou peut-être pensent-ils que je ne sortirai jamais de la pauvreté.

— Je pourrai leur répondre que, dans la société future, les instruments de travail seront à nous, appartiendront à tous et que, par conséquent, il n'y aura ni riches ni pauvres.

— Dans la société dont vous parlez, répond Joanet en rechignant, il en sera peut-être ainsi. Mais ce que je sais, c'est qu'avec le marteau je n'aboutirai jamais à ce que je veux.

— A quoi voudrais-tu aboutir?

— A n'être plus pauvre.

— Explique-toi plus clairement. Songes-tu, par hasard, à t'embarquer? A partir pour l'Amérique? Veux-tu être un bourgeois? T'es-tu mis en tête de passer la mer pour faire fortune?

— Je n'ai jamais songé à passer la mer; mais à faire fortune, oui; je le veux! Il y en a de moins délurés et de moins courageux que moi qui obtiennent des contrats partout où ils veulent. Il n'est pas nécessaire d'aller loin pour gagner de l'argent. Avec du cœur et des jambes solides, on a tout ce qu'il faut.

— Je ne comprends rien à ce que tu me dis. Encore une fois, explique-toi. Que signifie ce programme et qu'entends-tu par « avoir du cœur et des jambes solides »? Qu'est-ce que le cœur a à voir avec le moulin et le four?

— Avec le moulin et le four, rien.

— Alors, avec quoi?

— Avec autre chose.

— Quelle autre chose? Voyons!

— J'ai cru que vous devineriez. Je veux être... donc, je veux être... torero.

— Torero! répond le père en ouvrant et fermant les yeux comme s'il voulait s'éveiller. Torero, toi! Mon fils torero!

— Je ne crois pas que ce soit une sottise.

— Écoute, mon enfant. Si on m'avait dit que, reniant mon sang, tu as envie d'être évêque; que, te moquant de mes principes, tu veux être capitaliste; que tu veux être propriétaire... vois-tu, même propriétaire! j'aurais voté contre, je t'aurais infligé un vote de blâme. Mais... torero! C'est si loin de tout ce que je pouvais imaginer que tu m'as coupé la parole.

— Ce métier est-il si déshonorant à vos yeux?

— Non, vois-tu, j'en suis complètement ahuri. C'est comme si on m'avait demandé brusquement combien il y a d'hommes dans la lune. Aucun des livres de sociologie que j'ai étudiés ne parle de cette profession. Allons, laissons cela, viens au moulin!

— Au moulin? Non, jamais plus!

— Comment! Tu refuses de venir!

— Je suis libre!

— Que veux-tu dire par là?

— Je suis libre. Vous me l'avez dit cinquante fois. Vous m'avez appris, quand j'étais enfant, que je ne dois pas me laisser réduire en esclavage et que je dois suivre le chemin que je veux; que les pères ne doivent pas contrarier les inclinations de leurs fils; enfin qu'il appartient à l'État seul de nous éduquer jusqu'à l'âge de

quinze ans. J'en ai dix-huit ; il y a donc trois ans que je suis libre.

— C'est ce que disent les livres !

— Ils le disent, et moi je le mets en pratique.

— Ah ! non, non, tu ne seras pas torero ! dit le Catalan sur un ton résolu.

— Vous voudriez donc faire de moi un esclave? réplique le jeune homme avec énergie. Vous voudriez m'enchaîner? Et vous renieriez tous les enseignements que vous m'avez donnés depuis que j'ai l'âge de raison ! Si l'État veut que je ne sois pas torero, qu'il vienne, l'État, et qu'il m'en empêche ! Mais l'État ne m'en empêchera pas.

— Mais ce que je t'ai dit de l'État, de la liberté et de l'émancipation concerne l'avenir et non le présent ! crie le Catalan hors de lui. Nous n'y sommes pas encore, tonnerre du ciel ! Ce n'est pas dans nos propres familles que nous devons faire des expériences. Personne n'a rien à gagner avec le métier que tu veux prendre, ni le pays, ni l'ouvrier, aucun de nous, déshérités que nous sommes ! Quels principes penses-tu sauver en allant te battre avec un taureau? Que revendiqueras-tu en compagnie des bœufs? Que tu sois un bon ou un mauvais matador, que feras-tu pour l'amélioration du sort des travailleurs?

Là-dessus, il prit sa tête entre ses mains et ajouta :

— Travailler pour l'humanité et ne pas parvenir à faire de mon fils un homme conscient ! A quoi sert la liberté si on en fait un pareil emploi?

— Elle me servira à devenir ce que je veux être, c'est-à-dire matador.

— Tueur, toi le fils d'un pacifiste ! s'écrie le père, la tête de nouveau entre les mains comme pour l'empêcher d'éclater. Joli titre pour la propagande que celui de matador !

Puis, changeant de ton :

— Va-t'en ! Tu n'as plus de père !

— Est-ce à dire que vous ne me donnez pas l'autorisation?

— Qu'ai-je à te donner une autorisation, si tu es libre !

— Père, dit le fils plus soumis, quoique je ne fasse que mettre en pratique les idées que vous m'avez enseignées, je me souviendrai de vous. Tout l'argent que je gagnerai sera pour vous et pour ma mère et vous pourrez même l'employer pour le bien de cette humanité que vous m'avez appris à aimer, et en faveur de laquelle je veux aussi revendiquer... mais avec les taureaux. Qui sait si, quelque jour, vous ne me serez pas reconnaissants d'avoir quitté la maison !

— Ce n'est pas seulement pour toi que je me plains, mais aussi pour les principes que tu détruis ! dit le Catalan pris dans ses

propres utopies. Mais va-t'en ! Je ne serai pas le seul père qui se soit vu abandonné de sa descendance. J'essaie d'arracher des enfants du bourbier de l'ignorance et tous ceux que j'arracherai seront des ennemis de leurs pères. Mais toi, ennemi du tien ! Tous ceux que je délivre seront des exemples à tes yeux et des raisons de repentir pour ton Moi ! Plus le peuple sera abruti, plus sa renaissance sera belle. Tolstoï eut à lutter, lui aussi, contre l'égoïsme de la famille. Si tu t'en vas, — ce que je me refuse encore à croire — je te jure sur les droits de l'homme, sur la délivrance de l'homme, sur l'émancipapation de l'homme, que j'élèverai ce village de Cantalafuente à un tel état de conscience que tu ne pourras plus y donner une course de taureaux.

En disant ces mots, il s'enferma dans le moulin comme dans une forteresse.

Joanet resta seul, plein d'hésitations. Il voulait aller parler à sa mère, et ses jambes ne le portaient plus ; il voulait aller chez le maréchal ferrant, et il restait cloué au sol ; il voulait partir et il voulait rester ; et cela dura jusqu'au moment où surgit devant lui Frascuelo qui, de sa cachette, avait entendu la conversation et qui l'embrassa en lui disant :

— Tu es un homme, Juanillo. Le moulin est bon pour les gens casaniers. Pour les bons bougres comme toi, le taureau !

La vérité est que si Joanet avait eu l'audace de parler ainsi à son père, c'est qu'il avait eu avec les toreros de village une conversation par quoi son sang était entré en ébullition. La veille au soir, à la *Grenouille*, Faustino et ces vagabonds, après avoir bu quelques verres, l'avaient tellement surexcité dans ses aspirations qu'il devait forcément être pris d'un violent désir de quitter ce tranquille Cantalafuente.

— Que te manque-t-il? lui avaient-ils dit. Le plus difficile pour un torero est d'avoir un costume de gala et toi tu en as un qui est une splendeur. Un beau costume et une épée, que faut-il de plus? Que ferais-tu ici, nigaud? Ferrer des animaux toute ta vie? Les animaux sont faits pour être toréés et non ferrés. Les ferre qui veut ou qui n'a pas le courage de les braver face à face ! Dans le monde il y a trois classes d'hommes, qui sont : les riches, les pauvres et les matadors. Pauvre, tu l'es déjà, et tu continueras de l'être. Riche, ne peuvent l'être que ceux qui l'ont toujours été. Torero, l'est celui qui possède... ce qu'il faut posséder pour cela et n'ont pas peur de le perdre. Nous savons bien que l'hôpital nous attend. Et après? Mais avoir vécu tout cela ! Le mouvement, la course, la liberté ! Dix mille hommes qui t'applaudissent ; cent femmes qui te disent :

« A toi mon amour, beau brun ! » Est-ce que cela ne guérit pas les blessures? Qui viendra te chercher à la forge et te porter en triomphe sur ses épaules? Qui fera ton portrait si on te rive à ce que ceux qui ne travaillent pas appellent le saint Travail? Crois-nous, Juanillo, quitte ta maison !

Leurs propos finirent par décider Joanet à partir le lendemain même, après une conversation avec son père au cours de laquelle il se déclarerait libre.

Quant à Faustino, ah ! celui-là, non seulement il ne devait pas avoir de discussion avec M. Prepedigno, mais encore son départ devait être un motif d'allégresse aussi bien pour sa famille que pour lui. Que pouvaient espérer de plus ces humbles aubergistes de village, que d'avoir un fils torero? Que serait-il devenu en restant dans sa maison? Combien de mères avaient enfanté des matadors comme ce Faustino qui, dès l'âge de quatre ou cinq ans, avait eu la vocation comme si c'eût été la volonté de Dieu? Que ne paieraient-ils, les voisins, pour avoir un fils qui, si jeune, avait déjà tué son premier *novillo* de quatre ou cinq estocades? Et qui donc en tuait, de jeunes taureaux, dans ce Cantalafuente où il n'y avait qu'un boucher, et encore ne tuait-il que des bêtes à laine? Le père voyait déjà le nom de son fils en lettres d'or sur de grandes affiches annonçant les courses. Lorsque le gars lui annonça qu'il partirait le lendemain, il fit apporter un dernier verre de vin de Villarubia de Santiago, pleura un peu, lui donna sa bénédiction et lui dit :

— Va avec Dieu ! Ton père a été élevé dans la sainte crainte de Dieu ; toi, aie la sainte crainte des taureaux et que ta mémoire honore l'hôtel où tu es né. Ne sois pas lâche, mais sois prudent, car les lâches ne laissent aucun souvenir, tandis qu'on parle longtemps et beaucoup des hommes vaillants. Envoie-nous une tête de bœuf, nous la placerons au-dessus du foyer pour te donner en exemple aux clients. Rappelle-toi que tu as un père qui t'a guidé pour que tu sois ce que tu es et ce que tu vas devenir. Enfin, si un accident te rend invalide, reviens à la maison.

Il lui donna quelques pesetas. Joanet toucha huit écus de salaire du maréchal ferrant ; il fit un paquet de son costume, d'un peu de linge et de sa guitare et ce garçon si vaillant commit, avant de quitter le village, l'unique lâcheté de sa vie : il ne prit congé ni de son père, ni de sa mère, ni de la Nati. Les larmes l'effrayaient plus que les coups de corne, que l'hôpital, que les cris et les insultes du peuple. Sur le soir, en cachette, les rôdeurs de villages et les deux *espadas* prirent le chemin des vastes plaines de la Manche.

Lorsqu'ils se virent loin du village, Joanet et Faustino, comme

deux oiseaux enfuis de la cage, étendirent leurs ailes pour courir et, d'une seule traite, firent une vingtaine de kilomètres. La plaine leur semblait étroite, ils n'en avaient pas assez, ils en voulaient davantage. Ils avaient peur que le monde ne fût trop petit et quand enfin ils s'arrêtèrent, ils remarquèrent que leurs compagnons, les joyeux lurons de la veille, une fois dans la solitude de la lande étaient devenus les enfants les plus silencieux, les plus tristes, les plus timides qu'ils eussent jamais rencontrés. La plaine les aplatissait sans doute, ou bien la quiétude du paysage devait obstruer leur cœur. Quoi qu'il en soit, ils allaient cheminant avec gravité comme si la Manche eût été une arène et que la loge du président de la corrida fût dans le lointain. De temps à autre, dans le fond, on voyait la silhouette d'un taureau qui regardait passer la petite bande ; Joanet le contemplait et semblait penser : « C'est toi qui feras de moi un homme. C'est pour toi que je vais à l'aventure. Pour toi que j'ai fui la maison paternelle. » Et un remords le saisissait ; mais, songeant qu'il deviendrait riche et qu'il arracherait ses parents de ce pauvre Cantalafuente, il étendait de nouveau les ailes, et de cheminer, de cheminer encore. Enfin ils arrivèrent à un village exactement pareil à celui qu'ils avaient quitté ; la *cuadrilla* s'y arrêta pour passer la nuit.

Si nous voulions parler de tous les villages où ils séjournèrent ensuite, cela nous mènerait si loin que nous en serions fatigués. Tantôt à pied, tantôt en diligence, ou dans un compartiment de troisième classe d'un train, ils allaient partout où ils sentaient le flair d'un taureau qu'ils pussent toréer. Nous ne dirons pas non plus leurs hauts et leurs bas dans ce chemin d'aventures. Il y avait des jours de chance où ils dînaient deux fois ; il y avait des semaines où, pour dîner, ils se seraient contentés d'une tranche de vache enragée. Un jour, ils trouvaient des admirateurs enthousiastes qui les invitaient à de somptueux repas et le lendemain ils trouvaient des auberges dont on ne voulait même pas leur ouvrir la porte ; un jour, ils fumaient, un autre, ils crachaient. Nous ne les suivrons pas non plus dans ces nombreuses *corridas* où ils étaient tantôt sifflés, tantôt portés en triomphe par le public. Mais nous nous arrêterons avec eux à Aranjuez parce que dans cette ville devait se passer un des événements les plus transcendants de cette véridique histoire.

En outre, passer par Aranjuez et ne point s'y arrêter pour l'admirer serait un crime de lèse-beauté qui ne mériterait pas de pardon. Aranjuez avec ses jardins, avec ses bocages et ses promenades, ses fontaines de marbre, ses broderies de bois et ses guirlandes de fleurs

se mirant dans des ruisseaux d'une classique sérénité, est une oasis merveilleuse au milieu de la lande nue. On pourrait s'imaginer, en se trouvant tout à coup au milieu d'une pareille verdure, que tous les arbres de la Castille s'y sont réunis au bord du Tage pour se donner mutuellement de l'ombrage ; qu'ils se sont emmurés eux-mêmes dans des enchevêtrements de feuillage pour que tous les oiseaux de la plaine puissent s'y réfugier et y construire leurs nids. Aranjuez est semblable à ces jardins qui croissent en un cimetière, d'autant plus exubérants et somptueux que tout ce qui les entoure est desséché ; c'est un grand rosier au milieu de la campagne, le rameau le plus beau et le plus fleuri sur une table de pauvre ; nulle part l'ombre n'est plus agréable que sur cette terre de soleil, et nulle part l'eau n'est la bienvenue comme sur cette terre aride. Aranjuez est un éclat de l'âme du paysage. Ce sont tous les arbres abattus qui renaissent de leurs cendres.

Il faut dire que ni Juanillo, ni Faustinillo, ni leurs compagnons ne s'étaient arrêtés pour les arbres, les fleurs et le paysage. Ce n'étaient pas des bocages qu'ils cherchaient ; ils s'étaient arrêtés pour se reposer et voir s'ils ne pourraient pas trouver un engagement pour des courses dans les villages environnants. Par un grand hasard ils avaient pu économiser un certain nombre d'écus. Ils avaient bien eu, en partant de Cantalafuente, la bonne pensée d'envoyer des fonds à leur famille. Mais cela ne pressait pas ; et comme l'argent les embarrassait, ils avaient décidé de se divertir tant qu'ils pourraient puisque leurs compagnons redevenaient allègres dès qu'ils étaient en des lieux habités.

Aranjuez n'est pas un lieu pour débauches ni même pour divertissement. Paysages et divertissements ne vont guère ensemble. Aranjuez est sérieux ; il est austère. C'est une ville de « patrimoine royal », une cité de discipline, grave comme elle doit l'être. Aussi, après avoir couru les trois ou quatre tavernes où il y avait un peu d'expansion, où on comprend la guitare, où on sait apprécier la tauromachie, force leur fut d'aller échouer en un cinéma.

Au cinéma, pour voir le spectacle de près et n'en rien perdre, ils prirent des places de premier rang.

Le Catalan propagandiste aurait dit que « le cinéma est un centre d'éducation des classes déshéritées où le peuple peut s'instruire d'une manière plastique et à bon marché » ; et, en effet, nos déshérités s'instruisirent durant deux heures de toute la pédagogie qu'enseignent les pellicules. Ils apprirent comment on assassine dans toutes les parties du monde, comment on force un coffre-fort, et comment on trompe un ami marié dans tous les pays civilisés.

Lorsqu'ils se furent bien instruits, le théâtre s'illumina, l'écran fut levé et sur la scène du théâtre parut, comme jaillissant de la lumière, une jeune femme, la chanteuse la plus endiablée de toutes les Andalousies.

Ah! ce fut un beau contraste! On eût dit une perle qui naissait de la nuit. Son manteau était brodé d'une profusion de fleurs couleur d'orange et de sang. Quelle souplesse de mouvements et quelle flamme! Une plume poussée par le vent ne serait pas entrée en scène avec une telle légèreté. Et quels cheveux noirs, quels yeux brûlants comme des braises! Après avoir fait le tour de la scène, elle chanta une chansonnette d'un goût douteux, avec une voix faible mais si profonde qu'elle semblait sortir d'un cœur qui devait battre entre des flammes comme une âme du purgatoire. Ensuite elle dansa quelques malaguègues en se balançant comme un roseau et se pliant comme une sirène et, quand, à la fin, cambrant son corps, elle fit avec ses bras un *quiebro* tel que si un taureau l'avait vu il se serait agenouillé devant elle, nos pauvres toreros ne se mirent pas à genoux, mais ils se dressèrent comme pour se précipiter vers la scène. Ils auraient voulu baiser les planches sur lesquelles trépignaient ces petits pieds d'odalisque.

Notre Joanet, surtout, qui fut le seul à se taire, resta sans haleine comme si elle eût respiré pour lui. Si fort fut le rayon de clarté que reçut son âme qu'il lui fit l'effet d'un coup de lance donné par un rayon de soleil. Il ne savait pas si elle était belle, si elle dansait ou si elle volait, si elle était blanche ou brune; il ne savait qu'une chose: qu'il voyait une femme pour la première fois, qu'il y avait des yeux qui l'aveuglaient; qu'il venait d'être blessé et ne s'en guérirait jamais; qu'il venait de naître à ce moment même et qu'il naissait pour mourir d'elle.

A la sortie, il allait comme un perdu. Il était si ébloui que s'il y avait eu des lampes allumées il serait allé se heurter aux vitres. Il semblait que cette image s'était clouée aux prunelles de ses yeux et, dans l'obscurité, il la voyait phosphorescente, changeant de couleurs; aussi tandis que les autres en parlaient, célébrant sa grâce, lui ne disait rien; il enfermait cette vision au plus profond de lui-même afin qu'on ne la lui volât point.

De là, ils allèrent dans un café et, comme lorsque le destin va de conserve avec le diable pour la préparation d'un hasard qui vous fait tomber dans un guet-apens où aucun de vos os n'est laissé en place, voilà que la sirène vint s'asseoir dans le même café, et — adieu, Joanet! — si, loin d'elle il avait été bouleversé, à ce point, que sera-ce de près! On pourrait préparer un cercueil pour son cœur, car il ne s'échappera pas de cette aventure.

La danseuse n'avait plus son costume de scène. Elle était vêtue comme toutes les artistes de café-concert lorsque, des planches de la scène, elles sont descendues aux réalités de la terre ; elle allait avec une robe effilochée, avec un maquillage de la figure déteint, avec tout ce que la splendeur a perdu, tout ce qui s'en est effacé. Elle était accompagnée de sa mère, une petite vieille mal faite, habillée d'une robe usée par une autre femme et jetée, une de ces mères d'artistes qui ne voient rien quand il ne faut pas voir et ne comprennent pas quand elles ne doivent pas comprendre, qu'on relègue dans un coin comme un manteau dans une garde-robe, à qui on donne à manger au bout de la table, et qu'on avertit quand elle devient un embarras. Nous devons ajouter, pour être véridique, que la danseuse andalouse vue de près n'était pas aussi belle que sur son trône. Elle était jeune, mais avec des yeux fatigués ; elle était de couleur de lune mais avec la peau fanée ; ses yeux étaient comme de feu, mais avec cette couche de cendre que laisse l'abus du regard ; elle avait la bouche belle mais un peu effacée et déteinte comme par les froissements d'amour d'une nuit, et si Joanet avait pu l'examiner il aurait compris que cette fleur avait perdu beaucoup de feuilles ; mais il ne la voyait pas, il voyait l'autre, celle de la scène, la Femme, la première femme qui était entrée dans ses yeux par les portes de l'illusion et le seuil de la fantaisie.

Il l'invita aussitôt et elle ne se fit pas prier du tout. Elle va s'asseoir au milieu des jeunes gens qui ont fait apporter pour elle du vin blanc comme il est d'usage en pareilles circonstances, et une tasse de café au lait pour sa mère qui veut y ajouter une tartine beurrée pour se refaire de la fatigue d'avoir vu danser sa fille. On s'aperçoit alors que la chanteuse est comme les toreros : en dehors de son art, triste comme un cyprès et muette comme une image.

Quand les jeunes eurent appris qu'elle s'appelait Nieves et sa mère Dorothée, ou Mme Dorothée, ne sachant quoi dire ils saisirent les guitares, et alors ce fut autre chose. Tout ce qu'ils étaient incapables d'exprimer, ils le firent dire par ces cordes qui vibraient comme leurs nerfs et tremblaient comme leurs cœurs. Tout en jouant une *Solea*, un tango ou une malaguègue, ils buvaient des verres de vin qui les exaltaient sans les réjouir ; ils égrenèrent tous leurs soupirs, un à un, en chansons qui étaient des plaintes plus que des phrases d'allégresse, pendant que Nieves poussait de temps à autre un « Olé ! » ou un « bravo ! » instinctivement, par métier ; puis, c'était un grand silence.

Mais tout ce qu'elle ne disait point, tout ce que sa bouche taisait était révélé par ses yeux. Soit qu'elle comprît que Joanet avait

le cœur gros d'émotion et qu'il était exubérant de vie ; soit qu'il lui parût le plus enhardi par la passion ; soit parce qu'il était le plus jeune de l'assemblée, le plus beau gars, celui dont la fraîche candeur ouvrait le champ aux plus douces espérances, soit qu'il fût un remède nouveau pour ce cœur fatigué, Nieves ne le perdit pas un moment de vue. De son regard elle lui buvait les yeux ; enfin, brusquement, elle se leva, alla s'asseoir à son côté, lui tendit un verre comme si elle lui eût offert la vie et posa sa tête sur la poitrine du jeune homme comme pour se donner à lui de corps et d'âme.

Joanet en fut si stupéfié qu'il ne sut quoi dire, ni s'il devait l'embrasser ou s'enfuir. Il resta un instant immobile par peur de s'éveiller d'un songe. Il tremblait comme une feuille ; il l'étreignit comme un enfant, il la garda contre lui comme une femme jusqu'au moment où, les verres vidés, tous sortirent du café.

Mme Dorothée, avec une tactique prudente qui lui avait déjà donné de bons résultats, dit qu'elle irait seule avec sa fille pour n'être pas remarquées des gens ; elles marchèrent d'un côté de la rue et les toreros de l'autre ; mais Nieves, en prenant congé de Joanet et en lui disant : « A demain ! » profita de l'obscurité pour lui donner sur les lèvres un baiser qui ne devait jamais plus s'effacer, un baiser qui l'atteignit jusqu'au fond du cœur comme une balle.

Pendant le reste du chemin, il ne vit plus rien, il n'entendit pas qu'on riait près de lui ; il n'entendit pas les mots de jalousie de ses compagnons. En arrivant à l'hôtel, il était fou d'illusions et de fantaisies.

Faustino avait reçu une lettre de son père. Tout allait bien. Il parlait du village, de l'hôtel, de ses enfants, du cafetier ; il ne disait rien de la mère de Joanet, lequel, d'ailleurs, à ce moment, n'aurait même pas écouté. La lettre annonçait enfin que le Catalan préparait un grand meeting.

XVI

Après une nuit d'insomnie, Joanet se leva dès l'aurore. Il lui semblait que sitôt levé il pourrait voir sans retard celle qu'il appelait déjà sa Nieves, mais sa Nieves n'était pas femme à se lever de bonne heure. Ce baiser qu'il avait reçu lui donnait soif d'en recevoir d'autres. Comme si on eût baissé les vitres de la fenêtre de son cœur, la clarté de l'amour était entrée dans son âme, mais la clarté seulement, et il sortit, il alla par les rues comme à la recherche de pailles pour faire un nid. Il passa sous les balcons de la maison où elle devait

dormir. Tout était fermé. Il lui semblait impossible qu'après un baiser comme celui-là les murs ne tremblassent pas et les fenêtres ne s'ouvrissent point.

Un peu plus tard, ses compagnons se levèrent pour partir. Ils devaient aller à Ciempozuelos pour préparer une *novillada* qui aurait lieu le dimanche suivant ; ils dirent à Joanet de se tenir prêt à se mettre en route aussitôt après le déjeuner.

Joanet leur répondit qu'il serait à son poste le dimanche mais que jusqu'à ce jour il ne bougerait pas d'Aranjuez ; il voulait passer la semaine dans cette ville parce que... parce que tel était son plaisir.

Tous comprirent l'excuse et se mirent à se moquer de lui. N'avait-il pas honte d'abandonner l'art pour une femme? Et pour la première qu'il trouvait, alors que dans la voie où ils s'étaient engagés il en trouverait par douzaines, tant qu'il voudrait, qui solliciteraient son amour et seraient aussi jolies, aussi séduisantes que cette Nieves ! Et puis, il n'y avait pas une femme qui valût un taureau de Miura, de Saltillo ou de Veragua, ni les cris de tout un public enthousiasmé lançant des chapeaux dans l'arène devant le matador vainqueur ! Ne savait-il pas que plus tard il trouverait jusqu'à des marquises qui l'enverraient chercher dans une voiture à deux chevaux pour savoir comment aiment ceux qui ont le sang torero? Il fallait manquer totalement de dignité et de rectitude pour abandonner les camarades ; et pour qui? Pour une vulgaire danseuse !

Joanet écoutait ses compagnons sans leur répondre un mot, mais son front devait être barré de telles rides, il devait serrer les poings d'une telle manière comme pour foncer sur l'adversaire que ses amis changèrent vite de ton ; ils cessèrent de le tourner en dérision, ils lui dirent qu'on se retrouverait le dimanche et lui conseillèrent de ménager ses forces car les taureaux aussi sont jaloux. Après un : « Adieu, et bonne chance ! » ils se mirent en route.

Joanet, une fois seul, retourna devant le balcon. Entrerait-il? Oserait-il entrer? L'inviterait-il à déjeuner? Cette dame Dorothée les laisserait-elle aller ensemble? Devait-il les inviter toutes deux? Est-il possible d'aller avec une mère qui sait qu'on veut de sa fille? Est-il vrai qu'il y a des mères de ce genre? Avait-il le droit de les attendre? Le baiser, le baiser était bien un droit ; un droit qu'il sentait encore brûler sur ses lèvres ; mais enfin, il ne savait à quel point un baiser d'adieu, si expressif qu'il fût, autorisait la familiarité avec une femme comme cette danseuse qui avait connu tant d'hommes de plus d'expérience, de valeur et d'audace que lui.

Notre Joanet ne pouvait savoir qu'il possédait une chose que

beaucoup d'autres n'ont pas : il avait la jeunesse, une jeunesse épanouie comme une fleur au mois de mai ; il avait un teint de visage coloré que le temps n'avait pas encore flétri ; il respirait la joie de vivre, la vigueur de la vie que la danseuse déjà lassée en son printemps avait devinée au feu de ses lèvres en les sentant trembler de fièvre.

S'il était anxieux de la voir, elle ne gardait pas non plus sa sérénité. Il ne serait qu'un nuage d'été, mais elle le voulait. Elle voulait ses bras comme l'arbre décortiqué veut le lierre pour se protéger des blessures, dussent leur étreinte la tuer. Aussi ce fut elle-même qui alla le tirer du doute.

Pendant qu'il descendait la rue, il sentit un bras qui l'enlaçait.

— Me voici, dit-elle. Tu n'es pas venu me chercher, tu m'as déjà oubliée peut-être, mais moi je ne t'oublie point. Allons où tu voudras.

Et elle fit signe à sa mère de rebrousser chemin et de retourner à la maison.

Aller où il voulait? Dieu du ciel! Où n'irait-il pas avec elle? Y avait-il un nuage plus léger pour la porter en triomphe? Y avait-il une étoile où on pût la porter à bras tendus? Où trouver des ailes pour la conduire à un nid au sommet des arbres?

Il se mit à cheminer avec elle ; il ne sentait pas le poids de son bras qui pourtant lui donnait une émotion exquise ; il l'entraîna rapidement comme s'il l'eût enlevée à quelqu'un ou comme si on eût voulu la lui prendre, fuyant le monde, ivre de joie, essoufflé, glorieux comme s'il portait l'ostensoir de l'amour ; parvenus à un bocage, ils se trouvèrent sous un dais d'arbres le plus beau, le plus touffu, le plus fleuri qu'un poète pût inventer, non pour une danseuse et un apprenti torero, mais pour servir d'alcôve aux Néréides mêmes.

Ce bois de magnificences était le jardin du Prince, bien digne de ce nom. Ils s'étaient engagés dans une étroite allée conduisant au fond, formant une nef de verdure où le soleil s'arrêtait forcément au sommet des branches sans pouvoir traverser les arbres. A droite, les ormes, les saules et les tilleuls empêchaient de voir le lointain barré par le grand mur de feuilles noires que formaient les cyprès ; à gauche, de très hauts peupliers rangés en file le long de l'eau ; et le sol couvert des fleurs lumineuses comme un tapis de perles.

Ils entrèrent comme des oiseaux de passage cherchant leur nid toujours plus loin ; elle, émerveillée par ces jardins dont elle n'avait jamais soupçonné l'existence, et lui étonné par l'immensité des arbres dont il ne voyait que les reflets joints à ceux des yeux de son amie.

S'il n'avait pas eu peur des gardes qu'on apercevait de loin en loin, il l'aurait portée dans ses bras ; mais il se contentait de la serrer contre lui, de la boire des yeux et d'égrener à son oreille une litanie de paroles d'amour. » Le bois disposait des rideaux pour construire un réduit d'ombre et de mystère. Mais elle, heureuse de se sentir profondément aimée et lui, la suivant, ensorcelé, paraissaient chercher l'alcôve princière de ce jardin pour se blottir dans son feuillage.

Au bout de l'allée, ils passèrent sous des arceaux de roses blanches et, comme deux grands papillons, ils allèrent tomber en un champ de fleurs. Il y en avait une telle abondance qu'on aurait dit que le mois de mai y avait secoué son tablier. Géraniums vermeils comme des braises ; œillets épanouis comme des méduses ; lis couleur de feu ; pensées pareilles à des gouttes de cadmium. Et des roses partout : blanches, jaunes, cramoisies, vermeilles, dont le vent emportait les feuilles comme un automne fleuri.

Elle en piqua une à sa chevelure et une autre à son corsage puis, cheminant toujours, ils arrivèrent devant les ruines d'un château baigné par les eaux du Tage.

Le fleuve, en cet endroit, coulait si sereinement et ce coin du paysage était si tranquille que la pauvre danseuse impressionnée par cette paix et plongée dans d'ineffables délices qu'elle n'avait jamais éprouvées, ouvrit le livre des confidences et se mit à lire sa vie comme si elle eût parlé toute seule.

Elle était née à Cordoue et avait vécu à Madrid. Comme tant d'autres, elle était d'une famille distinguée à laquelle les hasards de la vie avaient été défavorables. Son père avait été employé dans un ministère, comme ses oncles, comme ses frères, comme tous les hommes de sa famille. Il avait eu la chance que son parrain fût un chef de bureau qui était parvenu à placer tous les siens. Tous étaient employés, mais seulement quand le parti auquel le parrain était affilié occupait le pouvoir ; dès qu'il tombait, tous tombaient comme des châteaux de cartes, et c'était alors la misère noire en attendant le retour de leur ministère. « Mon père, continue-t-elle en tournant un feuillet, qui avait des idées avancées, voulait me faire entrer dans l'administration des téléphones parce que, disait-il, la femme doit gagner sa vie. Mais moi, soit parce que je suis née sur la terre de la grâce et dans la patrie de Lagartijo, soit que j'eusse cela dans le sang, je ne me plaisais qu'à danser et à voir des taureaux, et surtout des toreros. Les toreros — et elle embrassa Joanet de tout son cœur — sont les seuls hommes au monde qui méritent d'être aimés. Les autres hommes... ne sont pas des hommes ; c'est le public des arènes,

et ils ne valent pas la peine qu'on les regarde. Un jour, mon pauvre père mourut. J'avais alors treize ans ; j'étais allègre comme un jardin d'Andalousie. Par hasard, à cette époque, mes frères étaient placés parce que leur parti était au pouvoir ; avec leur aide j'aurais pu faire mes études et devenir téléphoniste. Mais, d'accord avec la mère, ils me dirent : « Pourquoi te fatiguer à étudier? Pourquoi s'enfermer en une cage quand on a la jeunesse, la grâce et qu'il y a tant de pays à courir? Quel est l'homme qui ira te chercher dans un bureau garni de fils de fer? De combien de toreros feras-tu la connaissance si tu restes enfermée jour et nuit? Et quel salaire gagneras-tu? La danse, c'est tout pour une femme. En dansant, on gagne de l'argent, on se fait applaudir et aimer. Tous les hommes vous regardent comme une étoile tombée du ciel, et les femmes comme un démon ; de tous côtés s'ouvrent des bras... »

Et elle se laissa tomber dans ceux de Joanet et conclut :

— Naturellement l'amour a ses épines aussi, et quelques-unes m'ont percé le cœur bien que je n'aie que vingt ans. Mais je t'ai, toi, qui me fais oublier ce qui a pu m'arriver et tous ceux que j'ai pu désirer. Je suis libre de courir, de voler, d'aller comme le vent. Et on voulait faire de moi une téléphoniste ! Moi, téléphoniste ! Moi qui ne crois qu'à deux choses : aux chansons et aux taureaux, à moi et à toi ! Le reste ne compte pas.

— Je t'aime, et je n'aime rien autre ! lui répond Joanet. Si on m'avait juré, il y a deux jours, qu'il existait des femmes comme toi, j'aurais dit que c'est un rêve. Tu es à moi, je t'embrasse, et j'ai encore de la peine à le croire. Je me figure que tu vas me fuir, si étroitement que je t'embrasse. Tu as raison. Je viens tout juste de naître au monde ; mais il me semble qu'il n'y a pas d'autre vie que la tienne et celle que je te donnerai, et si je désire être un torero dont on parle partout, ce n'est plus maintenant pour moi, mais pour toi. Mon père aussi, comme le tien, voulait faire de moi quelque chose comme un téléphoniste, un mécanicien ou un forgeron : ce qu'il appelle un soldat du progrès. Mais, pauvre père ! en aimant ce qu'il nomme l'humanité il n'a pu parvenir à un bonheur comme celui qui est le mien.

Et ils mirent fin aux confidences en se fermant la bouche avec des baisers.

De temps en temps, un couple de faisans allait se coucher. On entendait siffler les merles dans l'épaisseur des ronces. A la cime des plus hautes branches roucoulaient les tourterelles ; des oiseaux piaillaient, volant à ras du fleuve comme une flèche. Et les deux amoureux ayant terminé la conversation que deux amoureux

peuvent avoir se tenaient étroitement les mains et murmuraient : « Je t'aime ! » en faisant chœur avec les autres oiseaux dans cet angélus d'amour.

Elle aussi se sentant oiselle ou éprouvant le mal des oiseaux, par un instinct de son cœur, pour exhaler l'émotion de son âme, pour parler sans paroles, comme quelqu'un qui soupire, se mit à chanter comme les autres ; et lui qui ne cessait de la contempler, lui disait non en chantant, mais avec des mots qui étaient presque une musique :

— Jure-moi ! Jure-moi que tu m'aimes et que tu m'aimeras toujours !

— Contente-toi d'être aimé maintenant, lui répondait-elle en riant.

— Tu dois m'appartenir !

— Je t'appartiens déjà.

— Mais pour toujours !

— Nous ne sommes nés, ni toi ni moi, pour toujours. Prends-moi, si tu veux, telle que je suis et ne regarde pas dans le lointain de l'avenir.

Comme il allait lui donner un baiser sans regarder dans ce lointain, la prose de la vie, sous l'innocente forme d'un pêcheur à la ligne qui vint s'asseoir sur cette plage, interrompit l'idylle.

Ils se levèrent et s'en allèrent, cherchant l'âme de ce bois où les oiseaux chantaient sans que personne les dérangeât, sans parler, sans se poser des questions, sans se rappeler le téléphone et le progrès humain ; ils ne songeaient qu'à l'amour, et leur vocabulaire se réduisait à ces mots : « Je t'aime... Tu m'aimes... Aimons-nous... » Ils venaient de prendre l'humanité en haine. Tous les hommes, même les pêcheurs à la ligne, étaient des trouble-fête méprisables. S'ils avaient pu, d'un souffle ils auraient dépeuplé le monde, et ils seraient restés tous deux, seuls, dans les bras l'un de l'autre en un paradis terrestre, abrités par des arbres centenaires, tout à l'amour ; ils auraient désiré se perdre pour ne plus compter les heures ni le temps. Ils pénétrèrent enfin dans un lieu ténébreux couvert de branches et de lianes et ils se trouvèrent devant un lac d'une beauté mystérieuse.

Bien qu'ils ne pensassent qu'à eux-mêmes, la danseuse et le torero furent impressionnés par ce spectacle. Ils sentaient venir la nuit qui leur préparait un grand mystère. La nature se taisait pour ne pas éveiller leur amour. Ils s'embrassaient doucement. Ils entrèrent sous la nef de la dernière ombre d'arbres dont l'obscurité du soir avait fait un grand manteau. Ils devinaient des statues qui les re-

gardaient sans prunelles. Ils aperçurent de grands cyprès, gardiens de cette nuit. Ils ouvrirent le berceau de feuillages; ils entrèrent dans un labyrinthe et s'y perdirent.

XVII

Ils se perdirent dans le labyrinthe, mais le lendemain ils se retrouvèrent devant la prose de la vie qui veut des aliments et non des rêves. Le lendemain elle retourna à l'auberge où elle logeait avec sa mère. Vivre d'amour en un jardin, seuls le peuvent les papillons qui, ayant des fleurs, ont la table mise, mais non un apprenti torero et une danseuse de village.

Les voici qui vont vivre ensemble, cependant, parce que la mère de Nieves est résignée à tout et qu'un torero peut se permettre ce qui est interdit aux autres hommes. Pour que sa fille fût contente, Mme Dorothée ne disait jamais non. Naturellement elle aurait voulu des prétendants ou des amoureux plus cossus qui, emmenant la fille en voiture, ne laissassent pas la mère aller à pied ; mais si sa mignonne s'enamourait d'un oiseau de haie, elle laissait faire, pensant qu'elle était jeune et qu'elle avait le temps de trouver des oiseaux de plus de poids, c'est-à-dire d'argent, avec lesquels elle rattraperait le temps perdu.

Aussi les laissait-on vivre comme ils voulaient ; ils pouvaient faire tout ce qui leur passait par la tête, excepté une chose : ne pas payer. A Aranjuez, comme en tous autres lieux, celui qui ne paie pas est mal vu. Et comme notre Joanet était un homme d'une dignité telle qu'il aurait préféré mourir que de laisser Nieves payer, on était obligé de réduire les frais afin de faire durer les amours ; aussi chaque baiser leur faisait économiser un plat de soupe.

Il faut dire que pour Joanet l'économie sur la nourriture n'était pas un grand sacrifice. Son père l'avait accoutumé à un carême laïque qui durait toute l'année afin qu'il ne prît pas la part des autres, sans se douter que cette noble austérité serait appliquée dans une aventure d'amour qui n'avait rien à voir avec la Cause ni avec l'Idée ; sans compter que s'il était économe pour la bouche, il mangeait si bien sa danseuse des yeux qu'en fin de compte il était satisfait. Quant à elle, qui reprenait l'après-midi le baiser donné le matin et ne mettait aucune austérité dans sa passion, la constance en amour ne faisait pas partie de son programme ; or, quand on n'est pas ferme dans le sentiment, on ne l'est pas assez non plus pour supporter la misère. Elle avait d'abord voulu l'homme — et qui dit l'homme dit

le torero — avec le plus grand désintéressement ; l'ayant, elle voulait qu'il lui fît honneur et que le public reconnût qu'elle était une femme de goût. Enfin, au bout de trois jours, elle se dit qu'elle méritait qu'il subvînt à tous ses besoins, car en continuant d'aller danser sur des tréteaux de village elle usait tant de linge et de vêtements que la sueur de son front ne suffisait pas à les gagner. Aussi, le jeudi, quatrième jour de la vie amoureuse en commun, les choses n'allant toujours pas selon son désir, un nuage couvrit leur ciel jusqu'alors serein.

Nous ne dirons pas que cette Nieves n'aimait plus son Juanillo ; mais les heures de folie étaient passées pour ne plus revenir. Déjà elle parlait du jour prochain où il faudrait se séparer, et aussi du hasard qui les ferait se rencontrer de nouveau dans quelque village lointain, elle, dansant toujours, et lui, tuant des taureaux ; elle lui contait les avantages de l'amour intermittent sur l'amour continu, elle lui fixait le samedi, jour où se terminait son contrat avec le théâtre d'Aranjuez et lui rappelait que son devoir, à lui, était d'aller toréer avec ses compagnons. Joanet jurait qu'il ne la laisserait plus, qu'il ne pouvait plus vivre sans elle, qu'il se ferait voleur, qu'il tuerait des gens au lieu de taureaux pour la suivre partout où elle irait ; qu'il serait capable de retourner à l'enclume et même d'apprendre à danser pour faire le pantin sur les planches ; mais la légère danseuse se jouait de lui et repoussait chacune de ses attaques, avec un sourire qui achevait de le mettre hors de lui.

Ce soir-là, au théâtre, elle dansa en le regardant, comme les précédents, mais avec des yeux distraits. Joanet commençait à se rendre compte, instinctivement, que des bras qui semblent des ailes ne peuvent s'arrêter longtemps, et chaque fois qu'il la voyait disparaître pour un changement de toilette, le cœur lui battait dans la poitrine comme s'il ne devait plus la voir, et il vint un moment où, n'en pouvant plus, il se précipita sur la scène et ferma la porte de la loge.

En le voyant dans un tel état d'irritation et si pâle, Nieves dut comprendre que celui qui n'était qu'un enfant quelques instants auparavant était devenu un homme sous le coup de la crainte d'une désillusion, et soit par peur, soit par pitié, elle lui promit de ne pas l'abandonner ; elle serait sienne pour toujours, et allait le lui prouver en résiliant un contrat et en partant le lendemain avec lui pour aller le voir toréer à Ciempozuelos.

Le lendemain, donc, en compagnie de la mère, ils se rendirent à Ciempozuelos où Faustino et les autres compagnons les attendaient pour la fête. Ils allèrent tous ensemble à l'auberge. Ils firent un bon repas qu'ils se réservèrent de payer le soir au retour de la course, quand ils auraient le porte-monnaie garni et seraient sûrs d'être

vivants. Ils se virent entourés de tous ces amis des toreros qui abondent dans chaque village ; ils mirent leur costume de gala qui commençait à déteindre et suivis d'une bande d'enfants, de badauds et d'amateurs, ils se rendirent aux arènes déjà remplies d'une foule débordante d'enthousiasme.

Par un de ces hasards de la vie qui arrange souvent les choses comme elles ne devraient pas arriver, ce jour où le jeune Catalan avait besoin de se distinguer pour retenir le cœur d'une femme près de lui échapper, le taureau qui lui échut fut comme un esprit malin venu expressément pour lui donner un croc-en-jambe ; tandis que Faustino eut une telle chance que lorsqu'il tua le sien on eût dit que le glorieux Ange de la Garde lui avait prêté son épée pour donner un coup de maître ; ce dernier fut parfait dans tous les épisodes de la course, pour l'autre ce ne fut qu'une suite ininterrompue de maladresses et de désastres. Pour le Manchègue toute la gloire, pour le pauvre Catalan toutes les insultes du public.

Le taureau de celui-ci aimait tant la vie qu'il n'y avait pas moyen de le tuer. Notre hardi Joanet avait beau lui enfoncer l'épée dans le cou, dans le ventre, dans le dos, il vivait toujours. Enfin le public se fâcha, cria des injures au torero ; des amateurs sautèrent dans l'arène, s'acharnèrent contre le taureau exténué et parvinrent à le tuer tandis que notre matador fuyait désespéré et que Faustino était porté en triomphe.

Où voulez-vous qu'allât Nieves? Du moment que Faustino était accompagné à l'auberge au milieu d'acclamations enthousiastes et que Joanet allait se cacher on ne savait où, ce n'est pas ce dernier qu'elle devait suivre. Si la gloire tombait à droite et les coups de pierre à gauche, elle n'avait pas à s'exposer à recevoir ceux-ci. Elle n'était pas femme à s'enfuir ; au contraire ! Elle était née pour recevoir dans ses bras de danseuse les hommes victorieux, ceux du moins qui lui plaisaient ; et comme Faustino était un torero et, en outre, une homme jeune, galant, gracieux et manchègue, il se trouva que tout à coup, sans savoir pourquoi, leurs lèvres se rencontrèrent.

Lorsque Joanet rentra, après avoir quitté son costume plein de poussière et de coups de corne, et qu'il vit sa Nieves assise près de Faustino, il comprit ce qui se passait. Jamais, pensa-t-il, il ne recevrait d'un taureau une blessure aussi mortelle que celle qu'il recevait à ce moment. Ce fut une estocade poussée jusqu'au poignet, jusqu'à se mouiller les doigts de sang. Les injures du public des arènes ne lui avaient jamais fait autant de mal que le brusque changement de cette frêle créature, et le pire est que tout le monde riait, que personne ne faisait attention à lui et que ce qui, pour lui, était la

mort, n'était pour les autres qu'un incident sans importance qui les laissait complètement indifférents.

Cependant on finit par remarquer son air triste, mais tous crurent que le malheur qu'il avait eu avec le taureau en était cause et ils essayèrent de le consoler.

— Cela nous est arrivé à tous, dirent-ils. Le même public qui t'a sifflé te portera en triomphe demain. Notre carrière est ainsi : aujourd'hui on vous offre des verres de vin blanc et demain on vous lance les bouteilles vides.

Et ils lui présentèrent un verre de vin blanc dans lequel la danseuse avait bu. Il le saisit et le jette contre terre. C'en était trop ! Il ne pouvait boire. Nieves se précipite vers lui, le rire aux lèvres, pour l'embrasser ; il la repousse. Faustino qui était le seul à comprendre les raisons de la colère de son ami s'approche, la main tendue, mais il est accueilli avec un regard tel qu'il comprend que l'heure n'est pas venue de réparer sa faute. Alors tous se rendirent compte que la jalousie d'amour était en jeu ; ils n'en rirent que plus fort ; puis les guitares s'en mêlèrent et l'on se mit à festoyer.

Joanet, triste comme un mort, voulut s'enfuir, retourner au village, abandonner ses compagnons, mais la peur du ridicule le retint. Il voulut les mépriser tous en leur donnant à entendre qu'une femme ne vaut pas la peine qu'on verse une seule larme pour elle. Il prit une guitare et essaya de chanter, mais sa voix trembla comme si elle eût été sur le point de s'arrêter en même temps que son cœur. Il prit une bouteille, mais comme l'austérité de son père l'avait tenu éloigné de la boisson, le vin lui brûla les lèvres. Il se leva et courut dans la rue pour s'enivrer de soleil puisqu'il ne pouvait le faire avec le vin ; mais le soleil ne le réconforta point. Lorsqu'il rentra dans la salle de l'auberge, il était si excité, si tremblant que de grands éclats de rire l'accueillirent. Alors Faustino enleva la danseuse dans ses bras, la porta et la lui tendit en disant :

— Tiens, la voici, mon vieux ! Elle est à toi.

— Non, elle n'est pas encore à moi, répondit Joanet en se détournant. Mais elle le sera ! Je la conquerrai, je la conquerrai ! Un jour viendra où nous prendrons notre revanche !

Et il mit à prononcer ces mots le même accent, le même geste et le même entêtement qu'aurait eu son père à parler des saints Droits de l'Homme.

SANTIAGO RUSIÑOL.

(Traduit du catalan par MARIUS ANDRÉ.)

(A suivre.)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

LA LUTTE POUR CONSTANTINOPLE

Le canon est brutal, mais franc. Quinze jours d'opérations militaires en Orient ont dissipé les équivoques accumulées par trois années de jongleries diplomatiques. L'effondrement du camouflage de la mégalomanie grecque a découvert les convoitises d'hégémonie britannique. Derrière l'exploitation des aspirations nationales et des rivalités religieuses est apparu l'éternel conflit de domination qui résume la question d'Orient : la lutte pour Constantinople, clef des Détroits, trait d'union entre l'Orient et l'Occident.

Telle fut la pensée géniale du fondateur de Byzance. La coupole de Sainte-Sophie se dresse comme le phare puissant qui attire les rêves de domination. Avant-garde de l'Asie guerrière, les Osmanlis balayent les débris de l'imperium romain. Toute leur avance en Europe n'a qu'un but : couvrir la position maîtresse des Détroits.

Arrêté sous les murs de Vienne, « l'Homme fort » devient « l'Homme malade ». Aussitôt se font jour les ambitions successorales. Un nouveau champion de l'Asie entre en lice : la Russie. A peine fondé, l'empire des tsars subit l'attraction irrésistible de la mer libre et s'oriente vers la « Sublime Porte » des mers.

Seule, la Turquie aurait vite succombé. Mais une autre puissance se met en travers. C'est celle qui détient le sceptre de Neptune, celle qui organise le trust des carrefours maritimes. Non contente de s'opposer aux ambitions territoriales des Moscovites, la Grande-Bretagne

n'admet même pas que le pavillon de Saint-André paraisse dans la Méditerranée. Elle impose en 1841 la révocation de l'ouverture des Détroits consentie par la Turquie. Elle déchaîne la guerre de Crimée et impose au congrès de Paris la suppression de la marine de guerre russe dans la mer Noire. Voilà des souvenirs qu'il n'est pas inutile de rappeler pour bien préciser ce que les Anglais entendent quand ils parlent de la « liberté des Détroits ».

Une autre remarque s'impose. Le réveil des nationalités en Orient a commencé dès le lendemain de la Révolution française, et il est devenu aussitôt le jouet des puissances qui se disputent les Dardanelles. La Russie soutient l'affranchissement de la Grèce, prépare le soulèvement des principautés danubiennes, allume l'incendie macédonien. L'Angleterre reste en éveil et sa flotte vient s'embosser devant la Corne d'Or, dès que la chute de Plevna ouvre le chemin de Chataldja aux cosaques. C'est Disraëli qui pousse Bismarck à la revision du traité de San Stefano.

Cependant, dès ce moment, la voix de Gladstone dénonce les atrocités bulgares. Déjà se dessine la campagne qui ameutera le libéralisme anglais contre l'Islam, malgré les traditions navales, malgré les services éclatants rendus par les musulmans de l'Inde. Au même moment, la poussée anticléricale détourne la France de sa politique traditionnelle en Orient. Guillaume II se trouve prêt à revendiquer à la fois l'héritage de la monarchie française et celui de Palmerston. L'Allemagne a compris que la protection d'une Turquie faible est le meilleur moyen de dominer Constantinople.

L'Angleterre radicale laisse la Russie préparer la coalition balkanique, avec l'espoir que les Bulgares trahiront une fois de plus la cause slave sur le Bosphore. Bien mieux, quand l'Allemagne, jouant le tout pour le tout, prévoyant la guerre générale, s'empare des Dardanelles par la mission Liman von Sanders, Londres reste aveugle. Plus encore, les marins anglais laissent le *Gœben* et le *Breslau* s'embosser devant Stamboul. Pour que tombe le bandeau de cet incroyable aveuglement, il faut que les canons et les torpilles germaniques rappellent l'importance vitale des Détroits. Et alors, la brusque réaction britannique ne trouve pas d'autre riposte que de se buter dans le guêpier de Gallipoli.

Tout cela encore doit être rappelé, parce que les hommes qui portent cette écrasante responsabilité sont les mêmes qui ont déchaîné la crise actuelle. Les fautes d'aujourd'hui sont les filles des erreurs d'hier. Et pourtant ces fautes avaient été payées assez cher pour décourager toute récidive.

La terrible boucherie des Dardanelles n'est qu'une partie du bilan.

Il y en a une autre : la catastrophe de la civilisation russe, conséquence directe du blocus de la mer Noire, plus directe peut-être qu'on ne pourrait le croire, en considérant seulement les facteurs stratégiques. Qui oserait affirmer que la chute du tsarisme a eu pour seule cause l'anémie militaire? Il ne faut pas oublier qu'en 1915, l'Angleterre avait été obligée d'accepter l'installation éventuelle de la Russie à Constantinople. Sans la trahison bolchevique, on aurait vu cet incroyable paradoxe : l'Angleterre réalisant elle-même le testament de Pierre le Grand. Le hasard seul a-t-il prévenu cet étonnant retour du destin? Ce qui est bien certain, en tout cas, c'est que la Grande-Bretagne n'a pas perdu un instant pour exploiter la carence russe. A elle toutes les dépouilles des vaincus, domination de Constantinople, maîtrise des Détroits.

Il s'en est fallu de bien peu que cette revanche fût complète. Qu'aurait-il fallu pour assurer le triomphe définitif de l'hégémonie britannique? Simplement le retour à la politique traditionnelle de la collaboration avec l'Islam. Si les Anglais s'étaient rappelé qu'une nation forte, sachant mener les Turcs comme il convient, ne peut souhaiter de meilleurs portiers des Détroits, le sort de l'Orient serait réglé depuis trois ans, la Grande-Bretagne aurait assuré sa domination dans l'Inde, le contrôle de la mer Noire et le libre passage des pétroles du Caucase, qui domine toute la politique actuelle de l'Angleterre.

L'évolution était d'autant plus aisée que le terrain était largement déblayé. Avec le double effondrement de l'Allemagne et de la Russie, les rivalités internationales disparaissaient pour longtemps. Libéré du poids des allogènes, refoulé dans son habitat propre, le Turc conservait une valeur considérable par l'atavisme guerrier de la race, par la puissance morale du califat. La question se posait donc ainsi : fallait-il rejeter en Asie ce dangereux brûlot? N'était-il pas préférable de maintenir la Turquie au contact de l'Europe pour assurer le contrôle des chrétiens, contrôler, et, tranchons le mot, exploiter? Belle perspective pour des vainqueurs !

Certains Anglais ont-ils conçu cet avenir? On a peine à comprendre d'une autre manière les conditions de l'armistice de Moudros. Certes la précipitation des marins anglais qui menèrent l'affaire fut dominée par le désir de devancer l'action des généraux français. Cependant cette hâte ne suffit pas à justifier les étonnants ménagements accordés à un adversaire complètement abattu. Par exemple, l'omission du désarmement trahit nettement l'arrière-pensée d'exploiter la force turque.

Très rapidement la roue tourne. La direction de la question

d'Orient est accaparée à Londres par un petit groupe de coloniaux et de diplomates qui gravitent autour de lord Curzon. Aux yeux de ce groupe, l'élément turc est négligeable, bon tout au plus à donner du fil à retordre aux Français en Cilicie. Point n'est besoin de s'inquiéter de l'agitation islamique, même dans l'Inde. L'essentiel est de profiter de la disparition momentanée de la Russie pour mettre définitivement la main sur Constantinople. Comme l'opération n'ira pas sans effort, il faut s'assurer le concours d'un soldat. Le Grec s'offre. Excellente occasion de détourner ses ambitions vers l'Asie et de garder en réserve une sorte de paravent pour le cas où la puissance russe renaissante subirait de nouveau l'attraction de la mer libre. On pourrait alors la devancer en arborant sur Sainte-Sophie la croix orthodoxe d'un petit État vassal.

Voilà la grande idée qui a prolongé pendant trois ans le gâchis oriental et dont la faillite éclatante nous a conduits hier au bord de la guerre.

Au début, tout marche pour le mieux. M. Lloyd George et M. Venizelos profitent de l'abandon momentané de la conférence de la paix par l'Italie pour lancer la Grèce en Asie Mineure. La faiblesse des Alliés permet aux Anglais de se comporter à Constantinople en véritables dictateurs. Le traité de Sèvres organise un régime des Détroits, désarmés sous la surveillance d'une milice internationale impuissante, qui réalise la domination absolue de la puissance maîtresse de la mer. Tout aurait été parfait si les excès des Anglais à Constantinople, le débarquement grec accompagné de massacres à Smyrne, n'avaient déterminé ce qu'on n'avait jamais voulu prévoir : l'éveil d'un nationalisme belliqueux en Turquie. Fait plus extraordinaire, ce mouvement a su se discipliner, s'organiser, tracer un programme et trouver des chefs pour le réaliser. Entraîné vers les bolcheviks par la solidarité de la défaite, communiant avec la révolte des Persans, les aspirations secrètes des Afghans, le mécontentement de l'Inde, appuyé sur les millions de mahométans des Turkestans russe et chinois, le mouvement kémaliste est apparu tout de suite dangereux. Plus d'une fois Londres a semblé sur le point d'ouvrir les yeux. Les velléités ont toujours tourné court ; obstinément les Anglais ont joué la carte grecque, se servant de Constantin après avoir usé Venizelos, ne se laissant décourager par aucun échec.

Pourtant, après l'avortement de la campagne d'été 1921, l'impossibilité de réduire par les armes les nationalistes turcs ne peut plus être mise en doute. Alors apparaît le désaccord fondamental entre les Alliés. Les Français et les Italiens qui ne désirent qu'une chose, le rétablissement de la paix en Orient, tirent des faits la seule conclusion

logique : la nécessité de tenir compte de ce qu'il peut y avoir de légitime dans les aspirations turques. L'Angleterre, elle, voit simplement la nécessité de changer de méthode, de substituer la ruse à la force brutale. Ce conflit de tendances a entretenu une tension persistante et déterminé toutes les péripéties des derniers mois.

Un moment, au début du printemps, on a pu croire à une conciliation lors de la conférence de Paris, du 22 au 26 mars. L'avortement n'a pas tardé pour deux raisons. D'abord on est parti d'une idée radicalement fausse, celle d'un équilibre militaire définitivement figé dans l'impuissance. Ensuite, on a prétendu tromper les Turcs en leur proposant d'abandonner, pour le plat de lentilles de Smyrne, leur droit d'aînesse, c'est-à-dire Constantinople et la Thrace. Du premier coup, les Turcs ont démasqué le piège. Pourtant telle était leur lassitude qu'ils semblaient consentir à s'engager dans le maquis de la procédure si on leur accordait seulement une garantie de sincérité : le retrait des Grecs de Smyrne. L'Angleterre s'y refuse obstinément. Elle traîne les pourparlers dans l'espoir d'atteindre la mauvaise saison et de gagner encore un an. Elle pousse la mauvaise foi jusqu'à refuser d'entrer en pourparlers avec un délégué d'Angora, Fethy bey. Alors les Turcs ont tenté encore une fois le sort des armes. Le succès a dépassé toutes leurs prévisions. Miné par le découragement d'un effort inutile, le front grec s'est effondré. L'armée de Constantin balayée, les troupes turques se sont trouvées soudain en présence de bataillons anglais montant la garde devant les Détroits. Et voilà la crise.

Groupons-en tous les éléments pour en comprendre la gravité. Tout d'abord, surprise absolue d'une rupture d'équilibre militaire que l'on s'était obstiné à ne pas prévoir. Ensuite, mépris du comparse qui s'est laissé honteusement battre. Colère contre le vainqueur dont on a méconnu la force. Appréhension de perdre la maîtrise de l'Orient si miraculeusement réalisée. Désarroi d'une politique nouvelle qu'il faut improviser d'urgence. Enfin, et brochant sur le tout, dépit d'un échec éclatant qui vient s'ajouter à une série d'insuccès retentissants. Que de déboires ces derniers mois seulement ont apporté à M. Lloyd George : l'écroulement de Gênes et de la Haye, la faillite de la conférence de Londres, l'échec des manœuvres tentées pour faire annuler la dette américaine. Par contre, sur tous les tableaux, la politique française de M. Poincaré gagne le terrain perdu par l'Angleterre. Voilà le coup le plus sensible pour l'orgueilleux Gallois. Voilà l'explication certainement la plus exacte du véritable délire qui, pendant quinze jours, a failli déchaîner un nouveau cataclysme, et dont les risques ne sont peut-être pas définitivement conjurés.

Il y a des guerres absurdes. Aucune ne le serait davantage qu'une guerre anglo-turque, nouveau duel de l'éléphant et de la baleine où chacun des adversaires serait incapable d'atteindre le point sensible de l'autre : l'Angleterre impuissante à supprimer la force militaire turque, les Ottomans impuissants à priver l'Angleterre des avantages de l'hégémonie navale. Conflit absurde ne veut pas dire conflit impossible : l'histoire n'en offre que trop d'exemples.

Si on parvient à éviter l'irréparable, les dirigeants anglais sont les derniers à avoir le droit d'en revendiquer l'honneur. Jamais le grand « reconstructeur du monde » que prétend être M. Lloyd George ne s'est montré plus ouvertement dans son vrai rôle de démolisseur.

Quel est son premier geste en face de la victoire turque, dont on peut penser ce que l'on voudra, mais qui a au moins l'avantage d'imposer une liquidation radicale? M. Lloyd George va-t-il parler d'apaisement? Nullement. Il lance un appel aux armes. Il convie les grands alliés, les Balkaniques et jusqu'aux Dominions, à une nouvelle croisade. Je ne fais pas allusion seulement aux notes incendiaires du bureau de la presse de Downing Street, mais à des invitations officielles. La Serbie et la Roumanie ont été sollicitées d'envoyer chacune une division en Asie Mineure, — une division qui aurait dû être suivie de beaucoup d'autres.

L'appel est tombé à plat. Seule l'Australie aurait accepté de marcher, sans doute en souvenir des morts d'Anzac, de glorieuse mémoire. Devant ce fiasco, M. Lloyd George se résigne à envoyer lord Curzon à Paris, mais avec instructions précises de mobiliser contre les Turcs l'action solidaire des alliés. Le chef nominal de la diplomatie britannique a tôt fait de découvrir à la conférence du quai d'Orsay que la France et l'Italie ne se laisseront pas manœuvrer. Elles sont résolues à ne pas reculer devant une affirmation isolée de leur politique pacifique. Elles l'ont prouvé d'ailleurs en évacuant complètement l'Asie Mineure et en retirant de Tchanak des contingents inutiles puisque l'amiral Beatty est d'accord avec le maréchal Foch pour affirmer que les canons de la flotte anglaise suffisent à défendre les Détroits. Prudemment lord Curzon jette du lest. Il lâche la Grèce, abandonne Constantin à un nouvel exil, accepte de reconnaître aux vainqueurs le prix normal de la victoire, c'est-à-dire la restitution de tous les territoires occupés par le vaincu. A une condition naturellement, c'est que la paix se fera, que les hostilités seront suspendues et avec elles la marche des troupes. La Thrace contre les Détroits, tel est le compromis élaboré par la note des Alliés du 23 septembre.

Avant même que le gouvernement d'Angora ait eu le temps de se prononcer, Londres cherche à torpiller l'accord. Les Turcs sont

accusés de félonie parce qu'ils ne s'arrêtent pas devant la zone neutre de Tchanak où les bataillons anglais débarquent sans arrêt. Du coup, la presse de M. Lloyd George recommence à jeter feu et flamme. Pas un jour sans ultimatum ou sans menace de rupture. Vraiment ce n'est pas faute de brandons d'incendie que la poudrière n'a pas sauté.

Le mérite principal, nous devons le dire sans fausse modestie, revient à l'action résolue autant que clairvoyante du gouvernement français. Certes, nous n'oublions pas le concours loyal et intelligent de l'Italie. Le comte Sforza a agi de concert avec M. Poincaré.

Le mérite de celui-ci est d'autant plus grand que la politique à laquelle il s'est rallié était très loin d'avoir son adhésion quand il a pris le pouvoir. Peu d'écrivains ont été plus sévères que lui pour l'accord d'Angora. M. Poincaré aussi n'a reculé devant aucune concession pour rétablir l'entente des Alliés au mois de mars. Il a offert aux Grecs une issue honorable qui aurait conjuré une nouvelle révolution et conservé à Constantin son trône. Mais du jour où l'affaire a été abandonnée à la force, le chef du gouvernement français a reconnu clairement qu'il était inutile et dangereux de chercher à équivoquer avec le canon. La seule chose à faire était de tirer la conclusion logique de la victoire et d'assurer au vainqueur ce qu'il avait le droit de réclamer. La combinaison était d'autant plus admissible qu'elle se conciliait parfaitement avec la sauvegarde des grands intérêts internationaux.

Ayant bien conçu, M. Poincaré a su, ce qui est plus difficile, réaliser, sans hésiter dans le choix des moyens. L'accord de Paris a été emporté de haute lutte. M. Franklin-Bouillon a été envoyé en Orient juste à temps pour déjouer les suprêmes intrigues anglaises et préparer la trêve de Moudania.

Le risque de guerre est ajourné, sinon conjuré. C'est beaucoup, ce n'est pas tout. Il reste à définir le statut qui assurera définitivement la paix de l'Orient. A cette étape décisive nous retrouverons la question des Détroits. Il s'agira alors de ne pas être dupes des mots. Il faudra se rappeler que la liberté des Détroits ne doit pas être la licence offerte aux fantaisies des dreadnoughts, mais la porte grande ouverte à tous les pacifiques et rigoureusement fermée à tous les provocateurs. Il faudra se rappeler surtout que le vrai maître de l'Orient est celui qui tient le passage des Dardanelles et que celui-là sera toujours le maître de la mer, si ce n'est le maître de la terre. C'est alors que l'on verra si nous saurons coudre ce qui a été bien taillé.

SAINT-BRICE.

L'Allemagne et le Socialisme.

On a discuté à perte de vue, depuis 1918, pour savoir si, en Allemagne, le socialisme était sorti vainqueur de la guerre et de la Révolution. La question peut paraître superflue ; sous sa forme paradoxale, elle trahit un mouvement d'incertitude, né d'une certaine succession des faits et de la constatation de certains phénomènes.

Les faits sont les suivants : vainqueurs sur toute la ligne en novembre 1918, les socialistes n'ont pas tardé à se diviser. Les élections de 1919 ont amené la défaite de leurs éléments extrêmes et celles de 1920 ont amorcé la défaite de leurs éléments modérés. Le mouvement n'a qu'à se poursuivre régulièrement et il sortira un fiasco complet du socialisme de droite et de gauche.

Voici maintenant les phénomènes : le principal est que le pouvoir des patrons a démesurément grandi, au point d'envahir la diplomatie et l'administration intérieure. En voyant Stinnes et Rathenau chausser les bottes de Bismarck, bien des personnes ont refusé de prendre ce spectacle pour une conséquence du socialisme.

S'il est indéniable qu'en général les idées socialistes manifestent, depuis deux ans, un mouvement de recul ou d'offensive retardée, dont le symbole peut être choisi dans la suppression sans phrases, par le Reichstag, en mars 1922, de la fameuse *Commission de socialisations*, en qui s'incarnèrent, pendant plus d'un an, les espoirs du socialisme germanique le plus militant, elles ont, en 1918 et 1919, suffisamment dirigé la vie publique à une époque décisive, elles se sont suffisamment incorporées dans des textes et dans des institutions généralement coûteuses, elles ont suffisamment créé des modèles d'attitudes, de pierre d'attente, pour que la déperdition dont elles souffrent aujourd'hui n'entame pas trop leur force intime de résistance, voire leurs possibilités d'expansion.

Sans doute le Reichstag de 1920, avec ses 180 députés socialistes, n'est guère plus à gauche que le Reichstag de 1913, qui en avait 111, et l'on se demande s'il serait plus difficile, en 1922 qu'en 1914, de mettre sur pied un ministère franchement de droite, mais combien dissemblables apparaissent les deux atmosphères, celle de jadis et celle de maintenant !

Il ne suffit pas, pour convaincre de réactionnarisme la Constitution de Weimar, de signaler qu'un Hindenbourg puisse légalement succéder à un Ebert. Il ne suffit pas, pour dénoncer l'esprit de la Reichswehr, d'énumérer les batailles civiles où elle a conquis ses lauriers. Le regard doit être moins partial. Il doit s'attarder sur les conditions politiques et sociales, généralement répandues dans le *Reich*, depuis trois ou quatre ans.

L'Allemagne est devenue une république largement imprégnée

de socialisme, et où les réactions socialistes, — engourdies qu'elles restent encore par les grands coups reçus en Thuringe, en Saxe, dans la Ruhr, dans l'est de Berlin, au printemps de 1919 et jusqu'en 1921, — se produisent néanmoins parfois avec force.

N'oublions jamais que la kappiade aurait pu réussir sans la mobilisation des syndicats et leur impérieux *veto*. L'assassinat de Rathenau nous fait assister à quelque chose d'analogue. Il n'est pas douteux, en effet, que l'unification, ou plutôt la réunion des deux grands partis socialistes ne soit le résultat le plus appréciable des mouvements divers que la sanglante disparition de Rathenau ait provoqués. Il a fallu cette menace tonnante qui, venant après deux années d'assassinats, semblait prendre à partie nommément tout ce qui, en Allemagne, avait participé à la reédification de Weimar depuis Haase jusqu'à Erzberger, pour rapprocher les deux lèvres d'une cicatrice que la guerre avait ouverte et que la révolution avait envenimée.

C'est, en effet, au mois de décembre 1914 que Karl Liebknecht, le premier, refusa au Reichstag le vote des crédits de guerre. Son exemple resta longtemps solitaire, et il fallut attendre le 20 mars 1915 pour qu'un autre député, Rühle, se joignît à lui. Mais le geste décisif se produisit quand Kautsky, le théoricien du marxisme intégral, Édouard Bernstein, le promoteur du revisionnisme, Hugo Haase, enfin, le chef même du parti, publièrent, quelque temps après, dans le *Vorwärts*, un appel vigoureux pour condamner la guerre de conquête et demander au Parlement le rejet des crédits militaires. Cet appel marque une date dans l'histoire de la conscience allemande, celle où la confiance dans la victoire commence à se dessécher, perd ses premières feuilles, prépare l'automne de la défaite.

Haase, Kautsky, Bernstein, c'étaient des noms ; le 21 décembre, vingt députés refusèrent les crédits et déterminèrent cette scission des forces socialistes qui devait aller, en 1918-1919, jusqu'à la lutte à main armée, jusqu'à la mise hors la loi, jusqu'à l'assassinat, cynique ou clandestin.

Les premières journées de novembre avaient pourtant failli opérer la réconciliation des frères ennemis. Qui se rappelle encore ces lointaines histoires, la pression des indépendants sur Ebert, qui cède, leur participation au gouvernement provisoire, mais bientôt l'incompatibilité des deux levains, la rivalité du conseil des commissaires et comité exécutif, la rupture, les coups de couteau?

Un rêve hantait, entre beaucoup d'autres, l'imagination populaire allemande, un rêve dont il est resté, çà et là, dans la constitution du nouveau Reich, quelques cauchemars floconneux, le *Système des conseils*, le *Rätesystem*. Pendant des mois, ce mot mystique flotte comme une arche d'alliance au-dessus de la démocratie victorieuse ; il arrivait de Moscou porté sur des nuées. Quand il avait été libéré, à la fin d'octobre 1918, sans avoir à fournir jusqu'au bout les quatre ans de travaux forcés que sa participation, pourtant bien modeste,

à la première manifestation publique contre la guerre qu'une foule allemande eût faite, le 1er mai 1916, Liebknecht s'était empressé d'entrer en relations avec les soviets, car il s'était passé du nouveau dans le monde depuis son incarcération.

Il reçut de Russie de l'argent, des brochures ; il fonda la *Rote Fahne*, il popularisa le *Rätesystem*. On connaît ce mirage : plus de responsabilité, plus d'autorités individuelles, partout des collectivités anonymes, des conseils, à la tête de l'État, à la tête des grandes administrations publiques, à la tête des industries, à la tête de l'armée, de la marine.

La rupture eut lieu en décembre, sur ce programme, entre Ebert et les majoritaires, et, certes, si le socialisme, c'était purement et absolument le *système de conseils*, on pourrait soutenir que le socialisme est battu en Allemagne, car la défaite des spartakistes, par Boske, du 5 au 16 janvier 1919, fut décisive. Les élections à la Constituante eurent lieu trois jours plus tard, et s'il en sortit un Parlement socialiste, ces socialistes étaient surtout modérés. Contre 163 partisans des méthodes édulcorées d'Ebert, les indépendants n'alignaient guère plus de députés qu'en 1919, sous le règne de Guillaume de Hohenzollern : 22. Telle est la lâcheté humaine devant la défaite. Telle est la prime des forts.

Les indépendants auront beau se rattraper par la suite, exploiter la désillusion sortie de Weimar, ils pourront gagner sur les majoritaires, en juin 1920, une revanche éclatante, quadrupler leurs sièges, réduire à 112 les représentants du socialisme patenté : leur absence des conseils gouvernementaux au moment où s'élaborait la substance du Reich fut, pour eux, une tare irrémédiable.

Néanmoins, leur masse même, les cinq millions d'électeurs qu'ils groupaient derrière eux, tout cela inclinait les majoritaires à l'accommodement. Tant qu'Erzberger vécut et régenta le centre, ces derniers, secondés par lui, éprouvèrent, moins que dans la suite, le besoin de recimenter l'unité socialiste, et, tout désireux qu'ils fussent de réparer la brèche, béante depuis 1915, ils exigeaient que les concessions vinssent surtout du parti de Haase.

Mais Erzberger fut tué, mais Haase fut tué, mais un parti nettement communiste se dessina avec une énergie croissante en marge des uns comme des autres. Fondé le 30 décembre 1918 par Liebknecht, et à cause même des antécédents majoritaires ou indépendantistes de ses chefs, encore mal distingué des vieilles observances, le parti communiste ne prit réellement figure qu'en octobre 1920, le jour où l'aile gauche du parti indépendant, favorable au rattachement à l'*Internationale de Moscou*, se joignit à lui. Tel quel, il resta un groupe d'agitateurs en chambre, de théoriciens à la solde de Lénine, partagés en deux ou trois chapelles qui passent leur temps à s'excommunier, mais il exerça néanmoins son antagonisme de telle sorte que les indépendants de droite se sentirent, par leur faiblesse même, de

plus en plus attirés par le bloc majoritaire, auquel la scission communiste procurait une sorte d'ampleur nouvelle et de majesté.

De fait, les idées de réunion furent agitées avec de plus en plus de sérieux à partir d'octobre 1920, mais la revision du programme d'Erfurt (1891), charte du parti, par les majoritaires définitivement embourgeoisés, lors du congrès de Gœrlitz, en septembre 1921, dans un sens bien peu marxiste, compromit tout. Il fallait l'insolence croissante des pangermanistes, la maladresse du chancelier Wirth, l'ahurissement bavarois, qui ne sait jamais où chercher les bonnes routes, il fallut enfin l'assassinat de Rathenau, dont les conceptions sociales se rapprochèrent des leurs sur tant de points, pour fournir cette impression de danger, sans laquelle les projets d'alliance risquent de s'éterniser sans aboutir. Après des discussions qui ne furent pas toutes de pure forme, après des accommodements de personnes et de situation, qui se passèrent en dehors de l'idéalisme, le marxisme traditionnel, il y a de cela un mois environ, reconquit son unité.

Le programme nouveau, gage de la fusion, constitue donc une revision et du programme d'Erfurt, et du programme de Gœrlitz. Il ne casse rien, comme on dit. Après avoir affirmé l'incapacité du capitalisme à fournir paix, pain et travail, — ce qui est une jolie audace dans un État où, depuis que les socialistes sont au pouvoir, la circulation fiduciaire (symbole du gaspillage) s'est vue multipliée par 80 ; — après avoir affirmé la nécessité de défendre la république, mais la république *unitaire*, après avoir réclamé une réforme de la justice par la substitution des juges populaires — ce qui est une précieuse indication de l'amour des socialistes pour l'incompétence ; — après avoir réclamé une réforme financière d'ensemble, — attention ! — qui consisterait surtout à s'emparer du bien d'autrui grâce à la participation immédiate du *Reich* aux revenus des entreprises capitalistes et aux héritages, — trait reconnaissable du socialisme, dont l'autre nom est vol et dilapidation ; — après avoir demandé l'institution d'une école laïque unique, marotte commune à tous les libéralismes, les socialistes, dont l'union va accroître la force, à moins qu'elle ne les précipite du pouvoir en contribuant à hâter la formation d'un ministère de droite, reconnaissent que la réparation des régions dévastées est un devoir *moral* que l'avilissement du mark rend malheureusement presque inexécutable.

Tels sont les subterfuges intellectuels où accule l'exercice du pouvoir quand on tient à le continuer et qu'il faut pour cela ménager, comme c'est le cas en Allemagne, les puissances étrangères, au moins en façade. Le moment semble, en effet, venu de jeter bas le ministère Wirth. On en parle depuis février. Un ministère de droite — peut-être un ministère Stinnes, sans Stinnes, bien entendu — prendrait les affaires en main. Nouvelle raison pour les socialistes d'avoir refait leur bloc. Soit que ce ministère en gestation exclue l'extrême droite et ouvre sa porte aux influences de gauche, soit qu'il se passe

d'elle carrément, il est bon de masser ses forces pour seconder ou pour freiner le mouvement.

Comme on le voit, le ressoudement des forces politiques, qui, après tout, nous présente une Allemagne plus conforme à celle de 1914 qu'à celle de 1919, vient à son heure et fait bien partie de la sacro-sainte évolution *(Entwicklung)*. Pour les socialistes, il s'agit de conserver, coûte que coûte, les avantages sordides dont la révolution les a faits dispensateurs. Le socialisme de l'Allemagne tient moins encore à la Constitution qu'à la pratique de la démagogie. Ne l'a-t-on pas vu, tout récemment, lors des accords Stinnes-Lubersac? Au moment où le duc rhénan substituait, en somme, sa garantie personnelle à la garantie du Reich, — pareil fait en dit long sur la décomposition de l'État germanique, — au moment où ces phénomènes majeurs de désintégration politique s'effectuaient, quelle était au juste l'attitude des socialistes? Quel usage allait-il faire de leurs 180 voix réunifiées?

Le plus terre à terre. Eux qui venaient d'exclure M. Leusch, capable d'écrire dans les journaux Stinnes, eux qui venaient même de faire interdire pour huit jours la *Deutsche allgemeine Zeitung*, le principal de ses organes, ils ont quémandé leur part du gâteau, indépendants résipiscents ou majoritaires reteints. Le socialisme, pour l'Allemagne, c'est surtout une manière de se remplir le ventre par tous les moyens, sans penser à l'échéance ; c'est une dissipation méthodique, grandiose, comme ils disent, de l'acquis ancestral.

Dans cette conception, le rôle du capitalisme devient immense, c'est le rôle d'un « maréchal du palais », d'un pourvoyeur. Bizarre mais incontestable conséquence de l'impuissance socialiste à être autre chose que ce que ses pires détracteurs ont toujours prétendu qu'il fût : une systématisation de la gabegie, un parasitisme doctrinal et pratique, une déperdition, un laisser-aller, une détente, le contraire même de l'effort vital. Et c'est ce qu'ont bien compris, depuis de longs jours, les réformistes prudents, les parcellaristes bon enfant, — et aussi, à l'autre bout, les Stinnes, voire les Rathenau.

Une pareille explication rend compte, à elle seule, non seulement de la politique allemande, mais de la politique autrichienne, car en vérité, ce qui se passe en Europe depuis 1917, 1918, 1919, est la plus magnifique leçon de choses et de logique que la nature, qui se moque du socialisme, ait présenté à l'esprit humain, depuis qu'Orphée fonda les cités sur l'ordre et sur le travail. Le socialisme ne peut durer qu'à la condition d'être nourri, alimenté, entretenu par ce qu'on appelle, je ne sais pourquoi, le capitalisme, puisque le capitalisme n'est rien autre que la raison éternelle et le mouvement même des choses.

Drôle d'Europe. Singulière chose que le socialisme. Faut-il le dire? Le socialisme, c'est l'argent des autres.

René Johannet.

LES LETTRES

UNE ENQUÊTE SUR LA JEUNE LITTÉRATURE

MM. Henri Rambaud et Pierre Varillon viennent d'ouvrir, dans *la Revue hebdomadaire*, une enquête dont ils ont emprunté la méthode aux *Essais de psychologie contemporaine* de Paul Bourget. Cette méthode, qui consiste à chercher dans les théories et les rêves de la génération précédente le germe des états d'âme particuliers à la génération qui vient, les a conduits à demander aux jeunes écrivains d'aujourd'hui de quels maîtres ils se reconnaissent le plus profondément débiteurs. Mais comme s'ils étaient secrètement inquiets de la valeur d'une telle critique à nous fournir désormais de données positives, et comme s'ils sentaient que l'idée d'influence est précisément la plus étrangère à cette génération, ils ont introduit une seconde question dont les termes mêmes trahissent l'embarras : « Quelles influences, disent-ils, vous paraissent devoir commander les directions de la littérature contemporaine, et que pensez-vous de l'épuisement ou du renouvellement possible des genres traditionnels? » C'est fournir de beaux prétextes à ces généralisations qui enchantent le critique : nous nous en abstiendrons et il nous semble plus utile de traduire à ce propos quelques remarques susceptibles d'éclairer les jugements que nous avons l'occasion d'exprimer ici sur la littérature d'aujourd'hui.

Et, dès l'abord, peut-on parler d'une nouvelle génération littéraire? La plupart des écrivains dont cette enquête produit les témoignages ont dépassé la trentième année et certains approchent de

la quarantaine. Peu importe qu'ils ne soient parvenus à la notoriété que depuis la guerre ; le fait qu'il nous faut retenir, c'est qu'ils se sont *formés* avant 1914 et que c'est avant la guerre qu'ils ont subi l'influence des maîtres dont ils se disent aujourd'hui les disciples. Si, comme certains le croient, la guerre a creusé un abîme entre les générations littéraires, ces jeunes écrivains ne peuvent en témoigner ; et alors même qu'ils en prendraient moralement conscience, un tel fait ne saurait être pour eux qu'une cause de trouble, de désarroi ; car, dans la mesure où il frappe de caducité des idées, des méthodes, des façons d'exprimer qu'ils ont élues à cet âge où l'on subit des influences, où l'on choisit des modèles, ils ne sauraient désormais s'en dégager qu'avec peine. Les plus vivants, les plus forts s'attacheront sans doute à les reviser, à n'en retenir que ce qu'elles offrent de permanent, de stable, soit dans l'ordre de la doctrine, soit dans l'ordre de la technique (1) ; mais les autres?

Il ne s'agit pas de renier des admirations légitimes ; mais notre attitude à l'endroit de beaucoup d'œuvres littéraires s'est profondément modifiée. Nous ne songeons plus à leur demander un modèle, un art de vivre ; il nous faut faire un effort historique en quelque sorte pour comprendre l'action qu'elles ont exercée sur les esprits. Cela ne tient-il pas à ce que les maîtres de notre génération furent les fils d'une époque inquiète et troublée, et que leurs œuvres sont toutes marquées par les circonstances où il leur fallut se développer et produire? Qu'ils se soient rebellés contre ces circonstances, en s'enfermant dans un individualisme orgueilleux, ou qu'ils en aient virilement accepté les contraintes, en faisant ce que Pierre Lasserre appelle de la littérature de bastion, rien qui ne soit, chez eux, pénétré de doute, de violence et contraint par quelque endroit. La fièvre, l'inquiétude où elles ont été conçues et qui a fait leur pathétique, leur ascendant sur les âmes, leur actualité émouvante, tout cela semble désormais du passé et risque, aux yeux des générations qui nous suivent, de ne plus avoir de sens : seule l'incertitude du temps présent en prolonge l'écho.

M. Benjamin Crémieux, dans sa réponse à l'enquête de *la Revue hebdomadaire*, me semble l'avoir très nettement marqué : « Des méthodes pour sentir, agir, s'analyser, etc., sont désormais inutiles. C'était là ce que nous demandions à nos aînés avant la guerre, pour suppléer à l'absence de sujets grands et simples, et c'était en vérité tout ce qu'ils avaient à fournir. Ils nous enseignaient à chercher et à découvrir notre originalité, notre unicité. La hantise de l'original

(1) D'où la valeur des hommages rendus à un Bourget, à un Maurras.

a été la plaie des cinquante dernières années littéraires. Chacun avait les mêmes choses à dire, les mêmes problèmes à résoudre, il s'agissait de trouver une façon personnelle de dire ces choses, une solution élégante à chaque problème. Ah ! ce besoin de se palper, de s'ausculter, de s'inoculer des injections d'histoire pour s'assurer qu'on était bien vivant? Au fond, toute la littérature des maîtres d'aujourd'hui se résume dans deux ou trois formules de ce genre : « Vivons-nous? Que vaut notre vie? Celle de telle ou telle époque « ne valait-elle pas mieux ou davantage? » Sans doute, de pareilles questions, dans ce qu'elles ont de général, de philosophique, ne cesseront jamais de s'imposer à la méditation ; elles sont le fond immuable de tous les drames humains. Mais c'est à travers le réel que nous voulons les découvrir, comme nous les avons découvertes dans la réalité de la guerre où rien n'était célé.

Je me sens pareillement d'accord avec M. Crémieux lorsqu'il croit à un nouveau classicisme qui élaborera la riche matière que notre époque offre à foison. « Il n'y a qu'à se baisser, dit-il, pour ramasser des sujets de tragédie, de roman, d'épopée ; le monde entier s'offre dans sa nudité, belle ou laide, belle et laide. Le lyrisme collectif (patriotique, religieux, social) réclame sa place ; le lyrisme individuel s'est retrempé aux sources de l'action, au contact véritable (et non pas artificiel et sadique) de la mort. Dire ce qui est, c'est déjà dire des choses intéressantes et si l'on a du talent : émouvantes... et si l'on a du génie : passionnantes et essentielles. » Je crois, comme M. Crémieux, à un renouveau de réalisme humain, qui saura faire sa part aux réalités de l'âme, sans idéologie ni didactisme.

Mais les « maîtres d'aujourd'hui » qui sont tous ou des idéologues, ou des doctrinaires, ou de « purs artistes », ne nous paraissent pas devoir commander ce renouvellement littéraire ; bien plus, c'est dans la mesure où leur influence s'est exercée sur la formation de nos jeunes écrivains, que ceux-ci nous semblent « empêchés » de traduire ces réalités dont ils ont pris conscience. Le dommage, c'est que les littérateurs, qui ont vécu la guerre et qui appartiennent à la génération née autour de 1890, ont choisi leurs maîtres avant 1914 ; que leurs modèles, leurs préférences esthétiques, leur métier, leur culture, — tout ce fond sur lequel vit un écrivain passé la trentième année, — ils l'ont acquis avant que d'avoir fait cette grande expérience qui les révéla à eux-mêmes. Je sais bien que les plus lucides d'entre eux « liquident » leur passé, procèdent à des revisions nécessaires, ne gardant que ce qui s'est révélé solide à l'épreuve du réel (1) ; la

(1) Ainsi dans le roman, les jeunes écrivains trouvent chez un Bourget — si injustement dénigré avant la guerre — d'incomparables leçons techniques.

chose est assez facile dans l'ordre des idées et des faits ; dans l'ordre littéraire, esthétique, elle est beaucoup moins aisée en ce qu'elle touche davantage à la sensibilité, à ce qu'il y a de plus personnel chez l'artiste. Disciples de maîtres qui se survivent à eux-mêmes et qui épuisent des formules dont ils ne sauraient changer désormais, beaucoup de jeunes écrivains d'aujourd'hui sont pareillement des survivants à leur façon : ils ne peuvent croire accomplies et sans prestige des œuvres qui chantent au fond de leur mémoire, qui s'imposent à leur imagination et la guident toujours ; ils s'indignent de les voir méconnues de ceux qui nous suivent. La raison? une certaine ignorance sans doute, mais la meilleure, c'est que les nouveaux venus n'en ont pas besoin.

De cette désaffection, de cette revision des valeurs qui, l'inculture aidant, a pris l'allure d'une entreprise de démolitions, le mouvement dadaïste paraît être la manifestation brutale. Mais encore qu'il prétende rejeter toute tradition, un tel mouvement est beaucoup plus « traditionaliste » qu'il n'en a l'air : il est l'aboutissement logique, réalisé formellement dans le langage, de l'anarchie intellectuelle et esthétique qui a, elle aussi, sa tradition. Et je dédie à M. Ph. Soupault ce texte de Renan qui justifie les entreprises de ses amis : « La phrase régulière, dit-il, est-elle la vraie forme de la pensée ou n'est-elle pas un moule gênant qui lui est imposé, et ne serait-il pas plus commode d'aller *lege solutus?*... Adieu alors la littérature dans le sens restreint. » *Dada* n'est donc pas une « esthétique nouvelle » ; il n'a eu, au reste, pour le défendre, que les survivants du symbolisme ou de l'esthétisme. Aussi n'est-ce pas là qu'il faut voir un signe, même confus, même outrancier, d'un renouveau littéraire futur : une telle entreprise est aussi surannée et éloignée de l'art sain que réclame notre temps (1) que les imitations où tant de jeunes littérateurs s'obstinent, croyant qu'il suffit, pour les rajeunir, d'emprunter quelques traits singuliers à un Giraudoux, un Proust, un Apollinaire, par exemple. En s'écartant de la vie et du réel, en ne cherchant le renouvellement — dont ils sentent le besoin — que dans des bizarreries de forme, ils n'aboutissent qu'à de pénibles complications aussi ennuyeuses que la platitude. Au vrai, la plupart des œuvres qui nous sont proposées par des écrivains encore jeunes ont l'air d'être la fin, la « queue » de quelque chose : nous assistons au crépuscule des disciples.

(1) En peinture, nous avons déjà des indications intéressantes d'un tel renouveau : qu'a-t-on admiré chez un artiste comme marchand? un métier solide appliqué à un sujet humain.

Voilà pourquoi il n'y a pas grande indication à chercher dans une enquête sur leurs maîtres. En fait, une telle analyse est surtout historique, et bien que produite en 1922, elle semble s'arrêter à 1914, tant par les écrivains qu'elle interroge que par les maîtres que ceux-ci lui désignent. La génération dont il aurait été intéressant de connaître les tendances a été fauchée à peu près radicalement par la guerre, c'est celle qui approche de la trentaine et qui, comme le dit Thibaudet, sert généralement d'arbre de couche à la machine sociale et constitue proprement l'instrument du progrès effectif et du renouvellement : l'hiatus, le trou apparaît aujourd'hui. Par ailleurs, les tout jeunes gens dont la guerre a arrêté les études et l'après-guerre démoralisé trop souvent les consciences nous semblent d'une effroyable inculture : ceux-là même qui sont d'une maturité exceptionnelle ignorent à peu près tout des maîtres qui nous dominaient à leur âge et ils n'ont lu aucun des livres qui exaltèrent notre jeunesse. Mais qu'ont-ils à faire de Nietzsche, de Georges Sorel ou même de Péguy? Si, devant leur regard, beaucoup de questions ne se posent plus, c'est qu'elles sont résolues : ils retiennent la solution, mais peu leur importe les circonstances où elle a été trouvée. Entre leurs aînés et eux, il y a l'abîme de la guerre. A quoi bon vouloir qu'ils revivent *nos* expériences, *notre* passé? Il leur faut, pour l'œuvre qu'ils nourriront de leur expérience précoce de la vie, se rattacher à *un* passé, à *une* tradition, sans doute. Ne vaudrait-il pas mieux qu'ils allassent directement aux grandes sources de l'esprit humain, plutôt que de suivre les chemins hasardeux de notre trop avide adolescence? S'ils doivent être quelque jour les artisans d'un nouveau classicisme, qu'ils s'inspirent de toutes les œuvres saines, et surtout des moralistes français qui ne sont pas des idéologues, mais des réalistes profonds, des connaisseurs de l'homme, et qui forment le jugement. Qu'ils apprennent leur métier, qu'ils se cultivent auprès des véritables maîtres : et dans dix ans, nous aurons peut-être un renouveau littéraire. Nous y croyons trop fermement pour ne pas accueillir et encourager tout ce qui le prépare.

HENRI MASSIS.

LA PHILOSOPHIE

CONNAISSANCE DE L'ÊTRE

(TROISIÈME CAHIER DE THÉONAS. — II.)

CONSIDÉRONS après cela une chose qui agit, une cause efficiente qui produit son effet. Il y a là deux choses différentes : la chose qui agit, et son action. Tandis que d'être triangle est la même chose que d'avoir la somme de ses angles égale à deux droits, être un homme qui pense n'est pas la même chose que l'action de penser. Pourquoi donc la cause agit-elle, et agit-elle de telle manière, pourquoi produit-elle tel effet, et non tel autre?

Il y a évidemment à cela une raison d'être ; c'est ce que j'exprimerai en disant que la cause efficiente est *déterminée*, *avant* que l'action soit produite, à *tel effet* plutôt qu'à tel autre. Sinon elle ne ferait pas ceci plutôt que cela, elle n'agirait pas. Ainsi la flèche est déterminée au but par l'impulsion qu'elle reçoit de l'archer ; l'oiseau est déterminé à voler par son essence ou sa nature d'oiseau, le feu déterminé à brûler par sa nature de feu : dans le cas des agents *naturels*, il suffit de poser cette chose que j'appelle feu — les conditions requises étant supposées — pour que suive de soi-même l'action de brûler. Mais l'*action* de brûler étant quelque chose de différent du feu, il faut bien dire que le feu est — par lui-même ou par son essence — *déterminé* à cette action.

Or, si je réfléchis à cette notion : *être déterminé à un terme*, je vois qu'elle suppose une certaine *relation* ou un certain *ordre* entre la chose ainsi déterminée et le terme : et dans le cas d'une cause déter-

minée à un effet, cet ordre, puisqu'il est la raison de l'action de la cause, doit exister entre la chose déterminée (cause ou agent) et le terme (effet) *avant que la cause agisse et produise l'effet.* Dans le cas de la flèche, cet ordre est imposé ou surajouté à l'essence de l'agent. Dans le cas des agents naturels, cet ordre se confond avec l'essence même de l'agent : être feu, c'est aussi et par là même être ordonné à l'action de brûler.

Mais peut-il y avoir une relation ou un ordre entre deux choses qui ne sont en aucune manière, entre deux néants, ou entre une chose qui est et une chose qui n'est pas? Pour que la relation ou l'ordre entre deux termes existe, il faut que les termes en rapport soient là tous deux ; il faut donc que l'effet soit là en quelque manière, pour que la cause ou l'agent s'y trouve ordonné ; il faut par conséquent qu'il soit là *avant d'être produit ou réalisé.* Comment cela est-il possible?

Cela n'est possible que si cet effet est là comme connu par une pensée. Alors, et alors seulement, il peut *être* (dans une pensée) *avant d'être dans la réalité.* Dans le cas de la flèche, l'effet — but à atteindre — est là dans la pensée de l'archer avant que la flèche soit mise en mouvement. Mais que dire dans le cas des agents naturels? Puisqu'en ce cas l'ordre à l'effet ou à l'action est l'essence même de l'agent, il faut admettre que l'essence de l'agent et l'effet ou action de celui-ci sont *tous deux avant d'être réalisés* présents dans quelque pensée cause des choses, — dans une pensée qui conçoit cette essence comme un ordre ou une détermination à cette action. Je vois par là que les natures ont leur fondement suprême dans une pensée, et qu'il y a à l'origine des choses quelque chose d'analogue à ce que nous appelons l'intelligence. Il suffit sans doute de poser cette chose que je nomme feu pour que suive de soi-même — les conditions requises étant supposées — l'action de brûler. Mais poser cette chose que je nomme feu, c'est précisément poser un ordre ou une détermination radicale à l'action de brûler, action conçue par une pensée comme à produire par cette chose.

Je tiens maintenant ce que je cherchais : la raison d'être de l'action de l'agent, ce qui détermine la cause efficiente à tel effet plutôt qu'à tel autre, c'est l'effet lui-même, non pas en tant que produit, mais en tant qu'à produire, en tant que connu à l'avance par une pensée (par la pensée de l'agent lui-même, — cas des agents intelligents tels que l'homme, — ou par la pensée de celui qui meut l'agent, — cas de la flèche, — ou par la pensée qui est le fondement suprême de l'essence de l'agent, — cas des agents naturels). Ainsi le but en tant que visé par l'archer est la raison d'être de l'impulsion

qui détermine la flèche. Ainsi l'action de voler (connue par quelque pensée antérieure à l'oiseau et cause suprême de l'oiseau) est la raison d'être de la nature de l'oiseau, c'est pour voler qu'il a des ailes. Ainsi l'action de brûler (connue par quelque pensée antérieure au feu et cause suprême du feu) est la raison d'être du feu, c'est pour brûler qu'il est ce qu'il est.

Voilà donc une nouvelle notion qui se dégage et se précise devant mes yeux : la notion de *ce pour quoi, ce dans l'intention de quoi* quelque chose est ou est fait ; autrement dit la notion de *fin* (cause finale) implicitement contenue dans celle d'*effet* dès que l'effet est conçu comme le *terme* auquel la cause est déterminée. Il y a longtemps que mon intelligence, travaillant sur mon expérience, a formé cette notion de *fin*, mais je vois à présent qu'elle ne s'impose pas seulement dans le cas des actions des hommes (un homme travaille pour être heureux, prend un remède pour guérir, apprend pour savoir, etc.), elle s'impose dans le cas de l'action de tout agent quel qu'il soit. Et je vois aussi la véritable portée du principe que j'énonçais tout à l'heure : une cause efficiente n'agit que parce qu'elle est déterminée à un effet. Ce principe signifie : une *fin* (connue par quelque pensée) est la raison de l'action de toute chose qui agit, de toute cause efficiente (que cette cause soit déterminée à cette action par sa propre intelligence, ou par une impulsion reçue, ou par sa nature). Si un agent n'était pas « ordonné » à une fin, il ne ferait pas ceci plutôt que cela, il n'agirait pas.

Le principe de finalité : tout agent agit pour une fin, *est une vérité connue de soi.*

Non ! me dit Auguste Comte. Le principe de finalité est un vestige de l'état métaphysique, il faut lui substituer le principe *positif* des conditions d'existence. L'oiseau vole parce qu'il a des ailes, il n'a pas des ailes pour voler ; si cette condition d'avoir des ailes ne se trouvait pas réalisée, il n'y aurait pas d'oiseau qui vole, et voilà toute l'explication. Mais Auguste Comte passe à côté de la question, qui est de savoir si l'action de voler étant autre chose que l'essence de l'oiseau, il ne faut pas, pour qu'elle suive de cette essence, qu'elle se trouve déjà comme incorporée à elle à titre de fin, en sorte qu'*être oiseau* c'est précisément *être fait pour voler.* Ainsi on peut bien dire que le feu brûle parce qu'il est feu, que l'oiseau vole parce qu'il a des ailes, mais, absolument parlant, si le feu est feu, c'est pour brûler, si l'oiseau est oiseau, c'est pour voler ; loin que la nature de l'agent soit la raison dernière de l'action de celui-ci, elle-même au contraire n'est ce qu'elle est que *par ordre* à cette action ou *pour* cette action ; c'est cette action, à titre de *fin* connue par quelque intelligence, qui

est raison, et de la nature de l'agent, et de son action (en tant qu'exécutée). Quant au principe des conditions d'existence, s'il n'est pas un déguisement honteux du principe de finalité lui-même, il n'est qu'un trompe-l'œil et une futilité : s'il n'y avait pas d'avions, l'homme ne volerait pas dans l'air, cette conditionnelle explique que les Romains ne volassent point dans l'air, mais elle explique moins bien que nous ayons des avions.

III

ÊTRE, ACTION, DEVENIR

Avant de passer à l'examen de l'idée de cause, j'ai noté tout à l'heure l'idée d'action. (Et l'action à laquelle j'ai pensé tout d'abord était l'action des corps les uns sur les autres, ce que je pourrais appeler l'action au dehors.) Il me faut revenir sur cette idée de l'action, — en la prenant cette fois dans toute son étendue : action « au dedans », telle l'action par laquelle j'aime ou je connais, aussi bien qu'action « au dehors » — pour la comparer à l'idée primordiale, à l'idée de l'être.

Agir n'est pas être simplement, c'est pourtant être d'une certaine manière, mais c'est avant tout surabonder d'être ; qui dit action dit une certaine plénitude, une certaine floraison, plus exactement une certaine *émanation* par laquelle l'être s'achève (en s'épandant, — action au dehors ; ou en restant en lui-même, — action au dedans). Sans doute un homme est (est purement et simplement) dès l'instant qu'il a la vie, mais s'il agit au dehors, parlant, combattant, se dépensant, il est davantage, et s'il agit au dedans, appliquant son intelligence au vrai et sa volonté au bien, il est encore davantage. Si j'appelais l'être pur et simple d'une chose son *être premier*, je pourrais appeler l'action de cette chose son *être second*, ou sa surabondance d'être.

Ce que je vois clairement en tout cas, c'est qu'il faut être avant d'agir. L'être précède l'action, au moins d'une priorité de nature.

Non, dit Fichte, l'action, qui est vie, vient avant l'être, qui est mort. Mais c'est que Fichte imagine la vie comme un coup de poing, et l'être comme une cendre. En parlant comme il fait, ou bien il continue de se fier à l'idée d'être comme à une idée qui ne trompe pas : mais alors en disant que l'action vient avant l'être, il dit que ce qui n'est pas agit, ce qui est absurde. Ou bien il rejette l'idée d'être, il prétend qu'au lieu de penser *être*, il faut penser *action;* mais alors il rejette avec l'idée d'être le principe d'identité qui lui est lié, et il suppose que l'intelligence, qui ne peut pas ne pas user

de ce principe, est trompeuse par nature, ce qui est également absurde.

Ainsi l'être vient avant l'action. Je vois aussi et par là même qu'une chose agit selon qu'elle est, et dans la mesure où elle est. (Et la vie morale de l'homme, ne consiste-t-elle pas à agir selon ce qu'il est vraiment?) En d'autres termes, l'action est la manifestation de l'être ; comme nous connaissons l'arbre à ses fruits, nous connaissons l'être des choses à leurs actions ou opérations, — et nous ne pouvons, nous autres hommes, le connaître qu'ainsi.

L'action est la suite et la manifestation de l'être.

Lorsqu'une chose agit sur une autre, celle-ci *change*, ou *devient* ce qu'elle n'était pas. La notion de changement ou de devenir est encore une notion première, et comme telle inapte à être vraiment définie. Mais pour déclarer plus clairement ce que signifie cette notion, je dirai que partout où il y a changement il y a *passage* (d'une chose à un autre état, ou à un autre être).

Par là même je vois bien qu'il n'y a pas de changement sans un être qui soit changé, et par conséquent que l'être vient avant le changement.

Non, me dit Héraclite, auquel M. Bergson fait écho, durer c'est changer, en sorte que le mouvement du devenir vient avant l'être immobile. Mais ces philosophes refusent de distinguer des accidents sensibles, ce qui de soi est pur objet d'intellection. En parlant comme ils font, ou bien ils continuent de se fier à l'idée d'être, mais alors, en disant qu'il y a du changement sans un être qui soit changé, ils disent que ce qui n'est pas change, ce qui est absurde. Ou bien ils rejettent l'idée d'être, ils prétendent qu'au lieu de penser *être*, il faut penser *changement*, ou *devenir*, mais alors ils rejettent comme mensonger, avec l'idée d'être, le principe d'identité qui lui est lié, et pensent que la pensée est trompeuse par nature, ce qui est également absurde.

L'être vient avant le devenir, et il n'y a pas de changement sans un être qui soit changé.

Je vois dès lors qu'une chose qui change — même si elle se meut elle-même comme font les vivants — ne peut pas être à elle toute seule la cause de son changement. Car ce qu'elle devient, et qu'elle n'était point, n'a pas toute sa raison d'être dans ce qu'elle est, autrement elle le serait toujours, et ne le deviendrait pas ; et donc son devenir dépend d'une cause autre qu'elle.

Tout ce qui est mû est mû par un autre.

JACQUES MARITAIN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. GEORGES CLEMENCEAU

Le 2 octobre 1921, *à Sainte-Hermine, en Vendée, M. Clemenceau prononçait un discours devant sa propre statue. C'est ce qu'on appelle entrer vivant dans l'histoire. Mais déjà le nom de Georges Clemenceau se trouve lié pour toujours à notre histoire nationale.*

Qui donc écrira sa vie de quatre-vingts ans, sa longue vie pleine d'événements et d'aventures, sa vie véritable, qui n'a pas été celle d'un petit saint? N'affadissons pas Clemenceau. C'est un tempérament, c'est une force, et, comme eût dit Victor Hugo, « une force qui va ». Riche, ardente, impérieuse, sa nature emporte tout et ne ménage rien. Elle a pu l'entraîner au pire et au meilleur. Surtout elle était faite pour les grandes crises. Celle de la guerre a révélé ce qu'il y avait de ressources en lui.

Dans son existence décousue, qui a vu tant de hauts et de bas, il y a tout de même de l'unité. Son existence a été dominée par une impression, celle que lui avait laissée 1870. *Anarchiste d'instinct, dreyfusard, antimilitariste, il devait à sa fameuse incohérence d'être resté patriote. Sur un point au moins, il n'a pas varié et ce point s'appelait l'Allemagne. Jeune député à l'Assemblée de Bordeaux, il était de ceux que Thiers appelait les « fous furieux ». Il avait voté contre la paix de Francfort, pour la guerre à outrance. Scheurer-Kestner a raconté ceci dans ses souvenirs qui, publiés il y a vingt ans, n'ont pas été écrits pour les besoins de la cause. A Bordeaux, en* 1871, *Clemenceau déjeunait à côté de députés qui se résignaient un peu facilement à céder l'Alsace-*

Lorraine : « Allons-nous-en, dit-il à Scheurer, je ne puis pas entendre ces gens-là. »

Quinze ans plus tard, nous le retrouvons pareil à lui-même. Jules Ferry gouverne. Et Jules Ferry, c'est l'homme d'une nouvelle orientatiin qui mène au rapprochement avec l'Allemagne. La voix âpre de Clemenceau s'élève un jour à la tribune : « Nous ne voulons plus discuter avec vous des grands intérêts de la patrie. » Et Jules Ferry tombe dans une impopularité formidable.

Des années s'écoulent encore, remplies, pour Georges Clemenceau, d'avatars extraordinaires. L'impopularité, il la connaît à son tour. Il la surmonte. Ce viveur, cet aristocrate, ce bourreau d'argent n'a plus un sou. Il en est réduit, pour vivre, à faire de la littérature et une médiocre littérature, car ce causeur au verbe net est un mauvais écrivain. Politiquement, il est mort. Le Panama et Cornelius Herz l'ont tué. Il passe pour l'agent de l'Angleterre en France. Il a été chassé de son fidèle département, le Var, au cri de : Aoh yes ! *Il ne perd pas courage. Que lui faudrait-il pour remonter à la surface? Une crise, un bouleversement qui soient la contre-partie et la revanche du Panama. L'affaire Dreyfus arrive à point pour ce proscrit à l'intérieur.*

C'est plus qu'une crise : c'est une révolution. Georges Clemenceau s'y jette à corps perdu. Il fonde l'Aurore. *Il rédige sa gazette hebdomadaire,* le Bloc, *encadrée de rouge. La victoire du parti de Dreyfus réhabilite Clemenceau qui rentre dans les assemblées et qui y rentre par l'antimilitarisme. Une fois le règne du combisme terminé, il deviendra, lui, l'éternel opposant, président du Conseil. On le verra, homme de gouvernement, mater brutalement les grèves et, toujours fertile en mots, lancer aux socialistes qu'il se tient de l'autre côté de la barricade. La menace allemande se dessine. Pour la première fois depuis longtemps on résiste à Guillaume II. Clemenceau tient bon dans l'affaire des déserteurs de Casablanca. Sans qu'il s'en doute, peut-être, et tout en continuant à désorganiser l'armée, à la livrer à Picquart et au parti de Dreyfus, le radical patriote reprend peu à peu le dessus et domine l'anarchiste.*

La guerre arrive. Le polémiste est toujours déchaîné. Il accable de ses sarcasmes les politiciens qui ne sentent même pas ce que signifie : « Les Prussiens sont à Noyon. » Ce jacobin le sent. Et puis l'âge est venu. Il s'est attendri. Une émotion le gagne qui, dans ce tempérament toujours riche, devient communicative. Le « vieux », comme on l'appelle, est une force. Il est une sincérité. Le jour vient où sa présence au pouvoir s'impose si l'on veut vraiment continuer la guerre « jusqu'au bout ». Il faut seulement, dans l'intérêt supérieur de la patrie, le réconcilier avec M. Poincaré qu'il a traité avec la plus cruelle ironie. M. Alfred Capus se charge de rapprocher les deux hommes. M. Poincaré oublie

les injures. « Clemenceau, c'est la dernière expérience du jusqu'au-boutisme », murmurent ceux qui ne croient pas à la victoire. La dernière expérience? En effet, c'était la bonne.

Pour gagner la guerre, il fallait d'abord nettoyer l'arrière. C'était l'arrière qui tenait le plus mal. Le personnel du gouvernement était suspect. C'était, selon l'expression de M. Léon Daudet, « le poignard dans le dos », le poignard dans le dos de l'armée, le poignard dans le dos de la France. Avant d'être appelé par M. Poincaré à la présidence du Conseil, M. Clemenceau (et c'est ce qui l'avait désigné) avait repris, au Sénat, contre un ministre indigne le mot qui avait été fatal à Ferry, en 1885. La voix toujours âpre avait accusé Malvy d'avoir compromis les grands intérêts de la France. Et Georges Clemenceau, revenu au pouvoir, fit ce que les autres n'avaient ni osé ni voulu faire : poursuivre la trahison, inculper ceux que l'impunité enhardissait, empêcher la décomposition du pays. Il est celui qui, à des heures critiques, a pratiqué la volonté de vaincre par des actes et non par des mots.

Georges Clemenceau, chef du gouvernement, a dit : « Je fais la guerre. » L'histoire impartiale ajoutera que, dans une autre période, il eût pu la mieux préparer. Mais, quand il est venu, il était temps. La faiblesse du pouvoir menaçait le pays d'une décomposition. Il y avait à remplacer des hommes qui ne faisaient pas plus la guerre que la paix. Quelle pente à remonter! Les services qu'il a rendus à ce moment-là seront immortels. Et déjà, — quel hommage! — quand les Allemands ont vu arriver la démoralisation, annonciatrice de la défaite, ils se sont dit : « Si nous avions un Clemenceau! »

C'est pourquoi il faudra toujours penser de lui qu'il nous a fait trop de bien pour en dire du mal, si peut-être il nous a fait trop de mal pour n'en dire que du bien. Le traité de Versailles est son œuvre. Ce n'est pas ce qu'il a fait de mieux. Mais il a tous les défauts de son caractère et de son esprit qui ne sont ni un caractère ni un esprit constructeurs.

Aucun homme n'échappe à son âge ni à son temps. Georges Clemenceau est d'une génération romantique, à la tête légère. De vieilles idées le possèdent. C'est un démocrate de 1848 et cet individualiste a aussi sa tradition : il n'y échappe pas. Il y a une douzaine d'années, étant président du Conseil, il résistait à l'application de la peine de mort que réclamaient le Parlement, la presse, l'opinion publique. Rien ne venait à bout de son obstination et le Conseil des ministres s'impatientait.

— Voyons, lui dit-on un jour, un homme comme vous, comment pouvez-vous être opposé à la peine de mort?

— Eh bien! avoua à la fin M. Clemenceau, je vais tout vous dire. Mon père était abolitionniste et je ferais trop de peine à sa mémoire.

— S'il n'y a que monsieur votre père, je m'en charge, répliqua le garde des Sceaux, qui était M. Briand.

Mais nous savons par cette anecdote qu'un « tigre » peut être sentimental. Et M. Clemenceau a fait la paix avec de vieilles idées, avec de vieux sentiments, avec sa tradition à lui. Sedan vengé, l'Alsace-Lorraine redevenue française, le petit-fils du Guillaume de 1870 réduit à une fuite honteuse, la République à Berlin : pour un homme de sa génération, ce n'était pas trop, mais c'était le principal. Et peut-être s'est-il dit que son père eût été content.

Il a fait la paix à son image. C'est la paix d'un polémiste dont la philosophie date du siècle dernier. Le raisonnement disait d'avance que cette paix donnerait des déceptions. L'expérience a confirmé le calcul. Georges Clemenceau négociateur s'est enferré souvent et sa plus grande erreur, celle qui en a perdu et en perdra d'autres que lui, fut de ne supporter ni les conseils ni la contradiction, d'exiger l'adhésion absolue. Et pourtant, quand il s'est trompé, il continuait à être lui-même, pareil à ce qu'il avait toujours été, à un âge où l'on ne change plus. Du moins la fibre, elle aussi, était toujours française.

On lui a beaucoup reproché d'avoir un faible pour l'Angleterre et pour les Anglais. Peut-être vivons-nous en des temps où il vaudrait mieux qu'un homme de gouvernement, en France, ne poussât pas trop loin ces habitudes de l'esprit et du cœur. Mais pendant la période où s'est écoulée la vie de Clemenceau, quiconque ne penchait pas pour l'Angleterre penchait pour l'Allemagne. Replaçons-nous en 1914 et en 1918. Il vaut tout de même mieux avoir été l'ami de Lloyd George que celui de Guillaume II.

Et maintenant que la France a retrouvé sa liberté par une victoire qui doit tant à l'octogénaire d'aujourd'hui, il lui faut des hommes que leur esprit et leur cœur n'entraînent pas plus à Londres qu'à Berlin.

***

L'abus de la passion au théâtre.

Plusieurs fois déjà, nous avons fait grief aux auteurs dramatiques de n'étudier jamais qu'une seule passion : l'amour, toujours l'amour. Et presque toujours la même forme de l'amour. On pourrait varier un peu en nous montrant l'amour de la gloire, l'amour de Dieu, l'amour maternel. Mais non. Le théâtre contemporain, de tous les élans qui font bondir le cœur de l'homme, n'en veut connaître qu'un seul. Victor Hugo avait hérité des classiques, ses prédécesseurs, une vue plus large et un plus vaste clavier. Il tentait de peindre

dans Cromwell l'ambition, dans Triboulet et dans la Thisbe le sentiment paternel, dans don Salluste la vengeance, dans *les Burgraves* des sentiments qui relèvent de l'histoire ou de la politique. Ses fils lointains n'ont retenu que le couple invariable et délirant : « Vous êtes mon lion superbe et généreux. » Un héros de théâtre s'estimerait déshonoré s'il ne s'exprimait comme Musset écrivant à Sand : « Je t'aime, ô ma chair et mes os et mon sang ! Je meurs d'amour, d'un amour sans nom, insensé, désespéré, perdu. Tu es aimée, idolâtrée, adorée jusqu'à en mourir. »

Outre que ces passions doivent être bien fatigantes, elles engendrent une monotonie sans nom. On va au théâtre sûr de voir et d'entendre deux héros s'aimer à la furie, car l'amour moderne ne connaît pas les nuances. Il ne daigne pas descendre du maximum de la tension et de l'hyperbole. Cependant, il est une parole qu'on aimerait voir gravée au fronton de toutes nos salles de théâtre : « Une grande passion, disait Brunetière, est aussi rare qu'un grand génie. »

Voici M. Brieux qui a une vocation prononcée pour le théâtre social. Il ne voit dans le monde qu'injustices à redresser, torts à combattre, vérités à confesser, convictions à répandre comme une manne : M. Brieux a une âme de croisé. Qu'il ait tort ou raison, que le théâtre soit fait pour cela ou pour peindre le cœur humain, c'est une autre affaire. M. Brieux s'est aperçu, ces derniers temps, que les avocats ne disaient pas toujours la vérité. Il a fait une pièce sur ce grave problème : dans quelles conditions, dans quelle proportion un avocat peut-il avoir parfois le droit de mentir? Jamais, dit, dans la pièce, un vieux magistrat qui représente l'ancienne école. Mais M. Brieux, qui est un homme de son temps, répond : « Quand l'avocat est amoureux. » Quelle vue étonnante de la part d'un sociologue ! Ainsi M. Brieux, qui croit être de son temps, pense encore que l'amour purifie, excuse, justifie tout, donne le droit de bouleverser la terre? Hommes de notre temps, que vous êtes primitifs ! Voltaire avait raison, vous nous feriez marcher à quatre pattes.

*
* *

M. Frondaie donne une pièce au théâtre Antoine, *l'Insoumise*. Les journaux nous ont prévenus que M. Frondaie avait « visité » le Maroc. On l'imagine, au cours de cette visite, passant une heure dans la cour d'un beau palais mystérieux. Il se dit : « Comme ça ferait bien dans une pièce. » En rentrant à l'hôtel, il a décidé : « Je ferai une pièce là-dessus. » Et il invente une histoire d'amour pour la placer dans la cour du palais, parce qu'elle est somptueuse et pittoresque, qu'il s'y joue des couleurs et des sentiments étranges, et qu'elle est lourde de parfums, d'eaux silencieuses et de la poésie de l'inconnu.

Supposez qu'un Arabe élevé à la française épouse une Française élevée à l'américaine. Ils s'aiment comme on doit s'aimer en 1922,

avec délire. L'Arabe est un de ces grands caïds du Sud, pareils à ceux que Lyautey l'Africain a su gagner à la politique française. Déraciné, le hasard l'a jeté dans le tourbillon de la vie à la mode. Il partage à Paris, à Deauville, à Biarritz, l'existence folle, vide et lugubre des gens qui s'amusent. Il suffit qu'un jour il dise à sa femme : « Je veux », pour qu'elle réponde : « Je ne veux pas », pour que son âme de chef s'éveille d'un seul coup et pour qu'il reparte sans regarder derrière lui.

Aux actes suivants, sa femme, qui ne peut pas cesser d'aimer un si bel Arabe, vient le pourchasser dans son harem, il accepte de la garder, mais il la traite comme un Arabe traite ses femmes : enfermée, voilée, ce n'est rien ; mais la polygamie, c'en est trop. Elle fait assassiner ce pacha. Au dernier acte, elle est de retour en Europe, elle est libre, mais le pacha insuffisamment assassiné reparaît et la tue pour lui prouver qu'il est son maître. Au moment de mourir, elle s'élève à de hautes considérations philosophiques et proclame qu'elle a été folle et qu'il n'est pas besoin de harem pour que la femme amoureuse soit partout la prisonnière de son amour.

Il semble que M. Frondaie ait aperçu l'âme marocaine, ainsi que la cour du palais mystérieux, d'un coup d'œil rapide au cours d'un voyage de tourisme. Et quand il a voulu montrer l'abîme qui sépare nos mœurs, nos traditions, notre civilisation de celles des fils de l'Islam, son esprit, par une pente fatale, n'a conçu que cette histoire d'amour, à la fois conventionnelle et invraisemblable. Différences de religion, de pensée, de vie profonde, un auteur d'aujourd'hui n'y prend point garde. La façon d'aimer, voilà l'intéressant. Que prétend nous démontrer M. Frondaie? Qu'une Parisienne ne doit point épouser un caïd de Marrakech? Nous lui accordons ça volontiers.

En amour, puisque amour il y a, est-il juste et raisonnable que la femme se sente dominée et l'homme dominateur? Il faut croire que cela est juste, puisque c'est conforme au plan de la nature, et, sans être musulman, il suffit de constater que la femme a, le plus souvent, besoin d'être protégée. Les féministes imaginent que c'est l'homme qui, dans sa perversion, a inscrit cette sujétion dans les lois. Comment ne voient-elles pas qu'elle est inscrite dans leur propre chair? La civilisation consiste dans une large mesure à redresser la nature. Aussi la femme a-t-elle fait quelque progrès depuis l'époque lacustre où, si j'en crois les géologues, l'homme la traînait par les cheveux dans un coin du marais lorsqu'elle avait cessé de lui plaire. Le féminisme est un de ces monstres enfantés par le dix-neuvième siècle et qui déjà s'effacent dans le brouillard. Les féministes souhaitaient-elles être les égales de l'homme entre août 1914 et novembre 1918? Ne perdons pas notre temps à pourfendre ce fantôme. Remarquons seulement que le théâtre n'est pas souvent en avance et que ses horizons sont rarement larges et sûrs. Les rapports de l'âme musulmane et de la nôtre, question sociale. La collaboration autour d'un foyer de

l'homme et de la femme, question sociale. Oubliant qu'il y a au monde des États, des religions, des familles, le théâtre ne voit partout que des cas de passions individuelles, exceptionnelles. Aucun autre genre ne méconnaît à ce point l'importance relative des problèmes, leurs rapports, leur hiérarchie. Aucun, à vrai dire, n'est aussi borné ni aussi faux.

LUCIEN DUBECH.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

LA QUESTION D'ORIENT ET LA RÉVOLUTION GRECQUE. — *Devant la victoire turque, qui pose à nouveau la question de Constantinople et des détroits, le gouvernement britannique adopte d'abord une attitude belliqueuse.*

La note Reuter du 16 *septembre annonce que l'Angleterre est décidée à appuyer, au besoin par la force, l'action diplomatique, pour interdire aux Turcs l'accès des détroits, et fait appel aux Dominions et aux puissances balkaniques pour une action militaire éventuelle. Les Alliés, insinue la note, sont d'accord sur ce point avec l'Angleterre.*

Mais le gouvernement français donne l'ordre à ses troupes d'évacuer Tchanak, et il fait savoir au gouvernement britannique qu'il n'est pas disposé à le suivre dans sa politique d'action militaire (18 *septembre*).

De leur côté, les Dominions et les Balkaniques manifestent peu d'enthousiasme, et l'Italie imite l'attitude de la France.

Le cabinet de Londres devient plus conciliant.

Une nouvelle note Reuter, en date du 19, *s'efforce d'atténuer l'effet produit par le ton comminatoire de la note du* 16.

C'est dans ces conditions que M. Poincaré, lord Curzon et le comte Sforza se rencontrent, du 20 *au* 23 *septembre, pour aviser aux mesures à prendre. Tout de suite, ils tombent d'accord sur l'urgence d'une conférence, qui s'efforcera de rétablir la paix dans le proche Orient.*

Les Turcs précisent leurs revendications, par une note du 20 *septembre : ils veulent Constantinople et la Thrace. Les Trois décident qu'une note collective sera adressée au gouvernement d'Angora, l'invitant à la conférence projetée, et s'engagent à faire tous leurs efforts pour que la frontière turque, en Europe, soit reportée jusqu'à la Maritza* (23 *septembre*).

Mais deux événements viennent compliquer les choses :

D'abord, une note des soviets au gouvernement anglais, d'où il résulte que la Russie et les républiques soviétiques ses alliées demandent à participer à la conférence du proche Orient (27 *septembre*).

Ensuite, la révolution grecque qui, en quarante-huit heures, balaie le trône du roi Constantin :

Le 27 septembre, l'armée et la flotte grecques se révoltent, à Mitylène, à Chio, à Salonique et en Thrace, et envoient un ultimatum à Athènes exigeant l'abdication du roi, un nouveau cabinet, de nouvelles élections, et le renforcement du front de Thrace.

Des insurgés débarquent à quelques lieues d'Athènes et y pénètrent, le lendemain, presque sans combat. Constantin abdique. Le diadoque prête serment à la constitution sous le nom de Georges II (28 *septembre*).

Très sagement, le gouvernement français décide que les événements de Grèce ne sauraient modifier les résolutions de la France prises d'accord avec les Alliés et contenues dans les propositions communiquées à Moustapha Kemal.

Mais le gouvernement britannique s'abstient de faire une déclaration analogue. Aussi, la situation demeure-t-elle tendue. Devant Tchanak, Anglais et Turcs restent en présence, à la merci d'un incident.

Les Britanniques et les kémalistes échangent des notes. Le général Harington, commandant les forces britanniques, envoie à Moustapha Kemal une note lui demandant le retrait des troupes turques qui se trouvent dans la zone neutre.

« *Retirez d'abord vos troupes de la côte asiatique* », *répond Moustapha Kemal* (30 *septembre*).

Les réparations. — *A la note belge du* 12 *septembre, renouvelée le* 18, *l'Allemagne répond qu'elle est prête à faire remettre par la Reichsbank les bons du Trésor à six mois de* 270 *millions de marks or, échéant du* 15 *février au* 15 *juin* 1923. *La Belgique se déclare satisfaite* (19 *septembre*). *Elle reçoit les bons en question, le* 23.

Mais cette affaire demeure un peu obscure, du fait des circonstances qui l'ont accompagnée, notamment du fait du voyage du directeur de la Reichsbank à Londres et de ses entrevues avec les représentants de la Banque d'Angleterre, pour obtenir la garantie de celle-ci.

Peut-être faut-il y voir la raison de la retraite de M. Louis Dubois, président de la Commission des réparations, dont on annonce la démission en même temps que celle de M. Charles Laurent, ambassadeur de France à Berlin (24 *septembre*).

Un consortium de banques suisses accepte d'escompter les bons du trésor allemand au taux de 4 *et demi pour* 100, *mais en exigeant une garantie supplémentaire, celle de la Belgique elle-même* (29 *septembre*).

La Société des Nations. — *La troisième assemblée de la Société des Nations continue ses séances à Genève.*

La Hongrie est admise (18 *septembre*).

Les diverses commissions s'occupent du désarmement, des dettes interalliées, des mandats, de la question du Levant.

A la commission des armements, M. Henry de Jouvenel expose le point de vue français. Il rappelle les sacrifices consentis par la France

pour le maintien de la paix et il réclame pour elle justice entière, c'est-à-dire sécurité et réparations (21 *septembre*).

Après avoir entendu la lecture du rapport de lord Robert Cecil, constatant l'accord de toutes les délégations sur les questions examinées (*désarmement terrestre, pacte de garantie, réparations et dettes interalliées*), *la commission des armements termine ses travaux* (22 *septembre*).

Le comité des Cinq, présidé par lord Balfour, tient à huis clos une séance au cours de laquelle il est constaté que l'entreprise de la S. D. N. pour sauver l'Autriche peut être considérée comme ayant réussi : la France, la Tchécoslovaquie et l'Angleterre ont accepté chacune de garantir 20 *pour* 100 *des crédits qui seront alloués pour le relèvement financier de l'Autriche.*

Le comité met sa signature au bas de clauses garantissant l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Autriche, ainsi qu'un contrôle financier d'ailleurs mal défini (27 *septembre*).

France. — *Dans le canton de Niederbronn* (*Alsace*), *M. Walter, du Bloc national, est élu au second tour conseiller général par* 2 347 *voix contre* 1 961 *à M. Hornecker, communiste, qui recueille les voix des radicaux socialistes et des « neutralistes »* (24 *septembre*).

Allemagne. — *Au congrès d'Augsbourg est décidée la fusion des deux partis socialistes allemands : social-démocrates et indépendants* (23 *septembre*).

A. M.

Le Gérant : Georges Moreau.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 28437.